Pierre Salama
Jacques Valier

Une introduction à l'économie politique

FRANÇOIS MASPERO
1, place Paul-Painlevé, 5e
PARIS
1973

Introduction

L'impatience révolutionnaire a toujours reflété de la part du militant une connaissance insuffisante du système qu'il combat. Cette insuffisance conduit à l'élaboration de stratégies et de tactiques projetées sur l'évolution de facteurs objectifs dont on ne connaît ni le sens ni les lois.

Connaître le système que l'on combat est une nécessité par laquelle on doit passer.

C'était l'attitude de Marx, affirmant que l'économie politique était de la plus haute importance, qu'elle lui avait permis de découvrir « l'anatomie de la société bourgeoise », et de comprendre la position du prolétariat dans le processus de production, comme fondement de sa capacité émancipatrice.

Cela ne signifie pas, bien sûr, que l'économie politique, ou plus précisément que la production marchande dont elle étudie les lois, doive exister de façon éternelle ! En ce sens, le marxisme met en lumière le caractère historique *des lois économiques, le caractère spécifiquement* historique, *et nullement absolu, du mode de production capitaliste, et de la production marchande.*

En ce sens, il est une critique *de l'économie politique.*

— *Ce livre a pour fonction d'essayer de montrer,* le plus simplement possible, *mais sans pour autant tomber dans les simplifications abusives de la vulgarisation,* ce qu'est le système capitaliste, comment il fonctionne, quelles sont les contradictions qui se développent en son sein et qui en font un système transitoire, au même titre que l'était l'esclavage ou la féodalité[1].

— *Il est le fruit de plusieurs années d'*expérience collective de militants *et, à ce titre, il n'est pas l'œuvre de ses deux seuls signataires.*

1. Nous n'étudierons, dans le cadre de ce livre, *que le système capitaliste,* à l'exclusion des systèmes antérieurs et des sociétés de transition entre le capitalisme et le socialisme.

Il ne sera un « succès » que s'il aide les militants à comprendre le système qu'ils combattent, et donc à mieux le combattre. Nous avons essayé de le rendre compréhensible *par tous, y compris ceux n'ayant aucune connaissance en la matière. Cela ne signifie pas que ce livre soit facile. Certains passages, plus difficiles que d'autres, peuvent, lors d'une* première lecture, *ne pas être lus*[2] *Nous pensons, cependant, qu'ils doivent l'être, lors d'une deuxième lecture, si l'on veut affiner sa connaissance du système.*

— Nous étudierons d'abord ce qu'on appelle la loi de la valeur-travail, qui est le fondement de la compréhension de l'ensemble des problèmes économiques et sociaux du système capitaliste : chapitre 1 : La valeur des marchandises.

Puis nous verrons, à partir de là, comment peut s'expliquer l'extorsion aux travailleurs, par les capitalistes, d'une plus-value, fondement de l'exploitation des travailleurs : chapitre 2 : L'extorsion de plus-value : l'exploitation des travailleurs.

L'existence et, à plus forte raison, l'accroissement de cette plus-value sont soumis à une contrainte : la nécessité pour les capitalistes de transformer une partie de cette plus-value en un nouveau capital. C'est pourquoi l'on dit que le système capitaliste se caractérise par l'existence d'une tendance à accumuler du capital, tendance qui est au cœur de l'explication de l'existence du chômage : chapitre 3 : La tendance à accumuler ; chapitre 4 : Le chômage.

Enfin, nous verrons en quoi ce qu'on appelle la loi de baisse tendancielle du taux de profit caractérise, à titre essentiel, le fonctionnement contradictoire du capitalisme, comment cette loi se manifeste dans la réalité, de façon périodique, lors des crises de surproduction, et quels sont les moyens mis en œuvre par la bourgeoisie pour essayer

---

2. Notamment dans le chapitre 1, les paragraphes 3 et 4 de la section II.

de contrecarrer cette loi : augmentation du nombre des travailleurs improductifs, impérialisme, interventions économiques de l'Etat bourgeois :

— chapitre 5 : La loi de baisse tendancielle du taux de profit ;

— chapitre 6 : Les crises de surproduction ;

— chapitre 7 : Le travail improductif ;

— chapitre 8 : L'impérialisme ;

— chapitre 9 : Les interventions de l'Etat [3].

---

3. Certains chapitres [notamment les chapitres sur les crises et l'Etat] ne sont qu'une ébauche d'analyse, quand ils ne sont pas une simple description. Ils sont le reflet de la dramatique faiblesse des marxistes en ce domaine. La poursuite du travail et des discussions devrait permettre de les améliorer lors des prochaines éditions.

1. La valeur des marchandises

INTRODUCTION

Lorsque la bourgeoisie partait à l'assaut de la noblesse, elle mettait en relief la loi de la valeur-travail comme fondement de la compréhension des problèmes économiques et sociaux du système.

Cela lui permettait de mettre en lumière le rôle parasitaire de la noblesse et du clergé. Mais une fois que la bourgeoisie s'est emparée du pouvoir politique et que la lutte des classes avec les travailleurs est devenue de plus en plus menaçante, la loi de la valeur-travail est soit condamnée, soit passée sous silence. Elle devient trop dangereuse, puisqu'elle révèle l'origine de la richesse des capitalistes : l'exploitation des travailleurs.

Arme de la bourgeoisie naissante, la théorie de la valeur-travail se retourne contre la bourgeoisie et devient une arme des travailleurs.

Il n'est pas étonnant, dès lors, que dans les manuels d'économie politique bourgeois la théorie de la valeur-travail soit critiquée (... lorsqu'elle ne disparaît pas) au profit d'une théorie selon laquelle tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes (le nôtre), baptisée théorie de la valeur-utilité. Sous un habillage scientifique (utilisation par exemple des mathématiques), l'économie politique bourgeoise réussit le tour de force d'exclure l'exploitation : elle révèle alors son caractère foncièrement apologétique et non scientifique. Tous les individus sont censés être égaux entre eux : peu importe que les travailleurs soient *obligés* de vendre leur force de travail pour vivre, peu importe que les capitalistes soient *seuls* détenteurs des moyens de production !

Et pourtant, que ce soit au niveau de chaque capitaliste individuel ou à celui de l'Etat, les capitalistes, devant la complexité de leurs problèmes, ne peuvent se contenter de cette attitude purement apologétique. Ouvrons n'importe quel journal patronal : la lutte des classes y est pré-

sente, parce que la bourgeoisie ne peut pas ne pas en tenir compte ; la nécessité impérieuse d'exploiter les travailleurs est *de fait* reconnue : or, comme nous le verrons, l'exploitation ne peut se comprendre qu'à partir de la théorie de la valeur-travail. Par ailleurs, les patrons raisonnent en termes de baisse des coûts salariaux, d'accroissement de la productivité du travail, de la nécessité de faire des profits suffisants : implicitement, c'est-à-dire sans le dire, ou même sans s'en rendre compte, ils reconnaissent la théorie de la valeur-travail comme explicative du fonctionnement du système capitaliste.

Ainsi, d'un côté on rejette explicitement, *pour des raisons d'ordre idéologique, la loi de la valeur-travail, tandis que d'un autre côté on reconnaît* implicitement, *même si c'est de façon fragmentaire et partielle, cette même loi de la valeur, pour des raisons d'efficacité.*

Mais qu'est-ce donc que cette loi de la valeur, que signifie-t-elle ? Nous verrons successivement comment se détermine la valeur, en quoi la théorie de la valeur constitue une arme pour les travailleurs et comment se déterminent, à partir d'elle, les prix des marchandises.

Section I. — La valeur

1. *Définition de la marchandise*

On appelle marchandise tout bien produit *en vue d'être vendu sur un marché.*

Cette définition est insuffisante ; il faut ajouter également : produit susceptible *d'être reproduit en grande quantité.*

De cette première définition encore insuffisante, nous le verrons, on tire deux conséquences :

1. Tout produit (ou tout bien) n'est pas nécessairement une marchandise : par exemple, les objets d'art, objets uniques non reproductibles en tant que tels, ne sont pas des marchandises. *La Joconde,* en tant que telle, est un produit ; les reproductions de *La Joconde,* qui ne sont pas *La Joconde* elle-même, constituent des marchandises parce que reproductibles. De même, des produits reproductibles, mais non vendus sur un marché, ne sont pas des marchandises : que l'on songe à l'air, ou à des produits autoconsommés par les paysans. Seront donc des marchandises

les seuls produits à la fois vendus sur un marché et reproductibles : par exemple, les voitures, les réfrigérateurs, etc.

Cette définition est importante, car l'objet de l'économie politique est précisément d'étudier les lois de la production, de la reproduction et de la distribution des *marchandises*. L'objet de l'économie politique n'est donc pas d'étudier comment un artiste peint sa toile et pourquoi elle vaut tant, mais d'analyser les conditions de création des *marchandises*.

2. Tout produit n'est donc pas une marchandise parce qu'il est utile. Il faut qu'il ait en plus d'autres caractéristiques (vente sur un marché et reproduction).

C'est pourquoi une marchandise est prise sous un double aspect : sa valeur d'usage et sa valeur d'échange.

2. *Valeur d'usage et valeur d'échange*

— Affirmer que la marchandise est une *valeur d'usage*, c'est dire que, par ses qualités, elle est utile. Elle permet donc de satisfaire un certain nombre de besoins concrets et spécifiques des hommes, que ces besoins aient pour origine l'estomac ou la fantaisie. Il faut bien comprendre, par ailleurs, le caractère *social* de ces besoins : en effet, les besoins évoluent avec l'évolution de la société elle-même. La télévision n'existait pas il y a trente ans ; aujourd'hui elle correspond à un besoin social. De façon plus générale, les capitalistes sont contraints de créer des besoins nouveaux, et donc des marchandises nouvelles : pour s'en convaincre, regardons par exemple le rôle de la publicité.

— Affirmer que la marchandise est une *valeur d'échange*, c'est dire qu'elle apparaît comme la proportion dans laquelle des valeurs d'usage d'espèce différente (des voitures et des réfrigérateurs) s'échangent l'une contre l'autre. Mais on ne peut comparer directement des marchandises en tant que valeur d'usage : il n'y a pas de rapport entre les qualités d'une lame de rasoir et celles d'un stylo. On a donc besoin d'une mesure : or, *la seule propriété commune* à toutes les marchandises est d'être produites par du travail humain.

3. *Mesure et formes de la valeur*

A. *La mesure de la valeur*

La mesure de la valeur d'une marchandise, c'est, dans un premier temps, la quantité de travail incorporé dans cette marchandise. Mais cette définition reste largement insuffisante. Toute une série de précisions doivent encore être apportées. Le temps de travail se compose de travail direct (vivant) et indirect (mort). Le travail dont il s'agit n'est pas un travail concret, mais abstrait.

a) Travail mort et travail vivant

Pour fabriquer une automobile, il faut des matières premières (fer, caoutchouc), des machines, des travailleurs. Le temps de travail nécessaire pour fabriquer une voiture ne se résume pas au travail dépensé par les ouvriers de l'industrie automobile. Les machines, les matières premières ont elles-mêmes nécessité une dépense de travail pour les produire. Le temps de travail nécessaire englobe donc le travail direct — ou vivant — de l'ouvrier de l'industrie automobile, et le travail indirect — ou mort — incorporé dans les machines et les matières premières. C'est en ce sens que l'on dit que les machines et les matières premières *transmettent* leur valeur : leur valeur se retrouve dans celle de l'automobile. Si, par exemple, une machine, moyen de travail, s'use *en dix ans,* chaque année *elle transmet un dixième de sa valeur* à la valeur de la production automobile annuelle. Machines et matières premières constituent ce qu'on appelle *le capital constant* (C). *Constant,* parce qu'il ne fait que transmettre ; *capital,* parce qu'il ne s'agit pas seulement d'instruments, mais d'instruments appropriés par une classe sociale : la bourgeoisie, lui permettant ainsi d'assurer sa domination. En ce sens, *le capital est un rapport social.*

Le travail direct est celui dépensé directement par le travailleur pour produire telle ou telle marchandise. La spécificité de ce travail, c'est qu'il n'est pas payé intégralement. Comme nous le verrons plus particulièrement dans le chapitre 2, le capitaliste achète au travailleur sa force de travail. Celle-ci crée plus de valeur qu'elle n'en a coûté au capitaliste. La différence étant ce qu'on appelle plus précisément *la plus-value.* Le temps de travail direct

se divise donc en deux parties : une qui est payée au travailleur et qui doit lui permettre de vivre ; on l'appelle *le capital variable V ;* l'autre que s'approprie le capitaliste : *la plus-value (PL).* De même que pour le cas précédent, *capital* variable signifie un rapport social : obligation des travailleurs de vendre leur force de travail aux capitalistes détenteurs des moyens de production. Variable signifiant ici que les travailleurs produisent plus de valeurs qu'ils n'en coûtent. Ils sont source de valeur supplémentaire pour le capitaliste.

La marchandise voiture aura donc pour mesure de sa valeur le temps de travail mort (C) et le temps de travail vivant (V + PL). La valeur d'échange s'écrira C + V + PL.

Capital constant transféré et capital variable (C + V) constitueront pour le capitaliste *son coût de production.* C'est ce qu'il devra débourser pour faire produire des voitures et s'approprier ainsi PL.

b) Travail concret - Travail abstrait

Le travail fourni par tel ou tel travailleur n'est pas identique à celui d'un autre travailleur. Le travail d'un peintre au pistolet diffère de celui d'un ajusteur. Il s'agit dans chaque cas de travaux concrets différents. Mais, cependant, pour mesurer la valeur d'échange, il faut que le travail dépensé soit homogène, indifférencié.

Précisément, il s'agit de réduire l'ensemble des travaux concrets à un travail abstrait. Les techniques mêmes de production capitaliste donnent une idée de cette transformation du travail concret en travail abstrait. Chacun sait en effet qu'il y a des ingénieurs spécialisés dans l'organisation du travail qui observent les ouvriers, décomposent et chronomètrent leurs gestes, qui éliminent ce qui leur paraît être le travail inutile, superflu, et qui, en quelque sorte, déterminent un temps de travail abstrait. La quantité de travail dépensée sera donc la quantité de travail *moyenne,* déterminée par les chronométreurs. Il en découle que le degré d'habileté effectif de chaque travailleur n'intervient pas dans la détermination de la valeur. Seul le degré d'habileté *moyen,* c'est-à-dire la quantité de travail

dépensée par l' « ouvrier moyen » fixe la valeur de la marchandise.

Mais c'est être encore trop imprécis d'en rester là.

Deux types de problèmes se posent encore :

— Premier problème : supposons que, pour produire les mêmes marchandises (automobiles), il existe diverses entreprises, plus ou moins modernes. L'industrie automobile se compose de trois entreprises A, B, C. L'entreprise A utilise de vieilles machines peu efficaces. Les entreprises B et C utilisent des machines standards.

La productivité du travail, c'est-à-dire la production d'*un* ouvrier pendant une heure, sera de ce fait différente dans les trois entreprises. Dire que la productivité du travail est plus forte, cela signifie que la valeur d'une marchandise est plus faible. En effet, productivité plus forte signifie produire davantage de marchandises dans le même temps de travail, donc signifie une valeur plus faible de *chaque* marchandise [1].

Les autos, produites dans des conditions techniques différentes, n'ont pas la même valeur à *première vue*. En fait, peu importe à l'acheteur de l'automobile si l'auto a été produite dans telle ou telle condition technique. Le marché n'accepte qu'une seule valeur : la valeur moyenne [2]. C'est pourquoi on dit que le temps de travail qui mesure la valeur d'échange n'est pas le temps de travail *effectivement* dépensé dans chaque entreprise, mais un temps de travail *socialement nécessaire*, c'est-à-dire un temps de travail moyen compte tenu des conditions techniques moyennes de l'époque.

---

1. Si l'on suppose que la valeur du capital constant ne change pas — *pour simplifier* — bien que les machines soient différentes et plus ou moins efficaces, une production de 100 autos en 8 h avec 1 000 ouvriers (8 000 heures) ou de 200 autos en 8 h avec 1 000 ouvriers signifie que la valeur d'une auto diffère selon que l'on utilise des machines plus ou moins efficaces.
Valeur de l'auto dans le 1er cas : C + 8 000/100.
Valeur de l'auto dans le 2e cas : C + 8 000/200.

2. Par exemple, si on prend le cas de l'industrie automobile en France, il était de notoriété publique que Citroën avait des équipements plus vieux, moins efficaces que Renault, Peugeot, etc. Malgré une exploitation particulièrement barbare de ses travailleurs, Citroën connaissait des coûts plus lourds que n'en acceptait le marché. S'ajoutait à cela un réseau de distribution défectueux. Citroën voyait ses profits fondre régulièrement et constituait alors une proie facile pour Fiat.

Cela signifie que le marché ne reconnaît pas des valeurs individuelles, mais une *valeur sociale.*

Dans le cas de l'entreprise A, utilisant des techniques vieillies, le capitaliste devra vendre les automobiles à un prix qui correspond à une valeur inférieure à la quantité de travail nécessaire pour produire ces automobiles dans le cadre de *son* entreprise. Le temps de travail effectivement dépensé est supérieur à celui qui est socialement nécessaire. Il y a donc *gaspillage de travail.* Par exemple, si l'automobile vaut 1 000 h dans l'entreprise A et que le marché reconnaît seulement 800 h, il y a gaspillage de 200 h. Ce gaspillage signifie au moins amputation de la plus-value du capitaliste, tentative d'exploiter davantage les travailleurs et faillite s'il ne modernise pas son entreprise. L'exemple de l'industrie textile illustre bien ces problèmes.

— Deuxième problème : une heure de travail d'ingénieur vaut plus qu'une heure de travail de manœuvre. Comment dès lors affirmer que la mesure de la valeur est le temps de travail ? La réponse à ce problème revient d'abord à distinguer travail *simple* et travail *complexe.* Le travail simple, c'est une dépense quantitative de force de travail « simple », que tout homme *ordinaire* possède dans son organisme.

Le travail complexe, lui, n'est que du travail simple *multiplié ;* une quantité donnée de travail complexe correspond toujours à une quantité plus grande de travail simple : une heure de travail d'ingénieur contient davantage d'unités de travail simple qu'une heure de travail de manœuvre. L'heure de travail d'un ingénieur vaut par exemple deux heures de travail d'un ouvrier.

Comment s'opère la réduction du travail complexe au travail simple ? De façon très concrète : elle se réalise quotidiennement sur le marché du travail, par le paiement de salaires différents à des travailleurs ayant des qualifications différentes [3].

3. Bien entendu, dans le système capitaliste, les différences de salaires ne sont pas dues seulement à des différences dans la quantité ou la qualification du travail. D'autres différenciations viennent s'ajouter, qui témoignent plus particulièrement de la volonté de la bourgeoisie de diviser les travailleurs. Nous y reviendrons dans le chapitre suivant.

RÉSUMÉ : *La valeur d'une marchandise, c'est le travail abstrait direct et indirect socialement nécessaire à la production de cette marchandise.*

Une fois donnée cette définition, on peut enfin compléter ce que signifie la production de *marchandises*. Les marchandises sont le fruit de *travaux privés exécutés indépendamment les uns des autres.* Ces travaux privés des divers producteurs ne sont pas *immédiatement* sociaux, mais le deviennent à travers l'échange, et doublement :

1. en tant que travaux produisant des biens *socialement* utiles, c'est-à-dire acceptés par le marché ;
2. en tant que travaux manifestant à travers l'échange leur caractère commun de *travail humain abstrait.*

Comme c'est à travers l'échange que les travaux privés deviennent sociaux, ce sont les choses elles-mêmes qui paraissent avoir un caractère social, qui paraissent avoir de la valeur indépendamment du travail humain qu'elles incorporent. C'est ce qu'on appelle le *fétichisme de la marchandise.* Ce fétichisme connaît son plein développement avec la domination du mode de production capitaliste, dans la mesure où celui-ci se caractérise par la production *généralisée* de marchandises. Les marchandises et la production marchande existent en effet avant le mode de production capitaliste, mais ne se généralisent qu'avec lui.

B. *Les formes de la valeur*

Rappelons que si les marchandises viennent au monde en tant que valeurs d'usage, elles ne sont marchandises que parce qu'elles sont échangées : elles sont donc porte-valeurs.

Si Pierre échange son pull-over contre le pantalon de Jacques, c'est qu'il considère que son pull vaut le pantalon. Le rapport d'échange entre deux marchandises peut donc être exprimé dans une égalité dans laquelle une certaine quantité d'une marchandise A correspond à une certaine quantité d'une marchandise B.

Ainsi la marchandise A (le pull-over) exprime sa valeur

dans la marchandise B (le pantalon). La marchandise B sert d'*étalon* pour la marchandise A.

Dans l'égalité : 1 pull-over (A) = 1 pantalon (B),

— la marchandise B sert d'étalon, elle est appelée *équivalent* ;

— la marchandise A est appelée *valeur relative* (parce que relative à B qui la mesure).

Bien entendu, à ce niveau du raisonnement, on pourrait raisonner en sens inverse et se placer du point de vue de Jacques plutôt que du point de vue de Pierre, c'est-à-dire faire de A l'équivalent et de B la valeur relative.

Si une marchandise (A ou B) est équivalent, l'autre est valeur relative.

Soit donc : B (pantalon) : l'équivalent,
A (pull-over) : la valeur relative.

On comprend très facilement qu'en fait le pantalon soit un piètre équivalent. Deux raisons à cela :

1. Si Pierre, au lieu de vouloir échanger son pull-over, veut échanger sa veste, et si sa veste vaut, elle-même, un pantalon et demi, on comprend que pour lui un pantalon et demi soit parfaitement inutile !

2. S'en tenir à de telles opérations de troc limite les échanges. Il est possible en effet que Pierre veuille échanger son pull contre une marchandise que ne possède pas Jacques, mais que possède Jean-Luc qui, lui, ne veut pas le pull mais le pantalon !

De ces difficultés, on déduit qu'il faut un équivalent *général,* qui ne peut être ni le pull ni le pantalon.

Précisons : pour tout échangiste (Pierre, Jacques, Jean-Luc, etc.), certaines marchandises qu'il détient n'ont pas de valeur d'usage (le pull *pour* Pierre), alors que celles que détiennent les autres en ont une (le pantalon *de* Jacques). C'est pourquoi il veut les échanger. La valeur d'usage de la marchandise-pantalon est, du point de vue de Pierre, d'exprimer la valeur d'échange de son pull : elle fonctionne, pour lui, comme équivalent. Mais, comme *tout* échangiste est dans la même situation, aucune marchandise ne peut être équivalent *général,* SAUF *l'une d'elles, mise à part spécialement, qui va devenir l'argent (ou la monnaie).* On dira maintenant que :

1 pull-over = 60 francs

Le pull-over est la valeur relative, la monnaie est l'équivalent général.

Le prix (60 francs) *n'est donc que l'expression de la valeur relative d'une marchandise* (le pull) *en équivalent général* (la monnaie).

> C'est pourquoi *monnaie et marchandise ne sont que deux formes de la valeur :*
> - la monnaie est la forme équivalent ;
> - la marchandise est la forme relative.

Il ne s'agit donc pas, dans l'égalité 1 pull-over = 60 francs, de deux valeurs, *mais d'une même valeur sous deux formes distinctes.* Cette précision est importante si on veut comprendre comment à partir de la valeur se déterminent les prix.

Section II. — Les prix

Nous venons de voir que monnaie et marchandise ne sont que deux formes de la valeur. *Le prix est la forme monétaire de la valeur.* En ce sens, le prix doit être déterminé *à partir* de la valeur directement. Il indique quelle quantité de signes monétaires (billets, pièces) équivaut à telle quantité de marchandises.

Comme nous l'avons vu également, parce que marchandise, la détermination de son prix suppose que cette marchandise ait une valeur d'usage, qu'elle satisfasse donc un besoin social, et qu'enfin la quantité de travail contenue dans la marchandise représente bien du travail *socialement* nécessaire.

On comprend alors que le prix d'une marchandise ne puisse être fondamentalement déterminé par l'offre et la demande. Le prix trouve son fondement du côté de la production. Il n'est que l'expression monétaire de la valeur d'une marchandise.

Certes, à première vue, il semblerait que le prix soit déterminé par l'offre et la demande de la marchandise. Il n'en est cependant rien. L'évolution de l'offre et de la demande ne fait qu'influer sur le prix, qui lui-même est *fondamentalement* déterminé non pas sur le marché (offre/demande), mais dans la production (valeur). Par exemple, si la forme monétaire de la valeur d'une mar-

chandise est de 20 F et si la demande est, durant un temps limité, supérieure à l'offre, le prix se fixera à 22 F. Le prix de 22 F se situe *par rapport* à la valeur monétaire de 20 F. C'est dire que la situation de l'offre et de la demande n'explique pas le prix lui-même, mais *l'écart* entre le prix, qu'on appellera *prix de marché* (22 F), et la valeur (20 F).

En d'autres termes, divers facteurs — dont l'offre et la demande — influent sur la fixation du prix du marché et le font *fluctuer* autour de cet *axe* constitué par la valeur.

Il serait néanmoins insuffisant d'en rester là. Nous venons de voir comment le prix de marché, tout en étant la forme monétaire de la valeur, pouvait s'en écarter. Il nous reste à comprendre pourquoi il est nécessaire d'introduire ce qu'on appelle le *prix de production*.

1. *Valeur et prix de production : position du problème*

Il suffit de jeter un coup d'œil dans la réalité pour s'apercevoir qu'existent des usines qui utilisent plus ou moins de travail vivant proportionnellement au travail mort que d'autres. Air liquide, par exemple, utilise presque exclusivement des machines. D'autres usines, comme celles produisant par exemple les radios, télévisions, textile, etc., utilisent davantage de travailleurs par rapport à leurs équipements.

Supposons deux entreprises situées dans deux branches différentes de production (chimie et textile naturel). La première entreprise utilise 300 de capital constant et 100 de capital variable. La deuxième utilise 100 de capital constant et 100 de capital variable.

> Le rapport capital constant sur capital variable s'appelle *composition organique du capital.*

Il montre le degré de mécanisation de l'entreprise.

La première entreprise (chimie) a une composition organique du capital égale à $\frac{C}{V} = \frac{300}{100} = 3$. Cette composition organique du capital élevée révèle que dans cette entreprise existe une mécanisation (automatisation par exem-

ple) poussée. La seconde entreprise (textile) a une composition organique du capital $\frac{C}{V} = \frac{100}{100} = 1$ plus faible que la précédente. On sait en effet que, dans cette branche, textile, les capitalistes utilisent une main-d'œuvre abondante, notamment féminine, durement exploitée.

Le taux de profit que retire le capitaliste dans chaque entreprise se calcule par rapport à *l'ensemble* du capital (constant et variable) qui est avancé par ce dernier. En effet, s'il est vrai que *seule* l'utilisation de la force de travail est susceptible de rapporter une plus-value pour le capitaliste, il n'en demeure pas moins que cette force de travail, pour être exploitée, doit s'accoupler avec des biens d'équipement, doit utiliser des matières premières. Lorsque le capitaliste achète de la force de travail, il doit également posséder des biens de production, des matières premières (capital constant) pour faire valoir une force de travail, pour lui faire créer plus de valeur qu'elle en a coûté. La plus-value que retire le capitaliste de l'exploitation de la force de travail provient précisément du fait qu'il a la propriété de ces moyens de production, donc qu'il a la possibilité d'*avancer* de l'argent pour les acheter. C'est parce qu'il achète et la force de travail et les moyens de production et matières premières, qu'il peut tirer de l'achat de la première plus que cela ne lui a coûté. On comprend donc que la plus-value extraite du sang des travailleurs doive se rapporter à l'ensemble du capital avancé par le capitaliste.

Le *taux de profit* est donc le rapport qui existe entre, d'un côté, la plus-value, c'est-à-dire le travail non payé, et, de l'autre, l'ensemble du capital avancé sous forme d'achat de machines et matières premières (C) et de force de travail (V).

Il s'écrit donc : $P = \frac{PL}{C + V}$.

Supposons — juste pour simplifier [4] — que le *taux d'exploitation* ou *taux de plus-value*, c'est-à-dire le rapport

4. On pourrait prendre d'autres chiffres, le raisonnement serait le même, mais plus compliqué mathématiquement.

entre la plus-value et le capital variable, $\frac{PL}{V}$, soit le même dans les deux entreprises. Il pourrait être par exemple égal à 1. Cela signifierait que le capitaliste tirerait dans chaque entreprise 100 de plus-value des 100 de capital variable qu'il a acheté. On dit alors que le taux d'exploitation $\frac{PL}{V} = \frac{100}{100}$ est de 100 %.

Calculons maintenant les taux de profit des deux entreprises. En ce qui concerne la première entreprise (Air liquide de la branche chimie), nous avons :

$$PL = 100 \quad V = 100 \quad C = 300$$

donc taux de profit $= P = \frac{100}{300 + 100} = 1/4 = 25\ \%$.

En ce qui concerne la seconde entreprise (textile naturel), nous avons :

$$PL = 100 \quad V = 100 \quad C = 100$$

donc, le taux de profit est égal à :

$$P = \frac{100}{100 + 100} = 1/2 = 50\ \%.$$

Mais un problème se pose : pourquoi dans la réalité les capitalistes investissent-ils des capitaux dans la première branche (chimie), où ils ne touchent qu'un taux de profit de 25 % ? Pourquoi n'investissent-ils pas tous leurs capitaux dans la deuxième branche (textile naturel) où ils toucheraient un taux de profit de 50 % ?

Par ailleurs, on comprend mal qu'un secteur retardataire comme le textile (faible mécanisation) puisse avoir un taux de profit largement supérieur à celui d'une branche de pointe comme la chimie (fortement mécanisée). En bonne logique, les capitalistes devraient prioritairement investir dans des secteurs retardataires (comme le textile), délaisser les secteurs de pointe (comme la chimie, l'aéronautique), et ne pas utiliser les techniques de production les plus modernes ! Or, il est clair qu'il n'en est rien !

C'est pourquoi on ne peut suivre ce type de raisonnement si on veut expliquer la réalité, et notamment le processus de mécanisation croissant et l'orientation des capi-

taux vers les secteurs de pointe. On doit donc introduire un élément nouveau : *le prix de production.*

Comment peut-on définir le prix de production ? Le prix de production se définit à partir de la valeur. Il introduit néanmoins dans sa définition le fonctionnement même du système capitaliste.

> C'est pourquoi le prix de production peut se définir comme étant la somme, dans chaque branche, du capital dépensé (constant et variable) et d'un profit moyen.

Ce profit moyen *résulte* de ce qu'on appelle la tendance à la péréquation des taux de profit. Il ne correspond pas seulement à la plus-value extorquée par les capitalistes à leurs travailleurs dans les entreprises de chaque branche. Précisons.

2. *Tendance à la péréquation des taux de profit et transformation de la valeur en prix de production*

A. *La tendance à la péréquation des taux de profit exprime le fonctionnement même du système capitaliste*

Cette expression recouvre une idée très simple : les capitalistes essaient d'aller là où leur capital total (variable et constant) est susceptible de rapporter le plus. Ils se battent entre eux pour s'approprier les marchés les plus rentables. Prenons un exemple : il y a deux ou trois ans, le marché des photocopieuses était très rentable. Rank Xerox faisait un taux de profit considérable. Ce taux de profit considérable devait attirer d'autres capitalistes. Les capitaux ont afflué dans la production de photocopieuses. Aujourd'hui, sur le marché des photocopieuses, existent plusieurs entreprises (3 M, etc.). Le prix des photocopies a eu tendance à baisser. Ce marché, tout en étant encore très rentable, l'est *un peu moins* aujourd'hui.

L'idée est donc simple : les capitalistes quittent les secteurs de la production les moins rentables pour aller vers ceux qui sont susceptibles de leur offrir des taux de profit élevés. C'est ce qu'on appelle la *concurrence* entre capitalistes.

On dit que cette concurrence est *libre* quand il n'existe aucun obstacle à la mobilité des capitaux (déplacements d'un secteur à l'autre), et que la force de travail peut être aisément rejetée d'un lieu de production à un autre.

Elle est *imparfaite* ou *monopolistique* lorsque des entreprises sont suffisamment importantes pour empêcher d'autres capitalistes de venir empiéter sur leur terrain. Il existe alors des obstacles à la mobilité des capitaux. Ces obstacles sont de diverses sortes : cartel, utilisation du progrès technique. Nous les étudierons plus spécifiquement par la suite. Ces obstacles sont perpétuellement remis en cause. C'est pourquoi la concurrence monopolistique consiste continuellement à *fabriquer* de nouveaux obstacles. C'est en effet le moyen privilégié pour tel ou tel monopole de préserver quelque temps son taux de profit des visées de tel ou tel autre.

Inutile de préciser que cette lutte entre monopoles se fait sur le dos des travailleurs. Pour attaquer la position de l'entreprise B, l'entreprise A a besoin de beaucoup de capitaux, donc doit avoir au préalable beaucoup de profit, condition nécessaire pour éliminer les obstacles dressés par B à l'afflux de capitaux de A. Or, augmenter ses profits pour attaquer *implique exploiter davantage les travailleurs.* L'exemple de l'ouverture des frontières, de la constitution du Marché commun, de la concurrence plus vive entre monopoles qu'elle a entraînée, du développement parallèle de la combativité d'une classe ouvrière, soumise aux cadences les plus infernales, n'ayant que de faibles augmentations de son pouvoir d'achat, subissant un développement du chômage, est significatif de ce processus.

Comme nous venons de le voir et comme nous le verrons plus précisément au chapitre 3, ces obstacles sont perpétuellement remis en cause. Le capital arrive à se frayer son chemin d'un secteur à un autre. On comprend donc qu'à la *base* du fonctionnement du système capitaliste on trouve la mobilité du capital. La conséquence de la mobilité du capital est la péréquation des taux de profit, c'est-à-dire leur égalisation et donc la constitution d'un taux de profit moyen égal dans tous les secteurs. C'est parce que cette mobilité du capital est perpétuellement remise en question, entravée, que nous parlerons de *tendance* à la péréquation des taux de profit.

En d'autres termes, les taux de profit dans les divers secteurs ne sont pas égaux dans la réalité, en raison notam-

ment des obstacles continuellement élevés par les monopoleurs entre eux. Mais s'ils ne sont pas égaux, ces taux de profit se modifient, ont tendance à s'égaliser, précisément parce que ces obstacles à terme sont levés. S'ils ne s'égalisent pas, c'est parce qu'à nouveau d'autres obstacles à la mobilité de capitaux sont élevés par les capitalistes. Pour comprendre la modification des taux de profit, il faut partir de la mobilité du capital, expression de la tendance à accumuler, qui elle-même s'exprime au niveau de *chaque* capitaliste par la concurrence plus ou moins vive qu'ils se font entre eux. C'est en ce sens qu'on parle de *tendance* à l'égalisation des taux de profit [5].

Lorsque nous avions donné au point précédent les exemples du textile et de la chimie, nous avions montré que, *si* on en restait à la valeur, les capitalistes devaient investir prioritairement vers le textile, secteur le moins mécanisé, au détriment du secteur le plus mécanisé (chimie). Nous aurions pu ajouter que, puisque les capitalistes iraient dans le secteur textile, le taux de profit (50 %) aurait tendance à baisser et qu'inversement le taux de profit du secteur chimie (25 %) aurait tendance à monter. En effet, d'un côté l'afflux de capitaux dans le secteur textile aurait accru la production et, face à une demande qu'on suppose constante, les prix auraient baissé, entraînant une amputation de la plus-value et un fléchissement du taux de profit. De l'autre côté, le retrait de capitaux du secteur chimie aurait eu pour conséquence de réduire la production, face à une demande supposée elle aussi constante, et donc aurait permis aux capitalistes qui seraient restés dans ce secteur de vendre plus cher, d'accroître leur profit et donc leur taux de profit. Ainsi, *progressivement,* les taux de profit auraient tendance à s'égaliser, le taux de profit du textile baissant, celui de la chimie augmentant [6].

Mais, en fait, ce raisonnement est partiellement faux. Car si on explique la péréquation des taux de profit, on l'expli-

---

5. Nous nous opposons sur ce point aux analyses des économistes du P.C.F., tel par exemple Delilez dans son livre sur les monopoles, qui affirme que dans le capitalisme de monopole cette tendance même disparaît, ce qui revient à affirmer de son aveu même : « [...] La plus-value obtenue ne se répartit plus par le jeu de la péréquation et la loi de la valeur se fraie de plus en plus difficilement son passage. » (!) (P. 118.)

6. Telle est l'interprétation de la péréquation du taux de profit qu'en donne Sweezy dans *The Theory of Capitalist Development.*

que au détriment du fonctionnement du système capitaliste. Les capitaux ne vont pas dans les secteurs les plus retardataires (textile), les moins mécanisés, au détriment des secteurs clés (chimie, aéronautique, etc.) les plus mécanisés. *C'est exactement le contraire qui se produit et pourtant les taux de profit ont tout de même tendance à s'égaliser entre les deux secteurs.* C'est le mouvement des capitaux vers des secteurs de plus en plus mécanisés qui explique leur tendance à s'égaliser. *On voit donc que la proposition est inversée. La tendance à la péréquation inclut le fonctionnement même du système capitaliste,* à savoir le développement de ce qu'on appelle les *forces productives* (en gros, la productivité du travail [7]).

Mais pour cela, il faut passer de la valeur aux prix de production.

Pour comprendre ce point, il faut partir de ce que nous avions dit précédemment, à savoir que le marché ne reconnaît pas des valeurs individuelles, mais des *valeurs sociales.* Le temps de travail qui mesure la valeur d'échange n'est pas le temps de travail effectivement dépensé dans chaque entreprise d'une branche (c'est-à-dire produisant la même marchandise), mais un temps de travail *socialement* nécessaire. Si l'entreprise A produisant la marchandise X a des conditions techniques moins bonnes que l'entreprise B produisant la même marchandise et appartenant donc à la même branche, l'entreprise A a consacré à la production de la marchandise plus de temps de travail que ne lui reconnaît le marché. Sa plus-value est amputée d'autant, il y a eu gaspillage de travail. Sur ce point, nous avions donné l'exemple de Citroën et de Renault.

Le même raisonnement va s'appliquer pour calculer les prix de production. Il ne s'agira pas toutefois de reconnaître la valeur sociale d'une marchandise, d'une branche, mais d'étendre ce raisonnement à plusieurs marchandises différentes, c'est-à-dire à plusieurs branches.

De la même façon que la reconnaissance par le marché consistait à corriger un gaspillage de travail individuel (par exemple pour l'entreprise A : Citroën) pour le cas d'une

7. Nous définirons plus précisément ce point par la suite.

marchandise, la péréquation des taux de profit consistera à corriger le gaspillage de travail individuel par rapport aux conditions sociales de production, c'est-à-dire par rapport au niveau moyen de la productivité du travail atteint par la société — non plus pour une marchandise, mais pour l'ensemble des marchandises différentes. Il s'agit donc de *dépasser* le cadre de la branche (une marchandise) et de situer le problème par rapport au système dans son ensemble (plusieurs branches : plusieurs marchandises) et aux conditions sociales de la production qui y existent.

On comprend donc immédiatement que les branches les plus retardataires (par exemple le textile naturel) vont être *pénalisées* au même titre que les entreprises les plus retardataires d'une même branche. Ce raisonnement permet donc de comprendre que les branches retardataires, parce que pénalisées, attireront de moins en moins de capitaux, et que les capitaux qui y étaient vont s'expatrier vers d'autres branches ou secteurs plus rentables. Cette pénalisation s'effectue au travers de la tendance à la péréquation des taux de profit et donc de la constitution des prix de production. *Inversement, si des branches sont pénalisées, d'autres en profiteront.* Celles qui en profiteront seront précisément les branches ou secteurs clefs. On comprend alors pourquoi les capitaux bougent et s'orientent vers ces secteurs.

Les capitaux s'orientent vers les secteurs clefs et les entreprises qui les constituent.

Ces secteurs ont une avance technologique. S'ils sont les plus mécanisés, c'est parce que la recherche du progrès technique, c'est-à-dire la recherche d'une meilleure efficacité, nécessite une mécanisation croissante. Qu'on songe à l'introduction de la chaîne dans la fabrication en grande série, à l'installation aujourd'hui d'usines de plus en plus automatisées, à l'utilisation intensive d'ordinateurs.

Donc deux problèmes :

1. la recherche d'une efficacité supérieure nécessite une mécanisation croissante [8] ;

2. l'élévation de cette mécanisation accroît la productivité du travail. Les conditions sociales de la production se modifient. Des entreprises — des secteurs — qui hier travaillaient aux conditions moyennes et sociales de la

---

8. Nous développerons ce point au chapitre 3.

production, parce qu'elles ne sont pas modernisées ou parce qu'elles n'ont pu le faire suffisamment (et cela tient parfois à la nature même de la marchandise : exemple, textile naturel concurrencé par le textile synthétique ; charbonnage concurrencé par le pétrole et demain l'énergie atomique), apparaissent comme retardataires par rapport aux conditions de production moyenne, donc par rapport aux conditions sociales de la production, et sont de ce fait pénalisées.

B. *Comment s'opère cette pénalisation ?*

Quelques rappels sont nécessaires.

La composition organique du capital est le rapport entre le travail mort (C) et le travail vivant (V), seul créateur de plus-value. Rappelons également que nous avons défini le coût de production comme étant ce qui a été dépensé par le capitaliste pour fabriquer des marchandises. Le coût de production est donc égal à la somme du capital constant (machines, matières premières) et du capital variable. Ici, une précision s'impose. Le capital constant qui fait partie du coût de production correspond à la partie qui a été dépensée lors de la fabrication de la marchandise. Si une machine s'use en dix ans, le capital constant qui composera la valeur des marchandises produites pendant un an sera un dixième des machines plus les matières premières. C'est cette partie de capital constant consommée (ou dépensée) qui sera comptabilisée dans le coût de production.

Il en va différemment lorsque le capitaliste calcule *son taux de profit*. Nous avons vu que le taux de profit correspond au rapport $\frac{PL}{C + V}$. Le dénominateur dont il s'agit (C + V) correspond au capital constant et variable *avancé* par le capitaliste. On comptabilise l'*ensemble* du capital, et non pas le seul capital dépensé ou consommé lors de la fabrication. En effet, le capitaliste, pour fabriquer une certaine quantité de marchandises, a besoin non pas d'un dixième de machine, mais de la machine tout entière qui s'usera d'un dixième par an. Il immobilisera donc une certaine somme d'argent pour acheter une machine. Il ne peut acheter un dixième de machine. C'est donc par rapport à l'ensemble de l'argent qu'il immobilisera, qu'il calcu-

lera son taux de profit. On voit que la différence entre capital dépensé et capital avancé ne concerne pas le capital variable, ni la partie du capital constant affectée à l'achat des matières premières (objet de travail). L'argent avancé pour l'achat de la force de travail est totalement dépensé puisque le travailleur est payé soit à la quinzaine, soit au mois. Cet argent n'est d'ailleurs même pas véritablement avancé puisque le travailleur n'est payé qu'au bout d'une quinzaine, ou d'un mois, après donc qu'il a produit des marchandises. Il y a également identité entre capital avancé et capital dépensé pour l'achat des matières premières, puisque celles-ci, après avoir subi de multiples transformations, disparaissent lors de la fabrication.

La distinction entre capital avancé et capital dépensé concerne donc la partie du capital constant affectée à l'achat de biens d'équipement. Elle est importante. L'omettre conduit à ne pas comprendre quel type de méthode le capitaliste peut utiliser pour améliorer son taux de profit. Nous étudierons par la suite plus précisément l'influence d'une variation du capital constant avancé (problème de la *rotation* du capital) dans l'établissement du taux de profit.

Ces préalables étant précisés, nous allons étudier à présent le mécanisme de « pénalisation » que subissent les branches les plus retardataires. Nous allons donc étudier la *transformation* de la valeur en prix de production (ce que Marx appelle sa métamorphose). Nous supposerons pour simplifier que l'ensemble de l'économie est constitué de cinq branches. Les branches sont caractérisées par des compositions organiques du capital différentes.

$$\frac{\text{capital constant avancé}}{\text{capital variable}} = \frac{\text{travail mort}}{\text{travail vivant}}$$

Nous allons les classer suivant leur degré de mécanisation. (Voir tableau p. 28.)

La première branche est celle qui a la plus forte composition organique : 95/5 ; la deuxième, 85/15 ; la troisième, 80/20 ; la quatrième, 70/30 ; et la cinquième, 60/40. Nous supposerons également que le taux d'exploitation est le même dans toutes les branches, soit $\frac{PL}{V} = 100\ \%$. Cette hypothèse signifie que les capitalistes tirent dans chaque

Branches	C *avancé*	C *dépensé*	V	PL	*Tx de profit* $\frac{4}{(1)+(3)}$	*Valeur* (2)+(3)+(4)	*Coût de production* (2) + (3)	*Profit moyen*	*Prix de production* (7) + (8)	*Transfert de plus-value sociale* (8) — (4)
	1	*2*	*3*	*4*	*5*	*6*	*7*	*8*	*9*	*10*
I	95	10	5	5	5 %	20	15	22	37	+ *17*
II	85	40	15	15	15 %	70	55	22	77	+ *7*
III	80	50	20	20	20 %	90	70	22	92	+ *2*
IV	70	51	30	30	30 %	111	81	22	103	— *8*
V	60	51	40	40	40 %	131	91	22	113	— *18*
Somme				110		422		110	422	0

branche 100 de plus-value pour 100 de capital variable avancé. C'est donc une hypothèse simplificatrice, que nous remettrons en question par la suite.

Les taux de profit sont différents et varient de 5 % à 40 %. La mobilité du capital réduit cet éventail. Le taux de profit tend à s'établir à 22 % [9]. Mais la formation de ce taux de profit ne s'opère pas par une entrée massive de capitaux dans les branches les plus retardataires et les moins mécanisées (IV et surtout V dans notre exemple). La mobilité du capital conduit à la formation d'un taux moyen de profit (22 %). *Mais cette mobilité du capital s'effectue vers les branches les plus mécanisées, et ce au travers de la reconnaissance des conditions sociales de production dans l'ensemble de l'économie* (et non plus au niveau d'une branche comme cela était le cas pour la valeur *sociale* d'une marchandise). *En ce sens, la pénalisation va signifier tranfert de plus-value des branches les moins mécanisées, les plus retardataires* (par rapport aux conditions sociales de production dans l'ensemble de l'économie), *vers les branches les plus mécanisées.*

Une partie de la plus-value extraite de l'*exploitation* des travailleurs des branches IV et surtout V ne va pas être appropriée par les capitalistes de ces branches, mais par ceux des branches III, II et surtout I (la plus mécanisée).

En d'autres termes, les capitalistes des branches IV et V, parce qu'ils n'exploitent pas leurs travailleurs au mieux, n'ayant pas à leur disposition les procédés techniques les plus avancés, voient leur plus-value amputée. Le degré d'amputation dépend de la distance qui les sépare des conditions sociales moyennes de production. Leur profit est donc inférieur à la plus-value extraite proportionnellement à leur retard technologique (22 au lieu de 40 pour la branche V et 22 au lieu de 30 pour la branche IV). C'est la raison pour laquelle les entreprises de ces branches ne sont pas attrayantes. C'est la raison pour laquelle le transfert de plus-value de ces branches vers les branches les plus mécanisées va signifier aussi mobilité du capital vers les branches à composition organique plus élevée.

Le transfert de plus-value ne s'effectue pas par la remise d'une partie de la plus-value par des capitalistes

---

9. Le taux moyen de profit se calcule en faisant la somme des plus-values (110) sur la somme du capital de chaque branche 500.

à d'autres. *C'est le mouvement même du capital qui accomplit ces transferts, qui corrige les gaspillages de travail.* Parce que la plus-value appropriée par le capitaliste de telle ou telle branche ne dépend pas seulement des conditions de production et d'exploitation dans sa branche, mais aussi de celles existant dans l'ensemble des branches, on appelle cette plus-value *plus-value sociale.*

Les gains de plus-value sociale provenant d'autres branches sont égaux aux pertes de plus-value sociale. La plus-value sociale provient bien de l'exploitation de *l'ensemble* des travailleurs par *l'ensemble* du capital. Il n'y a pas de partie inexpliquée de plus-value. La somme de la plus-value avant transfert est égale à 110 dans notre exemple. Elle est aussi égale à 110 après transfert.

> *Toute la plus-value est et demeure créée par l'exploitation des travailleurs.*

Un dernier point. Les branches les plus retardataires vont tenter de lutter contre l'amputation de leur plus-value soit en se modernisant, soit en exploitant directement et davantage leurs travailleurs. Nous avons vu que, pour certaines marchandises (textile naturel, charbon, etc.), il était difficile de résister par la modernisation — qui, dans ce cas, signifie chômage et accélération des cadences — à la concurrence des marchandises substituts (textile synthétique, pétrole, etc.). Reste la deuxième possibilité de l'alternative : l'exploitation accrue des travailleurs, c'est-à-dire l'augmentation du taux de plus-value $\frac{PL}{V}$.

Ainsi, d'un côté, les entreprises subiront un transfert de plus-value, de l'autre, elles essaieront de *limiter* la valeur relative de ce transfert (plus-value transférée sur plus-value extraite) en n'accordant que de bas salaires, en allongeant la durée du travail par rapport aux autres branches de la production. C'est ce mécanisme qui explique l'existence de bas salaires, de conditions de travail exécrables dans des branches comme le textile naturel, les charbonnages. Inversement, c'est l'existence d'une plus-value abondante provenant et de l'exploitation des travailleurs de la branche, et de l'exploitation des travailleurs des autres branches retardataires qui explique *en partie* que les patrons

puissent céder sans que cela leur coûte trop et accorder de hauts salaires dans les branches fortement mécanisées. Citons l'exemple de Renault où n'existait pas de salaire inférieur à 1 500 F par mois fin 1972 alors que le SMIG tournait autour de 800 - 900 F.

Mais la classe ouvrière n'est classe que parce qu'elle est opposée au capital dans son ensemble. La constitution historique des ouvriers en classe, l'élévation de leur degré de conscience signifient le dépassement des conditions d'exploitation du cadre de leur entreprise. La prise de conscience que l'adversaire n'est pas que son patron, mais la classe qu'il représente dans l'entreprise, et plus loin l'Etat qui représente cette classe, conduit la classe ouvrière à lutter pour bénéficier des « avantages » obtenus par les travailleurs des industries plus modernes. Ainsi l'augmentation des salaires chez Renault, la quatrième semaine de congés payés sont un aiguillon important pour les autres travailleurs. La diffusion de ces acquis accroît les difficultés rencontrées par les capitalistes, notamment dans les secteurs les plus arriérés. On comprend donc comment et pourquoi la lutte des travailleurs, même à ce niveau qualifié d'économique, est importante. Importante parce qu'elle permet une élévation du pouvoir d'achat des travailleurs, importante parce que, accroissant les difficultés des capitalistes, elle les affaiblit et ouvre la voie à d'autres revendications plus radicales mettant en cause progressivement ce qui fait le *fondement* même de l'exploitation, à savoir l'existence même du capital.

3. *Prix de marché et prix de production*

Monnaie et marchandise sont deux formes de la valeur. Le prix de marché est la forme monétaire de la valeur. Mais, avons-nous vu, divers facteurs, dont l'offre et la demande, influent sur la fixation du prix de marché et le font fluctuer autour de l'axe constitué par la valeur.

Or, nous avons vu que la valeur d'une marchandise se transformait (se métamorphosait, dit Marx) en prix de production. Le raisonnement que nous avons tenu pour prix de marché et valeur est valable pour prix de marché et prix de production. Le prix de marché s'explique par le prix de production, donc par les conditions sociales de la production, et fluctue autour de lui. Ainsi, si le passage de

la valeur aux prix de production consiste à corriger le gaspillage de travail par rapport aux conditions sociales de la production, le passage du prix de production au prix de marché consiste en la même opération *par rapport au marché.*

> Le prix de marché d'une marchandise est donc sa valeur *reconnue* socialement par le marché.

Il peut donc s'écrire C + V + A, où C et V sont le capital dépensé et A le profit retiré de la vente de la marchandise. Si le prix de marché diffère du prix de production, cela implique que le taux de profit moyen n'est pas effectivement perçu par tous les capitalistes. Dans ce cas, A, le profit retiré de la vente de la marchandise sur le marché, ne correspond pas au profit moyen B. Il peut lui être supérieur ou inférieur.

Le rapport entre l'offre et la demande sur le marché explique donc les écarts des prix de marché par rapport au prix de production. Il explique *aussi, et c'est l'essentiel, la tendance à réduire ces écarts.*

Supposons en effet que le prix de marché d'une marchandise baisse momentanément par suite par exemple d'une réduction de la demande par rapport à l'offre. Il se creuse un écart entre le prix de marché et le prix de production. La plus-value est amputée d'une certaine valeur. Il se peut alors qu'une partie du capital soit retirée, la production de cette marchandise n'étant plus considérée comme rentable. Il se peut aussi — et c'est souvent cela qui arrive — que le capitaliste transforme légèrement la forme de la marchandise, la revête de contours nouveaux pour la faire apparaître comme un produit nouveau, dans le but de retrouver la demande antérieure, voire de l'augmenter et donc de contrecarrer l'amputation de la plus-value. C'est le cas notamment de marques prétendument nouvelles : l'exemple des marques de lessive — toujours renouvelées — est éclairant. Il se peut également — et souvent conjointement avec la méthode précédente — que le capitaliste introduise de nouveaux procédés de fabrication et abaisse ainsi la valeur et le prix de production de la marchandise. Dans ce dernier cas, si la plus-value par marchandise peut être réduite, le taux de profit est, lui, maintenu puisque la valeur du capital constant et du capi-

tal variable dépensés pour la fabrication de cette marchandise est réduite[10]. Le prix de production s'aligne sur le prix de marché. Il peut même lui être inférieur selon l'augmentation de la productivité du travail qui est introduite par l'utilisation de nouvelles techniques de production.

Si le prix de marché est supérieur au prix de production, le capitaliste s'approprie un *surprofit*. L'existence de ce surprofit va inciter d'autres capitalistes à investir dans la production de produits semblables. Petit à petit, l'afflux de capitaux va réduire le surprofit. Le profit va s'aligner sur le profit moyen jusqu'à ce que de nouveaux procédés techniques soient utilisés, toujours dans le même but : s'approprier un profit extra en créant un écart entre prix de production et prix de marché. Entre-temps cependant le prix de production aura baissé, l'écart créé par l'évolution de l'offre et de la demande aura été plus ou moins absorbé provisoirement.

Prenons l'exemple contraire. Supposons que le prix de marché d'une marchandise augmente par suite d'une augmentation de la demande. Il se creuse un écart entre le prix de marché et le prix de production. Des surprofits apparaissent. Ces surprofits peuvent attirer des capitaux. Les capitaux, une fois investis, ont pour conséquence d'accroître l'offre de la marchandise dont le prix de marché avait augmenté. L'augmentation de la production par rapport à une demande stable ou plus faible — plus faible parce que l'augmentation du prix qui résultait d'un accroissement de la demande peut réduire cette dernière — a pour conséquence de diminuer le prix de marché. Il y a trop de marchandises par rapport à la demande. L'écart entre prix de marché et prix de production tend à s'annuler. Le profit perçu correspond à nouveau au profit moyen. De même que dans le cas précédent, nous aurions pu supposer que l'apport de capitaux nouveaux se matérialise dans des procédés de fabrication nouveaux dont l'effet aurait

---

10. Un exemple numérique va éclairer ce processus. Supposons que le prix de production soit de 5 h + 4 h + 4 h = 13 h. Supposons que le prix de marché soit équivalent à 12 h. Le profit moyen est amputé de 1 h, le taux de profit passe de 4/9 à 3/9. Le capitaliste améliore ses techniques de production. Pour produire la marchandise, il lui faut 4 h + 4 h + 3 h = 11 h. Le profit moyen passe de 4 h à 3 h. Le taux de profit, lui, passe de 3/9 à 3/8. Il augmente. Les chiffres sont simplifiés. On a confondu par exemple capital avancé et capital dépensé.

été de réduire la valeur et donc le prix de production de la marchandise. Dans ce cas, on pourrait penser que l'écart, loin de se réduire, augmenterait, faisant apparaître des surprofits toujours plus importants et attirant des capitaux toujours plus nombreux. Ce raisonnement serait cependant faux. Il omet, en effet, que l'augmentation de la production accroît l'offre par rapport à la demande. L'augmentation de l'offre par rapport à la demande réduit le prix de marché. L'introduction de procédés de fabrication nouveaux implique donc deux phénomènes liés : une baisse du prix de production, une baisse probablement plus élevée du prix de marché. L'effet final est la réduction des écarts, sauf si momentanément l'existence des monopoles empêche cette évolution et rend les surprofits plus stables. Nous verrons plus précisément cela dans le point suivant.

Au travers de ces deux exemples, nous comprenons pourquoi *le prix de marché joue un rôle actif*. On aurait pu penser que, fluctuant autour du prix de production, il aurait seulement un rôle passif. L'évolution de l'offre et de la demande creusant des écarts, positifs ou négatifs par rapport aux prix de production, n'aurait guère d'effet dans la mesure où le facteur *principal* de la détermination du prix de marché est le prix de production. En fait, le prix de marché joue un certain rôle sur le prix de production. *S'il est déterminé principalement par le prix de production, il exerce une action sur ce dernier*. Cette action résulte de ce qu'implique l'apparition d'écarts entre prix de marché et prix de production : à savoir la tendance à les réduire. *Réduire les écarts signifie une répartition nouvelle des capitaux entre les branches, un accroissement de la productivité du travail*. C'est ce que Marx appelle le mouvement du capital social. Ainsi, la détermination *principale* du prix de marché est le prix de production. L'existence d'écarts — c'est-à-dire de surprofit ou de sous-profit par rapport au profit moyen — implique une action en retour du prix de marché sur le prix de production.

Le prix de production se modifie, entraînant une modification du prix de marché. Le prix de production détermine donc principalement le prix du marché, mais celui-ci n'est pas passif ; il agit également sur les prix de production et, de ce fait, sur son évolution ultérieure. Le mouvement du capital social entre les branches est ainsi expliqué.

L'existence d'écarts, dus à l'évolution différente de l'offre et de la demande, signifie surprofit ou sous-profit par

rapport au profit moyen. Ces écarts attirent ou repoussent les capitaux en quête des taux de profits les plus élevés. Ces capitaux s'investissent — comme nous l'avons vu dans nos exemples et comme nous l'étudierons plus précisément au chapitre 3 — dans des procédés de fabrication nouveaux. Les procédés de fabrication nouveaux impliquent du côté du travail une plus grande adaptabilité. Le capital est le maître (contesté) et soumet la force de travail à une mobilité accrue (mutations, licenciements), à un asservissement supérieur (le travailleur esclave de machines de plus en plus modernes, qu'il comprend de moins en moins). Les considérations morales ne sont pas de son domaine. Son domaine, c'est le profit et, s'il le revêt de morale, c'est pour mieux asservir les travailleurs.

Ces procédés de fabrication nouveaux se traduisent en général par une augmentation de la composition organique du capital (travail mort sur travail vivant). Or, nous l'avons vu, plus la composition organique du capital est forte, *plus elle attire des transferts de plus-value sociale.* Inversement, plus elle est faible, plus elle fournit aux autres branches des transferts de plus-value sociale. Seules les branches dont la composition organique du capital correspond à la moyenne n'attirent ni ne fournissent de transferts de plus-value sociale. Le prix de production de ces branches correspond à leur valeur.

L'élévation de la productivité du travail — conséquence de la lutte que livre le capital au prolétariat pour diminuer le coût qu'il représente et l'exploiter davantage — accroît en général la composition organique du capital.

La composition organique du capital moyenne n'est donc pas stable et subit — vers le haut — le mouvement que lui impose la vie tumultueuse du capitalisme. Les compositions organiques du capital de différentes branches sont attirées vers les cimes. Certaines branches, prises de vertige, ne peuvent suivre. Elles s'écartent de la composition moyenne et subissent de ce fait une pénalisation d'autant plus forte qu'elles ne peuvent suivre.

C'est ainsi qu'on explique comment des branches qui, dans le temps, ont pu apparaître comme dynamiques ne le sont plus aujourd'hui (textile naturel, charbonnage, etc.) au profit d'autres (électronique). De nouveaux secteurs clefs (branches les plus dynamiques) apparaissent au firmament, mais comme des étoiles s'éteignent plus ou moins

vite, au profit d'autres. C'est une des raisons pour lesquelles l'Etat, représentant du grand capital, a du mal à être son serviteur fidèle. Outre le fait qu'il doit s'assurer une base sociale, notamment au prix de concessions vis-à-vis de la petite bourgeoisie (par exemple, voir le problème des commerçants, des rentiers), des travailleurs (les lois sociales arrachées), l'Etat connaît des difficultés à reconnaître ses amis. Le grand capital bouge, c'est-à-dire se modifie dans sa structure. Ceux qui étaient hier les plus dynamiques ne le sont plus aujourd'hui. Mais prévoir ceux qui, aujourd'hui minoritaires, seront demain les plus dynamiques n'est pas une mince affaire. Adopter une politique économique les favorisant soulève donc des difficultés, des débats entre les tenants du grand capital d'hier, d'aujourd'hui et de demain, des clivages au niveau politique dans les rangs mêmes de la bourgeoisie. Chacun sait par exemple que A. Roux, patron de la C.G.E., n'a pas la même optique de l'utilisation de l'Etat que Boussac. Chacun sait que lorsqu'il s'agit de se partager le gâteau, de céder plus ou moins à la combativité ouvrière, des divergences entre la politique du bâton et celle de la carotte apparaissent. Toujours aspiré vers le haut, le capitalisme, pour survivre, et imposer sa loi aux travailleurs qu'il exploite, doit toujours se dépasser, engendrer le gaspillage, exploiter davantage. C'est donc au prix de multiples crises qu'il survit. Mais ces crises signifient aussi le caractère inéluctable de sa mort prochaine, le caractère *parasitaire* de sa survie. Ces crises signifient également la nécessité, pour lui, d'asservir toujours plus les travailleurs, d'abord à l'usine : lieu où les capitalistes, tels des vampires, pompent le sang des travailleurs, puis au-dehors comme consommateurs de ce qu'ils ont produit (les besoins nouveaux imposés par le capital lui-même au travers de la publicité), et enfin comme « consommateurs » de déchets de la production (la pollution). Cet asservissement accru rencontre cependant des résistances, puis une volonté de vaincre le capital, de le détruire. C'est en ce sens qu'on dit que le capital pour vivre engendre son propre fossoyeur : le prolétariat.

4. *Prix de marché et monopoles*

Lorsque nous avons étudié la mobilité du capital entre les branches (plusieurs marchandises différentes) et au sein d'une même branche (une marchandise), nous avons noté l'existence de monopoles. Nous n'avions pas étudié ce qui expliquait fondamentalement l'apparition de monopoles. Nous le ferons au chapitre 3. Nous avions constaté leur existence. Nous avions remarqué que les monopoles limitaient la mobilité du capital.

Les monopoles limitent la mobilité du capital *en créant des obstacles à la venue d'autres capitalistes,* en faisant du marché une chasse gardée. Les obstacles peuvent être de diverses sortes : 1°) cartels, c'est-à-dire accords entre un certain nombre d'entreprises ; 2°) l'utilisation de procédés technologiques dont on a seul les moyens financiers pour les réaliser, ou dont on a seul le brevet. Ainsi, l'utilisation de techniques nouvelles nécessite souvent beaucoup de capitaux. Si l'entreprise B, voyant que l'entreprise A fait des surprofits de monopole importants dans la production de telle ou telle marchandise, désire investir une partie de ses capitaux dans la production de cette marchandise, il faut qu'elle puisse vendre ses marchandises à un prix inférieur — ou au plus égal à celui que pratique l'entreprise A. L'entreprise B doit dès lors passer par les *fourches caudines* que lui impose l'entreprise A. En effet, pour vendre à un prix inférieur ou au plus égal à celui que pratique l'entreprise A, elle doit avoir des coûts de production semblables. Elle doit donc utiliser des techniques de production semblables ou améliorées. De plus, si l'entreprise A contrôle les deux tiers (par exemple) du marché, il ne reste plus qu'un tiers. La demande pour cette marchandise est donc réduite, à moins que l'entreprise B décide de s'approprier une partie du marché déjà contrôlée par l'entreprise A. Alors non seulement elle doit produire à un coût inférieur et vendre à un prix inférieur que ceux de l'entreprise A, mais elle doit également, pour s'assurer la victoire, engager une campagne de publicité intense — qui lui coûte gros — dans le but de rompre les habitudes de consommation des acheteurs de la marchandise en question.

Au total, la pénétration sur un marché déjà contrôlé

est difficile. Elle nécessite une masse de capitaux considérable :

1. des capitaux pour la publicité,
2. des capitaux pour utiliser des procédés techniques semblables ou améliorés. Or, l'utilisation de ceux-ci nécessite souvent une masse très importante de capitaux. En effet, pour produire à bas coûts, il faut produire beaucoup. L'utilisation de techniques nouvelles implique qu'on produise beaucoup. Par exemple, si on veut produire de l'acier à des coûts plus bas, donc compétitifs, cela nécessitera l'utilisation de techniques nouvelles qui ne peuvent être employées que si on produit au moins cinq millions de tonnes.

Le marché de l'entreprise A est donc relativement protégé.

L'entreprise A peut fixer un prix de marché incluant ce qu'on appelle un *surprofit de monopole.* Le prix de monopole s'écrira alors C + V + B + M, où B représente le profit moyen et M le surprofit du monopole. Ce surprofit de monopole n'est menacé que si l'entreprise B a des ressources financières *suffisantes* pour engager la lutte et tenter ainsi de s'approprier ce surprofit [11]. Ce surprofit l'attire. Mais les moyens qu'elle utilise (baisse des coûts, réduction de prix ou augmentation des prix plus faible que celle de l'entreprise A, dans un contexte de hausse générale des prix, c'est-à-dire inflationniste) diminuent de ce fait ce taux de profit qui l'attire.

Ce n'est que si elle gagne, que si elle crée un rapport de forces tel qu'elle *impose* à l'entreprise A un *accord,* qu'elle pourra à nouveau élever ses prix de marché et *s'approprier un surprofit de monopole plus ou moins élevé selon l'état*

---

11. Pour avoir des ressources financières suffisantes l'entreprise est en général obligée : 1°) de faire des accords avec d'autres entreprises dans le but de rassembler les capitaux et assurer à la nouvelle entreprise une assise financière plus importante (c'est ce qu'on appelle la *centralisation* des capitaux, phénomène que nous analyserons plus en détail dans le chapitre 3), ou d'emprunter à des banques quitte à se soumettre à elles ; 2°) d'exploiter davantage ses travailleurs. Dans les années 1965-1968, la nécessité de trouver des ressources financières suffisantes pour accumuler en utilisant de nouvelles techniques de production a conduit les capitalistes à concéder le minimum d'augmentation des salaires, à accroître les cadences, à accroître donc les contradictions entre le capital et le travail, contradictions qui devaient s'exprimer violemment, notamment par Mai 1968.

des techniques qu'elle utilise, l'évolution de la demande, sa politique préventive face à de potentiels concurrents nationaux ou étrangers.

Les obstacles qu'elle aura surmontés, les obstacles qu'elle aura créés ne sont donc que *provisoires* dans le temps. Ils sont perpétuellement remis en cause. C'est la raison pour laquelle nous avions dit que, malgré ces obstacles, le capital arrivait à se frayer son chemin entre les branches, et au sein d'une même branche entre les entreprises. La mobilité du capital n'était que limitée, elle ne disparaissait pas. A la base même du fonctionnement du capitalisme, on trouve donc cette mobilité. En d'autres termes, si on veut expliquer le fonctionnement du capitalisme, on doit partir de cette mobilité du capital toujours à la recherche du taux de profit le plus attrayant.

Cette mobilité du capital explique la tendance à la formation d'un taux de profit moyen et la constitution des prix de production. *Le prix de marché fluctue autour de ce prix de production, selon l'évolution de l'offre et de la demande.* Des surprofits ou des sous-profits par rapport au profit moyen apparaissent. Ils sont transitoires. Ils expliquent le mouvement du capital social entre les branches.

L'introduction des monopoles rend plus *durables* ces surprofits. Ils ne permettent pas cependant de les éterniser [12]. Ceux-ci proviennent d'un rapport de forces imposé par tel monopole sur tel autre. Ils s'expriment par la fixation de prix de marché supérieurs aux prix de production, mais la fixation de ces prix de marché est *transitoire*. Le rapport de forces change. L'accumulation du capital le change à terme. Le prix de marché change, les surprofits de monopole aussi. En ce sens, le monopole ne peut ni fixer n'importe quel prix ni le fixer de manière éternelle. Son prix dépend des conditions techniques de la production. Il

---

12. L'offre et la demande influent sur A, profit perçu, par rapport au profit moyen B. La différence entre A et B constitue des surprofits (ou des sous-profits) transitoires. L'introduction du monopole rend l'existence des surprofits M plus durables parce que précisément ceux-ci dépendent *principalement* de la politique des prix de monopole et, *secondairement*, de l'évolution de la demande. Le surprofit de monopole dépend de la demande dans la mesure où celle-ci est un des *éléments* pris en considération par le capitaliste pour fixer son prix et son offre.

dépend du prix de production même s'il paraît en dépendre de manière assez lâche. Le degré d'indépendance du prix de monopole par rapport au prix de production dépend de la plus ou moins grande facilité pour de nouveaux capitaux de pénétrer dans la branche monopolisée.

2. L'extorsion de plus-value : l'exploitation des travailleurs

Section I. — La force de travail est une marchandise achetée par le capitaliste

Le capitaliste achète la force de travail (ou la capacité de travail) des travailleurs. Cette force de travail peut se définir comme l'ensemble des facultés physiques et intellectuelles du travailleur.

Elle est, dans le système capitaliste, une marchandise comme les autres, achetée par le capitaliste.

Les travailleurs sont *contraints*, pour vivre, de vendre leur force de travail, car les moyens de production (machines, usines) sont propriété d'une autre classe sociale, la bourgeoisie. Cette situation résulte d'un long processus historique, qui a vu à partir du XVIe-XVIIe siècle la double dépossession :

— des artisans, victimes du développement de manufactures plus efficaces ;

— des petits paysans indépendants, victimes de la politique de concentration des terres.

Des milliers d'artisans et de petits paysans indépendants disparaissent donc, en tant que tels, c'est-à-dire perdent leurs moyens de production, pour devenir des *prolétaires*, c'est-à-dire des hommes ne disposant plus que de leur force de travail, et donc obligés de la vendre pour vivre.

Mais si la force de travail est une marchandise, elle a, comme toutes les marchandises, une valeur d'échange.

Section II. — La valeur d'échange de la force de travail et la détermination du salaire

1. *La valeur de la force de travail*

Cette valeur se détermine selon la règle applicable à toutes les marchandises, par le temps de travail nécessaire

à sa production. Mais que signifie le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail ?

Il s'agit, tout simplement, *du temps de travail nécessaire pour produire les biens, eux-mêmes nécessaires à l'entretien (ou à la reproduction) de la force de travail.*

Ces biens, nécessaires à l'entretien de la force du travail, on peut en distinguer deux types, ce qui permettra d'affirmer que *la valeur d'échange de la force de travail contient deux éléments :*

— une première catégorie de biens permet aux travailleurs de subsister, de se reproduire *physiquement.* Il s'agit du minimum de nourriture, de vêtement, de logement indispensable pour vivre. C'est là *l'élément physiologique* de la valeur de la force de travail. Bien entendu, cet élément varie lui-même selon les époques, et selon les pays : un travailleur français ne se nourrit pas et ne se loge pas comme un ouvrier d'Afrique du Sud ;

— une deuxième catégorie de biens permet aux travailleurs de satisfaire un certain nombre de besoins qu'ils ressentent au fur et à mesure que se développe la société. Ces besoins naissent des conditions *sociales* dans lesquelles les hommes vivent et sont élevés, conditions qui évoluent. Le travailleur français de 1972 a des besoins que n'avait pas le travailleur français de 1872.

C'est là *l'élément social ou historique* de la valeur de la force de travail. Ainsi, le temps de travail nécessaire à la production de la force de travail se décompose-t-il en deux parties, intimement liées :

— le temps de travail nécessaire à la production des biens, eux-mêmes nécessaires à la satisfaction des besoins minimaux de nourriture, vêtement, logement des travailleurs ;

— le temps de travail nécessaire à la production des biens, eux-mêmes nécessaires à la satisfaction de toute une série de besoins apparaissant au fur et à mesure du développement de la société (besoins de vacances, de loisirs, de télévision, etc.). Nous préciserons ce point, très important.

2. *Le salaire*

Le salaire se définit lui-même comme *l'expression monétaire de la valeur de la force de travail* : c'est *son prix.*

Si l'on se contente des apparences, le salaire semble être la rémunération *du travail*, et c'est ce qu'affirment le capitaliste et avec lui les économistes bourgeois. Mais, en fait, il ne rémunère pas *tout* le travail, mais seulement une *partie* du travail, celui précisément qui est nécessaire à la reproduction de la force de travail. On peut comprendre, à partir de là, à la fois le problème de la détermination concrète du niveau des salaires et celui de la hiérarchie des salaires.

A. *Le niveau des salaires*

Pour comprendre *à quel niveau se fixe le salaire*, il faut donc partir de la valeur de la force de travail. Mais de même, nous l'avons vu, que le prix d'une marchandise quelconque, par exemple le prix d'une automobile, peut s'écarter de sa valeur, de même le salaire peut s'écarter de la valeur de la force de travail : il peut lui être supérieur ou inférieur. Lorsque nous avons étudié les mouvements des prix de marché des marchandises autour de leur valeur, nous avions noté l'influence qu'exerçait l'évolution de l'offre et de la demande. Nous avons ici un phénomène analogue : les salaires (prix de la force de travail) fluctuent autour de la valeur de la force de travail, en fonction de l'offre et de la demande de main-d'œuvre. Lorsque la demande de force de travail par les capitalistes est par exemple inférieure à l'offre, c'est-à-dire lorsqu'il y a du chômage, les travailleurs sont dans une situation plus défavorable : il peut en résulter une baisse des salaires réels, c'est-à-dire du prix de la force de travail qui peut, par conséquent, pour une période limitée, se fixer au-dessous de la valeur de la force de travail. Les patrons profitent du chômage pour inciter les travailleurs nantis d'un emploi à modérer leurs exigences salariales. Sous la menace du licenciement, les patrons espèrent donc faire accepter des salaires plus bas et des conditions de travail plus rudes [1].

Cela dit, le chômage ne constitue *qu'un* facteur défavorable ; à lui seul, il n'entraîne pas nécessairement une baisse du salaire réel. D'autres éléments peuvent compenser ces effets défavorables, notamment la combativité

---

1. Inversement, si la demande est supérieure à l'offre, le prix de la force de travail peut dépasser la valeur.

des travailleurs, leur degré de conscience de classe et la politique des organisations dont ils se dotent.

L'ensemble de ces éléments exercent une action sur la détermination des salaires. C'est pourquoi il n'y a pas d'effet mécanique et automatique du chômage sur l'évolution des salaires. Il n'y a que possibilité accrue de baisse des salaires, entraînant une aggravation des contradictions entre le capital et le travail : l'issue de ces contradictions dépend du degré de mobilisation de la classe ouvrière.

On touche ici *un point sensible de la théorie des salaires* : la difficulté provient de ce que la valeur de la force de travail contient l'élément social et historique, difficilement maîtrisable. En effet, si, comme nous venons de le voir, durant une période de temps limitée, la lutte des classes joue sur *le prix* de la force de travail, dans le long terme la lutte des classes et ses résultats vont jouer sur *la valeur* de la force de travail. Pourquoi ?

La valeur de la force de travail, répétons-le, comporte des éléments sociaux et historiques. Le système capitaliste, pour survivre, fait naître sans cesse des produits nouveaux, et suscite chez les travailleurs des besoins nouveaux (quelle que soit, par ailleurs, l'appréciation que l'on peut porter sur le type même de produits créés et de besoins suscités). L'existence même de ces besoins nouveaux devrait signifier une augmentation de la valeur de la force de travail, par le biais de l'élément social et historique. Le système capitaliste tend donc à une augmentation de la valeur de la force de travail [2].

Mais chaque capitaliste individuel (et non plus le système capitaliste dans son ensemble) résiste à toute augmentation de salaires, augmentation qui permettrait aux travailleurs de satisfaire les nouveaux besoins suscités par le système. La reconnaissance par chaque capitaliste individuel de l'intégration de nouveaux éléments historiques et sociaux dans la valeur de la force de travail, reconnaissance qui se concrétise pour lui par une augmentation des salaires des travailleurs qu'il emploie, dépendra des *victoires que sauront lui imposer les travailleurs dans la lutte*.

---

2. Nous verrons au point 4 qu'il tend aussi, d'une autre façon, à une baisse de la valeur de la force de travail, par le biais de l'accroissement de la productivité du travail.

La durabilité de ces acquis dépendra, elle, du degré de mobilisation des travailleurs après la victoire.

Ainsi, la lutte des classes qui peut dans le court terme, répétons-le, provoquer des changements dans les *prix* de la force de travail (le salaire), par exemple l'augmenter au-dessus de la valeur si le rapport de forces est, à un moment donné, favorable aux travailleurs, peut, dans le long terme, provoquer des changements dans la *valeur elle-même* : elle peut, par exemple, obtenir que l'augmentation objective de valeur due au développement des nouveaux besoins par le système capitaliste soit reconnue et entérinée par chaque capitaliste individuel.

Cela dit, même si les capitalistes entérinent cette augmentation, ce ne sera que *provisoire* : en effet, ils essaieront d'accroître les cadences (intensification du travail), ou la durée du travail, ils baisseront la valeur de la force de travail par le mécanisme indirect de plus-value relative que nous étudierons dans la section 4, ils augmenteront leurs prix, ou encore leurs impôts, abaissant ainsi le pouvoir d'achat des travailleurs.

B. *La hiérarchie des salaires*

Pour comprendre le problème de la *hiérarchie* des salaires, il faut partir aussi de la valeur de la force de travail telle que nous l'avons définie.

On peut voir, en effet, que la valeur de la force de travail des différents travailleurs n'est pas la même. Deux cas sont ici à envisager :

1er cas : le cas de deux travailleurs, exerçant le même métier, ayant la même qualification, mais dont l'un vit dans un pays capitaliste avancé, en France, et l'autre dans un pays colonial ou semi-colonial, au Maroc. Soit le cas, par exemple de deux O.S., français et marocain.

La valeur de leur force de travail est différente. Celle de l'ouvrier marocain est inférieure à celle de l'ouvrier français. Cette différence se reflète dans les salaires. Pourquoi ? Pour deux raisons : *d'une part,* parce que, pour des raisons que nous étudierons dans le chapitre sur l'impérialisme, la subsistance de l'ouvrier marocain est obtenue à un prix inférieur au prix d'obtention de la subsistance de l'ouvrier français ; *d'autre part,* parce que les besoins

créés par le système capitaliste sont plus importants pour l'ouvrier français que pour l'ouvrier marocain, et que donc les éléments historiques et sociaux inclus dans la valeur de la force de travail sont plus importants pour l'ouvrier français[3].

2e cas : le cas de deux travailleurs français à qualification différente : par exemple un O.S. et un ingénieur. Dans ce cas aussi, la valeur de force de travail sera différente : celle de l'ingénieur sera plus importante, notamment parce qu'elle incorpore des dépenses d'éducation plus importantes[4].

Dans les deux cas, *la hiérarchie des salaires est une hiérarchie que l'on peut qualifier d'objective, en ce sens qu'elle correspond à des différences effectives dans les valeurs des forces de travail.* Mais, entendons-nous bien : nous parlons de hiérarchie *objective*, et non de hiérarchie *naturelle.* En d'autres termes, il s'agit d'une hiérarchie *caractéristique du mode de production capitaliste,* dans la mesure où la transformation de la force de travail en une marchandise vendue sur un marché et ayant une valeur d'échange est elle-même une caractéristique du mode de production capitaliste.

Enfin, il faut noter qu'en dehors même de cette hiérarchie objective il existe une hiérarchie que l'on peut qualifier de *subjective,* et qui implique des différences de salaires ne correspondant à aucune différence dans les valeurs respectives des forces de travail : deux O.S. travaillant dans la même usine, en France, ou travaillant l'un à Paris et l'autre en province, ou appartenant l'un au sexe

---

3. Les racistes expriment à leur manière, cynique et a-historique, ce phénomène, en déclarant que « les Arabes, ces gens-là, n'ont pas de besoins », et qu'il « leur suffit d'une datte par jour » ! Ils trouvent là le moyen de justifier leur exploitation. Ils ne voient pas que le développement de nouveaux besoins n'est pas un phénomène *naturel,* caractéristique d'une race supérieure, mais un phénomène *social,* caractéristique d'un certain type de développement social.

4. Notons que ces dépenses d'éducation sont en grande partie financées par les impôts. Or, les travailleurs paient la plus grande part de ces impôts. Ainsi, s'il est vrai que la valeur de la force de travail d'un ingénieur est supérieure à celle d'un ouvrier, il n'en demeure pas moins vrai qu'une grande partie de cette valeur a été constituée par une diminution du pouvoir d'achat de ce dernier.

masculin et l'autre au sexe féminin, toucheront des salaires différents, alors que la valeur de leur force de travail est la même ; un ingénieur dont la valeur de la force de travail est par exemple de 20 % supérieure à celle d'un O.S. touchera un salaire double de ce dernier, etc. Il s'agit là de toute une série de pratiques mises en œuvre par les capitalistes pour diviser les travailleurs entre eux (cf. notamment tous les systèmes de primes), ou tenter d'intégrer une partie d'entre eux.

C'est pour lutter contre toutes ces tentatives, et pour susciter *l'unité des travailleurs dans la lutte,* que les mots d'ordre d'augmentation uniforme des salaires et de « à travail égal, salaire égal » sont particulièrement bien appropriés.

Jusqu'à présent, nous avons vu ce qu'était la force de travail, comment se définissait sa valeur d'échange, et comment, à partir d'elle, se déterminait le salaire. Il nous faut préciser maintenant comment la force de travail *a une spécificité par rapport à toutes les autres marchandises :* en d'autres termes, voir pourquoi elle est *la seule* marchan-*dise* capable de créer plus de valeur qu'elle n'en coûte.

SECTION III. — LA CRÉATION DE PLUS-VALUE PAR LA FORCE DE TRAVAIL

1. La force de travail est une marchandise merveilleuse. Elle peut, en effet, créer plus de valeur qu'elle n'en a coûté, et là précisément réside l'explication de la plus-value. Pour le comprendre, nous allons faire un bref *rappel historique,* relatif notamment au rôle de l'argent.

● Dans des sociétés encore largement fondées sur une organisation coopérative du travail, comme en Europe occidentale au Moyen Age, l'argent a essentiellement *deux fonctions :*

a) il est *réserve de valeur* : c'est-à-dire qu'on le garde pour, en cas de catastrophes naturelles ou sociales (guerres), pouvoir acheter des marchandises ;

b) il est *moyen de circulation des marchandises,* selon le schéma : M_1 — A — M_2
le propriétaire de marchandises M_1 (par exemple, le pro-

priétaire d'une table) ne veut pas l'utiliser, mais la vendre. Il rencontre sur le marché le propriétaire d'une somme d'argent A, qui désire une table et qui la lui achète. Avec cette somme d'argent A, l'ancien propriétaire de M_1 va acheter une marchandise M_2 (par exemple, des chaises). Le vendeur des chaises pourra utiliser A soit à titre de réserve de valeur, soit pour acheter une nouvelle marchandise M_3, etc.

Nous avons ici ce qu'on appelle *le processus de circulation des marchandises* : on vend M_1 pour acheter M_2.

Mais, à côté des propriétaires de marchandises désireux seulement de vendre pour acheter, apparaissent des commerçants professionnels qui, avec l'argent dont ils disposent, achètent toute une série de marchandises aux producteurs, pour les revendre sur le marché avec profit : au lieu de vendre pour acheter, *ils achètent pour vendre avec profit,* selon le schéma :

$$A - M - A'.$$

Le commerçant dispose d'une somme d'argent A, il l'utilise pour acheter une quantité de marchandises M, qu'il revend en échange d'une quantité d'argent A' *supérieure* à A.

Mais un problème se pose : *d'où provient la différence entre A' et A, que l'on va appeler plus-value ?*

Dans notre exemple, elle provient du commerce. De fait, historiquement, dans un premier temps, elle provient essentiellement du commerce. Par exemple, dans l'Europe du Moyen Age, des marchands allaient acheter à des peuples moins développés, dans des contrées lointaines, des marchandises à *un prix très bas* (inférieur à leur valeur), pour venir les vendre en Europe *à un prix très élevé* (supérieur à leur valeur).

Mais il faut comprendre qu'une plus-value de cette origine ne correspond à aucun enrichissement *global* de la société, mais à un *simple transfert de richesse dû à un vol.* Expliquons-nous :

— soit un grand commerçant, au XVIe siècle, qui va en Asie acheter des épices ayant une valeur égale à M ;

— soit A, le prix payé par lui au producteur d'épices, prix inférieur à la valeur des épices ;

— soit A', le prix payé par les acheteurs européens des épices au grand commerçant, prix supérieur à la valeur des épices.

Avant l'échange, la richesse globale de la société était égale à : M (marchandises détenues par les producteurs) + A (argent détenu par le commerçant) + A′ (argent détenu par les Européens).

Après l'échange, la richesse globale est toujours égale à M + A + A′ ; elle n'a pas changé. Il y a eu simplement un *transfert de richesse,* au détriment du producteur d'épices qui a perdu M moins A (puisque le prix payé A est inférieur à la valeur M) et de l'acheteur européen qui a perdu A′ moins M (puisque le prix payé par l'acheteur A′ est supérieur à la valeur M) et au bénéfice du commerçant qui s'est enrichi de la différence entre A′ et A, c'est-à-dire de la plus-value. Or, l'étude de l'Europe au Moyen Age montre que, dans les faits, il y a eu un enrichissement *global* de la société, enrichissement supérieur au simple accroissement de la productivité du travail dans l'agriculture et l'artisanat. Une masse de valeurs nouvelles est apparue dans l'économie. Le problème à résoudre est donc de savoir comment cette masse de valeurs nouvelles a pu apparaître puisque, encore une fois, la plus-value née du commerce ne correspond à aucune valeur nouvelle créée.

● Le *secret* de l'affaire est que le marchand, au lieu d'utiliser son argent A pour acheter des épices M à un prix inférieur à leur valeur, afin de les revendre à un prix A′ supérieur à leur valeur, peut utiliser son argent d'une autre façon ; *il peut acheter cette marchandise particulière, qui est précisément la seule capable de produire des valeurs nouvelles : la force de travail.*

Le capital-argent, au lieu de se diriger vers le *commerce,* se dirige maintenant vers la sphère de la *production,* par exemple dans la fabrication de la soie à Lyon : *la plus-value, au lieu de naître dans le processus de circulation, va naître dans la production elle-même ;* cela sera possible parce que le développement des premières manufactures et le processus de concentration des terres vont ruiner des milliers d'artisans et de petits paysans, transformés en prolétaires obligés de vendre leur force de travail.

Le schéma : A — M — A′ peut alors être précisé de la façon suivante :

$$A - M \begin{cases} M_p \\ F \end{cases} - P - A'$$

Le capitaliste industriel, qui possède une quantité d'argent A, la transforme en un capital productif, c'est-à-dire achète des machines et matières premières (M_p) et de la force de travail (F). Il les met en œuvre dans le processus de production P, et obtient une nouvelle marchandise qui a une valeur égale à A', supérieure à A. La différence entre A' et A, la plus-value, est née, cette fois, *dans le processus de production,* la force de travail créant plus de valeur qu'elle n'en coûte. C'est là que réside l'exploitation. Précisons ce dernier point.

2. Supposons un capitaliste qui produise des tables. Comme nous l'avons déjà vu, il achète au départ des machines et matières premières (capital constant) et de la force de travail (capital variable). Il achète donc des marchandises à leur valeur, des marchandises qui lui coûtent C + V.

Si l'on mesure la valeur des marchandises en heures de travail, on peut supposer, par exemple, que :

C = 6 heures de travail
V = 5 heures de travail.

En achetant les marchandises à leur valeur, le capitaliste a donc dépensé l'équivalent de 11 heures de travail. Mais, s'il suffit au capitaliste de payer à la force de travail l'équivalent de 5 heures de travail, qui représente sa valeur, *il peut la faire travailler bien davantage :* il peut, par exemple, la faire travailler 10 heures par jour.

Dès lors, la valeur des tables produites sera de :

C = 6 heures
+ V = 5 heures
+ encore, 5 heures de travail.

En d'autres termes, *le capitaliste aura acheté des marchandises à leur valeur, pour l'équivalent de 11 heures de travail, et il aura produit des marchandises, les tables, qui vaudront 16 heures de travail.*

La différence, 5 heures, est précisément ce qui constitue *la plus-value* qui, cette fois, correspond à une création de valeurs nouvelles.

La plus-value est donc la différence entre la valeur créée par la force de travail, et ce qu'a coûté cette force de travail.

Sans cette différence, les propriétaires de moyens de production n'auraient *aucun intérêt* à acheter de la force de travail. Soulignons bien qu'ici *la plus-value naît dans le processus de production lui-même,* et non dans le processus de circulation (c'est-à-dire la vente) comme la plus-value de notre grand commerçant.

Rappelons que le grand commerçant achetait les épices à un prix *inférieur* à leur valeur, et les vendait à un prix *supérieur* à leur valeur : de là provenait sa plus-value.

Le capitaliste industriel achète les machines, matières premières et force de travail *à leur valeur,* vend les tables *à leur valeur* : la valeur des tables (16 heures) est supérieure à la valeur des machines, matières premières et force de travail (11 heures), parce que, dans le processus de production lui-même, est née la plus-value.

On distingue traditionnellement, de ce point de vue, ce qu'on appelle la *création* et la *réalisation* de la plus-value :

— la plus-value est créée dans le processus de production, comme nous venons de le voir ;

— une fois créée, elle sera *réalisée* dans la vente.

Si les tables, qui valent 16 heures de travail, sont effectivement vendues à un prix qui correspond à leur valeur (16 h), on dira que toute la plus-value créée a été entièrement réalisée. Extorquée aux travailleurs dans le processus de production, elle arrivera *intégralement,* sous forme d'argent, à l'issue de la vente, dans la poche des capitalistes. Si, au contraire, par suite par exemple de l'insuffisance de la demande de tables sur le marché, les tables ne peuvent pas se vendre à un prix égal à leur valeur (16 heures), mais à un prix inférieur, par exemple 14 heures, on dira qu'une partie de la plus-value créée (2 heures sur 5) n'a pu être réalisée : 2 heures de plus-value extorquée aux travailleurs n'arriveront pas sous forme d'argent dans la poche des capitalistes.

Notons enfin que c'est seulement lorsque le capital aura largement pénétré dans la sphère de la production elle-même, et non plus seulement dans le commerce (ce phé-

nomène se développant largement à partir de la première révolution industrielle), que se développe, à proprement parler, *le mode de production capitaliste, caractérisé par la transformation des moyens de production* (propriété auparavant des petits propriétaires indépendants, paysans et artisans qui, ruinés, deviennent des prolétaires) *en capital, et des travailleurs en force de travail, elle-même marchandise.*

On retrouve là l'idée que le capital n'est pas un stock de moyens de production[5], mais un *rapport social* : rapport entre les détenteurs des moyens de production (les capitalistes) et les travailleurs contraints de vendre leur force de travail et créant la plus-value appropriée par les capitalistes.

3. *Il nous faut revenir, pour finir, sur les fonctions de l'argent*

Pour comprendre la création de la plus-value, nous sommes partis du commerçant pour aller au capitaliste industriel.

Le commerçant cédait de l'argent pour acheter une marchandise, et en recevait lorsqu'il la vendait. Cet argent, comme nous l'avons vu, était une forme de la valeur, au même titre que la marchandise. Le commerçant jouait sur les écarts entre prix et valeur pour s'approprier un profit. Ce profit était donc purement et simplement produit d'un double vol. Dans ces conditions, l'argent, parce que équivalent, servait uniquement à titre de *moyen de circulation des marchandises.*

Il en est différemment dans le cadre de la production capitaliste. Le capitaliste investit son argent, ce qui signifie qu'il espère que son argent « fera des petits ». Son argent, en effet, « fait des petits » non pas parce qu'il lui permet (comme pour le commerçant) de faire un vol, mais parce qu'il lui permet d'acheter la force de travail à sa valeur et de l'exploiter. *L'argent, à partir de ce moment, fonctionne comme capital* : il est capital, car il est le moyen par lequel les travailleurs, dépossédés de leurs moyens de

5. Si une machine est achetée par un original pour décorer son salon, elle n'est pas du capital.

production (artisans ruinés, paysans sans terre), se soumettent aux propriétaires de moyens de production, en leur vendant leur force de travail. C'est en ce sens, encore une fois, que le capital est un rapport social.

On dit, dans ce cas, que l'argent — fonctionnant comme capital — est :

1. *moyen de circulation,* lorsqu'il sert à acheter machines et matières premières existantes ;

2. *moyen de paiement,* lorsqu'il sert à acheter la force de travail. Dans ce cas, en effet, existe une double avance. Le travailleur est payé à la fin du mois (ou de la quinzaine) quand sa marchandise (force de travail) a déjà été utilisée. Il fait donc une avance, un crédit au capitaliste en le laissant consommer sa force de travail avant d'en obtenir le prix. Mais le capitaliste également fait une avance. Il a besoin du crédit, de banques pour cela. En effet, le paiement du salaire se fait avant même que la production de la marchandise soit totalement terminée, avant surtout qu'elle soit vendue. C'est ce caractère de double avance qui explique que l'argent *fonctionne ici comme moyen de paiement.* L'argent prêté par les banques, à la demande des capitalistes, ne rencontre pas encore sa contrepartie en marchandise. Il est un *bon sur la production future.*

Cette distinction est importante. L'argent revêt plusieurs fonctions : moyen de circulation, moyen de paiement, sans oublier sa fonction de réserve de valeur dont nous avons déjà parlé. C'est l'étude spécifique de la pluralité de ces fonctions qui permet de préciser notamment des problèmes aussi importants que les crises, l'inflation, etc.

Il faut bien comprendre, cependant, que c'est le MÊME argent qui revêt successivement ces fonctions différentes. Par exemple, l'argent du capitaliste, lorsqu'il achète la force de travail, est utilisé comme *moyen de paiement,* et ce même argent, lorsqu'il est utilisé par les travailleurs pour acheter des biens de consommation, est utilisé comme *moyen de circulation.* On voit tout de suite que les effets de l'argent sont différents selon leur fonction : d'un côté, il autorise (en tant que moyen de paiement), pour les détenteurs de moyens de production, la création de plus-value, de l'autre il permet (en tant que moyen de circulation) sa réalisation.

SECTION IV. — L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS ET LES MOYENS DE L'ACCROÎTRE

1. Dans le processus d'extorsion de la plus-value par le capitaliste industriel, *il n'y a pas de vol : la force de travail est payée à sa valeur.*

Si la force de travail était payée en dessous de sa valeur, ce qui peut effectivement arriver, alors on pourrait parler de vol. Mais ce n'est pas là la caractéristique essentielle du système capitaliste, ce n'est pas là ce qui explique la création de plus-value. Tout au plus, dans ce cas, la plus-value se verrait augmentée. Notons que ce paiement de la force de travail en dessous de sa valeur se rencontre surtout dans les secteurs retardataires, ou pour le paiement des travailleurs (femmes, immigrés) dont le rapport de force avec les capitalistes est le plus mauvais. Si on ne peut parler de vol, à propos de l'extorsion de plus-value, *on peut parler d'exploitation.* Une partie du travail des ouvriers (dans notre exemple, 5 heures) ne sert pas à la reproduction de la force de travail, mais est appropriée par le capitaliste, à titre gratuit. L'exploitation se mesure à l'importance du taux de plus-value, appelé encore précisément taux d'exploitation des travailleurs : $\frac{PL}{V}$, taux qui mesure le rapport du travail non payé (PL) au travail payé nécessaire à la reproduction de la force de travail (V). C'est ce taux d'exploitation que le capitaliste va sans cesse tenter d'accroître. Comment ?

2. Soit une masse de marchandises, par exemple d'automobiles, produites durant des journées de travail de 8 heures par 1 000 ouvriers, et où chaque ouvrier produit dans sa journée une valeur égale à : C + V + PL = 2 heures + 4 heures + 4 heures = 10 heures. Supposons que le capitaliste veuille augmenter sa plus-value de 50 %, et la faire passer de 4 à 6. Trois cas sont alors possibles :

1er cas : Le capitaliste peut *augmenter la durée du travail,* et faire passer la journée de travail de 8 h à 10 h. La valeur des automobiles produites par chaque ouvrier

sera alors égale à : C + V + PL = 2 h + 4 h + 6 h = 12 h.

Ce mécanisme s'appelle : mécanisme de la *plus-value absolue*. On notera que, historiquement, c'est avec l'apparition et le développement du capitalisme que la durée du temps de travail a considérablement augmenté. Dès le XVIIIᵉ siècle en Angleterre, et contrairement à ce qui se passait auparavant, la journée de travail normale est de 14-15 heures ; on travaille tous les jours, y compris le dimanche. En France, Napoléon Iᵉʳ déclare, à cet égard : « Comme le peuple mange tous les jours, il doit lui être permis de travailler tous les jours ! »

Mais l'augmentation de plus-value par l'allongement de la durée de travail rencontre une double limite :

— une limite liée à la résistance physique des travailleurs, qui ne peuvent travailler 24 heures sur 24 ;

— une limite liée à l'organisation, à partir de la fin du XIXᵉ siècle, de la résistance ouvrière, qui oblige les capitalistes à réduire la durée du travail.

Dans ces conditions, et surtout en raison du développement des luttes ouvrières, les capitalistes vont être obligés de compter beaucoup plus sur les deux autres moyens d'accroître la plus-value. Notons cependant que les capitalistes font tout pour empêcher le plus possible la diminution de la durée du travail. *Que l'on songe*, par exemple, en France, à la remise en cause de la loi des 40 heures arrachée par la classe ouvrière en 1936, classe ouvrière qui en 1972 travaille en moyenne 43-44 heures par semaine, ou à la résistance qu'offre à l'heure actuelle la bourgeoisie à toute diminution de la durée du travail, ou *que l'on songe* aux semaines de travail beaucoup plus longues qu'impose le capital dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, là où le rapport de force lui est plus favorable.

2ᵉ cas : Le capitaliste peut *augmenter l'intensité du travail*. Il s'agit, là aussi, d'un mécanisme qui relève de ce qu'on appelle *la plus-value absolue*.

Par l'accélération des cadences et la « rationalisation » des gestes, l'ouvrier, en une heure de travail, produit plus de marchandises et plus de valeur qu'auparavant. Il dépense par heure de travail davantage de force qu'auparavant. L'ensemble des systèmes d'intensification des cadences et de « rationalisation » du travail, dont le système Taylor demeure le plus célèbre, qui ont fait des usines de vérita-

bles bagnes et des ouvriers de véritables robots, témoigne de la volonté des capitalistes d'arracher aux travailleurs le maximum de surtravail, en essayant d'éliminer, à une minute près, tous les gestes jugés inutiles.

Cela dit, l'augmentation de la plus-value par l'intensification accrue du travail rencontre, elle aussi, une double limite :

— une limite qui tient au fait qu'on ne peut pas augmenter indéfiniment les cadences de travail d'un ouvrier utilisant une machine ayant des caractéristiques techniques données et inchangées ;

— une limite liée au développement des luttes ouvrières : que l'on songe, pour ne donner qu'un exemple, aux pratiques des ouvriers italiens durant le « mai rampant », qui, dans certaines usines, décidèrent délibérément de ralentir le rythme des chaînes et donc de réduire les cadences.

Ces limites expliquent que les capitalistes, pour accroître leur plus-value, vont encore compter sur un troisième moyen, de nature sensiblement différente, et qui va jouer un rôle de plus en plus décisif.

3e cas : Ce cas est lié à l'augmentation de la productivité du travail.

Ce mécanisme s'appelle le mécanisme de la *plus-value relative.*

De quoi s'agit-il ? Dans le cas de l'augmentation de la durée ou de l'intensification du travail, nous avions au départ la volonté bien affirmée de chaque capitaliste individuel. Ici, chaque capitaliste individuel va profiter d'un effet qui provient du fonctionnement même du système capitaliste dans son ensemble. Dans ce système, en effet, il existe, comme nous le verrons au chapitre 3, une tendance à accumuler et à augmenter sans cesse la productivité du travail, grâce à l'utilisation de machines plus nombreuses et plus perfectionnées.

L'accroissement de la productivité du travail va signifier, notamment, une baisse du temps de travail socialement nécessaire pour produire *les biens de consommation nécessaires à l'entretien de la force de travail.* Les marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail voient leur valeur s'abaisser. On met moins de temps pour fabriquer la même quantité de marchandises [6].

---

6. Notons que l'on pourrait supposer que l'accroissement de pro-

Ces biens de consommation étant ceux nécessaires à l'entretien de la force de travail, la baisse de leur valeur signifie *une baisse de la valeur de la force de travail.*

Reprenons le cas de notre capitaliste qui produit des automobiles ; la valeur produite par chaque ouvrier était :

C + V + PL = 2 h + 4 + 4 = 10 h, avec une journée de travail de 8 heures.

Par suite de la hausse de la productivité du travail, liée au fonctionnement même du système capitaliste, la valeur de la force de travail diminue : supposons qu'elle passe de 4 h à 2 h. Le capitaliste qui produit les automobiles profitera alors à titre de capitaliste individuel de cette baisse de valeur due au fonctionnement du système. Si la journée de travail reste de 8 heures, le travail vivant, au lieu de se diviser en 4 h de V et 4 h de PL, se divisera en 2 h de V et 6 h de PL, et la valeur produite par chaque ouvrier sera égale à :

C + V + PL = 2 h + 2 h + 6 h = 10 h.

Ainsi, grâce à la hausse de la productivité du travail et à la baisse consécutive de la valeur de la force de travail, notre capitaliste, pour une même durée de travail, *verra sa plus-value augmenter de 4 à 6, soit de 50 %.*

Cette situation ne signifie pas, bien entendu, une baisse du pouvoir d'achat des travailleurs. Si le salaire des travailleurs reste le même, il n'y a pas de baisse du niveau de vie *absolu.* La baisse de la valeur de la force de travail ne signifie pas baisse du niveau de vie des travailleurs. Par contre, dans l'exemple que nous avons choisi, il y a baisse du niveau de vie *relatif,* ou encore *paupérisation relative ;* cela signifie que les capitalistes voient leur situation *relative* par rapport aux travailleurs s'améliorer, dans le partage du revenu : là où le partage était de 4 pour les travailleurs (V) et de 4 pour les capitalistes (PL), il devient de 2 pour les travailleurs (V) et de 6 pour les capitalistes (PL).

---

ductivité s'opère non dans le secteur fabriquant les biens de consommation, mais dans celui fabriquant les biens d'équipement. Cela signifierait que les machines nécessaires à la fabrication des biens de consommation auraient moins de valeur, qu'elles transmettraient donc moins de valeur aux biens de consommation, et que ceux-ci verraient donc leur valeur diminuer d'autant. On arrive donc également, par ce biais, à l'idée d'*une baisse de la valeur des biens de consommation.*

L'écart se creuse entre les conditions de vie des travailleurs et celles des capitalistes, même, encore une fois, si le niveau de vie des travailleurs ne diminue pas de façon absolue.

Ce processus de *paupérisation relative* est difficile à chiffrer. Mais il apparaît, malgré tout, à travers un certain nombre d'études statistiques. Par exemple, pour la France, on peut citer l'étude d'Alain Barrère [7], qui analyse l'évolution de la part des salaires dans le revenu national distribué. Il compare au revenu national la masse salariale suivante :

Masse des salaires directs (= gains salariaux horaires × durée du travail × nombre de travailleurs occupés) + masse des salaires indirects (= somme des prestations sociales diverses) — (prélèvements fiscaux + cotisations sociales). Il obtient les résultats suivants, en pourcentage du revenu national :

1938 : *54 %*
1951 : *55,20 %*
1962 : *60,6 %*

Il apparaît donc, conclut-il, que l'augmentation a été faible. Surtout, ajoute-t-il, *elle doit être totalement attribuée à l'accroissement de la durée du travail et du nombre de travailleurs occupés,* et non pas à l'accroissement relatif des salaires par rapport aux profits.

Il faudrait d'ailleurs ajouter que, dans la catégorie des salariés, on trouve :

a) des cadres supérieurs, directeurs d'entreprise (Dreyfus, P.-D.G. de Renault, est un salarié !), etc., qui n'ont rien à voir avec les ouvriers et les employés, et *dont les salaires ont beaucoup plus augmenté que ceux des ouvriers et employés* [8] ;

b) des travailleurs dits *improductifs,* dont l'importance est devenue de plus en plus grande dans le capitalisme de monopole contemporain, et auxquels nous consacrerons un chapitre spécial. Remarquons seulement que les travailleurs improductifs sont payés en fait sur la plus-value. Leur

---

7. A. Barrère, *Economie financière,* Dalloz, t. II, p. 133-134.
8. Il faut ajouter d'ailleurs que non seulement leurs salaires ont beaucoup augmenté, mais qu'aussi ils ont davantage profité que les ouvriers de la politique dite des transferts sociaux (Sécurité sociale, par exemple).

revenu est cependant comptabilisé dans la catégorie salaire par les comptabilités nationales bourgeoises.

On peut conclure, en définitive, qu'il n'y a pas eu en France d'augmentation *relative* des salaires des ouvriers et employés par rapport aux profits. Il y a même eu une *baisse relative,* masquée par un certain nombre de facteurs (augmentation de la durée du travail, augmentation du nombre des travailleurs, existence de cadres supérieurs...).

Enfin, dernier point concernant la plus-value relative, il faut noter qu'il existe ce qu'on pourrait appeler un effet de la plus-value relative sur la plus-value absolue. En effet, le progrès technique, qui est à la base, nous l'avons vu, de la plus-value relative, se réalisant dans les conditions capitalistes de production, permet d'accroître l'exploitation également *par le biais de la plus-value absolue* : les machines plus perfectionnées ont permis aux capitalistes :

a) dans un premier temps, historiquement, d'accroître la durée du travail et de développer le travail des femmes et des enfants, puis de développer le travail continu par équipes (système des 3 × 8) ;

b) d'accroître l'intensification du travail et l'accélération des cadences (travail à la chaîne). Les machines permettent donc d'accroître l'exploitation non seulement par le biais de la plus-value relative, mais aussi par le biais de la plus-value absolue. Dès le XIXe siècle, les ouvriers l'ont compris. Ils ont essayé de se défendre des machines en les cassant. La bourgeoisie a écrasé dans un bain de sang les révoltes, notamment celle des canuts à Lyon en 1834. En réalité, les travailleurs avaient compris que les machines étaient de nouvelles chaînes permettant de les opprimer et de les exploiter encore davantage. Mais ils n'avaient pas encore compris que ce ne sont pas les machines *en tant que telles* qui permettent d'accroître leur exploitation, mais *le capital,* c'est-à-dire un rapport caractérisé par la possession privée de ces machines par les capitalistes et l'obligation pour les travailleurs de vendre leur force de travail. C'est seulement lorsque ce phénomène fut compris que la destruction des machines, en tant que forme de lutte ouvrière, cessa : c'est le capital, et non les machines, que les travailleurs devaient détruire.

Cet effet en retour de la plus-value relative, lié à la hausse de la productivité du travail, sur la plus-value absolue, peut nous aider à comprendre ce qu'on peut appeler

le double aspect du développement des forces productives, dans le mode de production capitaliste.

La machine, le progrès technique, la science représentent le triomphe de l'homme sur les forces naturelles, mais deviennent entre les mains des capitalistes l'instrument de l'asservissement de l'homme ; ils sont un moyen de raccourcir le travail quotidien, mais entre les mains des capitalistes le prolongent dans un premier temps et l'intensifient. Ainsi le moyen le plus puissant de réduire le temps de travail devient le moyen le plus infaillible de transformer la vie entière du travailleur en temps disponible pour la mise en valeur du capital.

Le développement des forces productives, *dans le mode de production capitaliste,* est donc, *à la fois,* une source potentielle d'émancipation pour l'humanité, et un moyen d'accroître l'exploitation des travailleurs.

Les staliniens, pour qui le progrès technique est en soi, et par nature, progressiste, tombent, de ce point de vue, dans le positivisme le plus plat.

Section V. — Le partage de la plus-value

Jusqu'à présent, nous avons supposé que la plus-value extraite par le capitaliste industriel, si elle était entièrement réalisée dans la vente, arrivait intégralement sous forme d'argent dans la poche de notre capitaliste industriel. Mais les choses ne vont pas en rester là. *La plus-value extraite par le capitaliste industriel va se diviser en 3 parties :*

1. une première partie sera celle que le capitaliste industriel gardera effectivement pour lui : on l'appelle le *profit industriel ;*

2. une deuxième partie sera celle que le capitaliste industriel versera à ceux qui lui ont éventuellement prêté du capital argent : on l'appelle l'*intérêt.* En effet, une société, par exemple Citroën, dispose d'un certain montant de capital-argent prêt à être investi, provenant soit des mises de fonds des actionnaires, soit des profits qu'elle a réalisés, soit de subventions reçues de l'Etat [9]. Mais cela

9. Citroen, précisément, va vendre à l'Etat, à de très forts prix, des terrains parisiens... que l'Etat lui avait donnés durant la Première Guerre mondiale !

peut être insuffisant : Citroën peut alors être amené à emprunter de l'argent pour pouvoir acheter encore plus de force de travail ou de machines. Par exemple, Citroën empruntera de l'argent à une banque. La banque exigera, pour son prêt, paiement d'un intérêt, par exemple de 8 % par an du montant prêté.

Dès lors, Citroën devra consacrer une partie de la plus-value arrachée à ses ouvriers pour verser à la banque cet intérêt, et rembourser progressivement l'argent emprunté. L'intérêt est donc une partie de la plus-value. Notons que Citroën n'empruntera de l'argent et ne paiera un certain intérêt que s'il espère utiliser l'argent emprunté de façon telle que le taux de profit qu'il touchera sera supérieur au taux d'intérêt payé ;

3. une troisième partie, enfin, sera celle que le capitaliste industriel devra consacrer *à toute une série de dépenses commerciales* nécessaires pour la vente des marchandises. Cette partie prendra elle-même deux formes différentes :

— ou bien le capitaliste industriel effectue lui-même des dépenses commerciales : par exemple, Citroën utilise une partie de sa plus-value pour procéder à des dépenses de publicité ;

— ou bien le capitaliste industriel cède une partie de la plus-value à des commerçants professionnels, en leur vendant les marchandises à un prix égal non pas à : C + V + le profit *total* moyen, mais à un prix égal à : C + V + *le seul profit industriel,* en d'autres termes en leur vendant à un prix inférieur au prix de production, la différence étant la source du *profit commercial* du commerçant. Par exemple, Citroën va vendre des voitures à des concessionnaires qui lui achèteront à un prix égal à C + V + le profit industriel, pour les vendre eux-mêmes aux consommateurs, au prix de production C + V + le profit *total moyen.* Nous reviendrons sur ce problème des dépenses commerciales dans le chapitre consacré aux travailleurs improductifs.

Enfin, jusqu'à présent nous avons raisonné sur le seul secteur industriel. Dans le *secteur agricole,* il faut encore distinguer une autre partie de la plus-value. En effet, le fermier capitaliste doit payer au propriétaire foncier, qui possède la terre que le fermier exploite, à dates fixes, par exemple tous les ans, une somme d'argent fixée par contrat, pour avoir l'autorisation d'utiliser son capital sur cette

terre. Cette somme d'argent, c'est ce qu'on appelle la *rente foncière, qui est prélevée sur la plus-value que le fermier capitaliste extorque à la force de travail qu'il exploite.*

CONCLUSION

1. Dans la production et l'appropriation de la plus-value se trouve le fondement objectif de la division de la société capitaliste en deux classes essentielles : celle des propriétaires de moyens de production, qu'ils soient des individus ou des sociétés, et celle des prolétaires obligés de vendre leur force de travail.

On trouve là, en même temps, *le point de départ de l'opposition de classe,* opposition qui va se manifester :

— d'une part, sur le terrain des luttes contre les effets de l'exploitation, qualifiées de luttes économiques ;

— d'autre part, sur le terrain des luttes contre l'existence même de l'exploitation, qualifiées de luttes politiques, étroitement liées elles-mêmes aux luttes économiques, dans la mesure où, à travers des luttes économiques, les travailleurs peuvent être amenés à prendre conscience de la nécessité de lutter contre l'exploitation elle-même et non ses effets, c'est-à-dire de la nécessité de détruire l'Etat bourgeois.

2. L'existence et, à plus forte raison, l'accroissement de la plus-value, qui est le but recherché par les capitalistes, en même temps que le fondement économique de leur pouvoir de classe, sont soumis à une contrainte : la nécessité pour les capitalistes de transformer une partie de cette plus-value en un nouveau capital. C'est pourquoi on dit que le mode de production capitaliste se caractérise par l'existence d'une *tendance à accumuler du capital.*

3. La tendance à accumuler

INTRODUCTION

1. Dans le système capitaliste, l'activité de production est à la fois production de marchandises et reproduction des rapports sociaux. Les rapports sociaux dont il s'agit sont, bien évidemment, ceux qui permettent l'appropriation de la plus-value par une classe.

> Pour que la plus-value subsiste, il faut que ce rapport social se perpétue.
> Pour se perpétuer, il doit se reproduire.

Comme, par ailleurs, cette reproduction est liée à la production généralisée de marchandises, il s'ensuit que la plus grande partie de la plus-value doit être réintroduite dans le cycle de la reproductoin des marchandises : autrement dit, elle doit être accumulée. De cette manière, la plus-value se transforme en CAPITAL, c'est-à-dire en un rapport social entre capitalistes et travailleurs. Ainsi sont reproduites les conditions nécessaires à la reproduction et à l'appropriation de la plus-value et, par là même, le fondement économique du pouvoir de classe de la bourgeoisie. Rappelons que cette reproduction est CONTRADICTOIRE, car, en même temps que cette plus-value, est reproduite la négation même de la bourgeoisie qu'est la classe ouvrière. C'est ce qui explique que celle-ci (la classe ouvrière) puisse s'opposer à celle-là (la bourgeoisie), et puisse, lorsque la lutte des classes s'aiguise, remettre en question le pouvoir de la bourgeoisie.

2. Pour préserver ou augmenter la masse de la plus-value, la bourgeoisie non seulement cherche à exploiter davantage les travailleurs, mais aussi, comme nous l'avons vu, s'entre-déchire.

La *concurrence entre les capitalistes* met chaque capitaliste devant le choix :

— *croître*, en accumulant du capital (c'est-à-dire en réinvestissant une partie de la plus-value),
— ou *disparaître*.

C'est en ce sens que Marx écrit que la concurrence agit comme « loi coercitive externe », c'est-à-dire comme une *contrainte* pour chaque capitaliste individuel : ceux-ci non seulement sont contraints d'accumuler, mais sont obligés de le faire en utilisant des procédés techniques nouveaux, comme nous l'avons vu, pour abaisser leurs coûts. S'ils ne le font pas, d'autres le feront à leur place et constitueront une menace sérieuse pour leur survie même. Les tendances profondes de la production capitaliste (tendance à accumuler) se réfléchissent dans le mouvement des capitaux individuels, c'est-à-dire s'imposent à chaque capitaliste individuel comme mobile de ses opérations. La tendance à accumuler se manifeste au niveau des capitalistes individuels par le biais de la contrainte de la concurrence.

Cette contrainte est indépendante de la forme particulière que revêt la concurrence. La concurrence peut être plus ou moins forte, plus ou moins monopoliste, elle n'en demeure pas moins : elle revêt simplement des formes différentes. Nous l'avons vu notamment lorsque, dans le chapitre 1, nous avons souligné que, malgré les obstacles à la mobilité du capital, cette mobilité n'en demeurait pas moins. Partir de cette mobilité est nécessaire pour comprendre le fonctionnement même du système capitaliste et de ses implications pour les travailleurs. Cette mobilité du capital n'est que l'expression de la concurrence que se livrent les capitalistes entre eux.

En ce sens, *la concurrence est un processus et non pas un état :* c'est-à-dire qu'elle se déroule dans le temps, qu'elle n'a pas une forme unique et immuable. La concurrence existe toujours, mais elle peut revêtir un caractère plus ou moins exacerbé. La tendance à accumuler est elle-même une caractéristique *permanente* du système capitaliste. Elle permet aux capitalistes individuels de survivre, elle permet au capital de se reproduire comme rapport social. Cette tendance à accumuler, tout en étant permanente, a pris des aspects différents depuis la naissance du système capitaliste. Nous verrons comment elle se manifeste dans le capitalisme de monopole contempo-

rain. Mais auparavant nous devons voir pourquoi et comment sont apparus et se sont développés les monopoles.

SECTION I. — NAISSANCE ET DÉVELOPPEMENT DES MONOPOLES

1. *Les causes de la naissance et du développement des monopoles*

Sous la pression de la concurrence, au XIX[e] siècle, chaque capitaliste individuel est contraint de baisser ses coûts de production, afin de baisser ses prix, pour défendre ou élargir son marché : dans ce cas, ses profits sont maintenus[1]. Mais comme nous l'avons vu au chapitre 1, pour baisser ses coûts, il a besoin de plus de capital.

Pour obtenir le plus de capital possible, les capitalistes auront alors *une double réaction* :

1. ils essaieront de ne pas baisser leurs prix : ils toucheront alors, si leurs coûts de production diminuent, des surprofits qu'ils essaieront de maintenir et de défendre. Ils tenteront d'empêcher l'arrivée de nouveaux concurrents dans la branche, introduisant par là même des pratiques de monopole ;

2. ils exploiteront à outrance la classe ouvrière naissante. Rappelons que tout le XIX[e] siècle fut, en Europe, la période de l'exploitation la plus éhontée des travailleurs. La bourgeoisie, qui avait utilisé les grands principes de la « liberté » pour lutter contre la noblesse, détruisant par exemple les corporations féodales qui entravaient le libre développement du capitalisme, utilisa ces mêmes principes contre la classe ouvrière, lui interdisant le droit de coalition et le droit de grève.

Elle lui extorqua, au nom de ces grands principes, le maximum de plus-value, par les procédés les plus barbares d'exploitation.

Cela dit, cette double réaction *ne va pas suffire* pour mettre à la disposition de *chaque* capitaliste une quantité

---

1. Bien entendu, si ses prix baissent moins que ses coûts, des surprofits transitoires apparaissent.

de capital suffisante pour accroître les capacités de production et développer l'outillage.

C'est la *raison essentielle* pour laquelle on va assister, en même temps :
— à une *concentration* du capital, c'est-à-dire à un accroissement de l'accumulation de capital par capitaliste,
— et à une *centralisation* du capital, c'est-à-dire à une réduction du nombre de capitalistes (fusions, absorptions) se manifestant concrètement par la disparition d'un certain nombre d'usines, par la rationalisation d'un certain nombre d'autres, etc.

Ainsi, la concurrence intercapitaliste suscite une concentration et une centralisation du capital, qui ont pour but de pallier l'insuffisance de capitaux au niveau de *chaque* entreprise : *un nombre de plus en plus restreint de capitalistes possède une masse de capital de plus en plus importante.*

Cette concentration et cette centralisation du capital se feront au bénéfice des entreprises les mieux outillées, à composition organique du capital la plus élevée, *et qui seront donc victorieuses dans la concurrence capitaliste.*

Plus le machinisme se perfectionne et plus s'accroît, comme nous l'avons vu, la composition organique du capital nécessaire pour que l'entreprise puisse rapporter le profit moyen. Le capital moyen nécessaire pour pouvoir ouvrir une nouvelle entreprise capable de rapporter ce profit moyen croît dans la même proportion.

Il s'ensuit que la dimension moyenne des entreprises augmente également dans chaque branche industrielle. Seront les plus aptes à triompher dans la concurrence, les entreprises qui ont une composition organique du capital au-dessus de la moyenne, qui disposent de réserves et de fonds les plus amples pour avancer le plus rapidement sur la voie du progrès technique, et qui produisent *en masse.*

L'évolution du mode de production *capitaliste entraîne donc nécessairement une centralisation et une concentration du capital.* La dimension moyenne des entreprises croît sans cesse. Un nombre élevé de petites entreprises est battu dans la concurrence par un nombre restreint de grandes entreprises, qui contrôlent une fraction croissante du capital, des travailleurs et de la production. La condition de survie des petites entreprises est d'être capables de se transformer en grandes. *Quelques grands monopoles cen-*

tralisent l'essentiel des moyens de production et des travailleurs.

Ainsi, la concurrence poursuit le processus d'expropriation qui est à l'origine du système capitaliste (expropriation des artisans et des petits paysans indépendants). Mais ce ne sont plus des producteurs indépendants, les seules ni même les principales victimes : ce sont maintenant des capitalistes mêmes.

Les capitalistes écrasés par la concurrence sont dépossédés de leur capital, pour devenir des salariés, techniciens ou directeurs, mais aussi ouvriers ou employés. C'est la *prolétarisation* d'une partie de la bourgeoisie, la transformation de propriétaires de capital en simples propriétaires de force de travail.

Ce phénomène se reflète, par exemple, dans la baisse, en pourcentage de la population active, du nombre d'entrepreneurs ; si l'on prend le cas des Etats-Unis et de l'Allemagne, on obtient les résultats suivants :

Etats-Unis	*1880*	*1920*	*1960*
Entrepreneurs en % population active	38	26	16

Allemagne	*1882*	*1925*	*1956* (RFA)
Entrepreneurs en % population active	43	31	25

Il faut noter cependant que le processus de centralisation du capital ne s'est pas accompagné d'une disparition *proportionnelle* des classes moyennes :

1) parce que de *nouveaux* types de petites entreprises sont nés (entreprises de sous-traitance des grands monopoles) ;

2) parce que se sont développées, au sein des grands monopoles, de *nouvelles* couches moyennes : ingénieurs, chefs de vente et de publicité, etc.

Ainsi voit-on comment, en définitive, *la concurrence inter-capitaliste a engendré les monopoles.*

Il ne faudrait pas croire cependant que les monopoles ne sont pas soumis à la concurrence. Ce qui disparaît, c'est non pas la concurrence, mais une certaine *forme* de concurrence. La monopolisation de l'économie fait naître

de nouvelles formes de concurrence. Les monopoles se défendent avec plus ou moins de vigueur les uns des autres, et utilisent dans leur combat des armes qui leur sont propres.

2. *Les modalités de la naissance et du développement des monopoles*

Le développement de la concentration et de la centralisation du capital s'est manifesté d'une *triple façon :*

A. Par le développement de la concentration et de la centralisation, *dans le secteur industriel.*

Nous ne revenons pas sur les raisons qui ont contraint les capitalistes industriels à la concentration et à la centralisation. Notons que le développement, à la fin du XIXe siècle, de nouvelles techniques (moteur à explosion, nouveaux procédés de fabrication de l'acier), de nouvelles sources d'énergie (pétrole, électricité), va considérablement stimuler la concentration et la centralisation des capitaux industriels :

— dans d'anciennes industries, comme l'industrie sidérurgique, les nouvelles installations exigent des mises de fonds importantes, et la plupart des petites entreprises sont éliminées. Aux Etats-Unis, par exemple, le nombre de sociétés sidérurgiques est passé de 735 en 1880 à 16 en 1950 ;
— les nouvelles industries (chimie, appareils électriques), sont immédiatement dominées par de puissants monopoles ;
— les nouvelles sources d'énergie, par exemple l'énergie électrique qui permet l'introduction et le développement du travail à la chaîne, favorisent la concentration et la centralisation.

Au total, une part de plus en plus importante de la main-d'œuvre industrielle est employée par un nombre de plus en plus restreint de grands monopoles : aux Etats-Unis, pour ne prendre qu'un seul exemple, les entreprises industrielles occupant plus de 1 000 salariés, et représentant quelque 1 % du total des usines, emploient :

— en 1909 : 15 % des salariés
— en 1929 : 24 % «
— en 1955 : 34 % «

La concentration et la centralisation dans le secteur industriel prennent elles-mêmes des formes très diverses :

— *ententes et cartels,* regroupant les entreprises d'une même branche, et ayant pour fonction de fixer le volume de production de la branche, de le répartir entre les diverses firmes, et de fixer le prix de vente des produits, pour éliminer la concurrence par les prix. En Grande-Bretagne, par exemple, il existe 1 cartel en 1881, 500 en 1919, 2 000 en 1956 ;

— formation de *trusts,* à l'issue de fusion d'entreprises, trusts « horizontaux » nés de la fusion d'entreprises d'une même branche (par exemple, deux entreprises automobiles), trusts « verticaux » nés de la fusion d'entreprises se servant de clients et de fournisseurs, appelés parfois *Konzern* (par exemple, une entreprise d'automobiles et une entreprise de pneumatiques) ;

— formation de *holdings,* c'est-à-dire de sociétés possédant des actions de nombreuses entreprises restées formellement indépendantes, et permettant de contrôler ces entreprises ;

— *développement,* surtout depuis une quinzaine d'années, de puissants monopoles internationaux qui, aujourd'hui, représentent 20 % de la production industrielle capitaliste, et qui sont susceptibles de fomenter directement, eux-mêmes, des coups d'Etat (les compagnies pétrolières en Iran contre Mossadegh, l'United Fruit au Guatemala contre Arbenz, les projets d'I.T.T. au Chili contre Allende, etc.).

B. La concentration et la centralisation du capital se sont parallèlement développées *dans le secteur bancaire.* Un nombre de plus en plus restreint de grandes banques possèdent l'immense majorité des dépôts bancaires et accordent la grande majorité des crédits bancaires.

C. Enfin, parallèlement au développement de la concentration et de la centralisation du capital industriel et du capital bancaire, deux types de liens vont se créer entre capital industriel et capital bancaire.

Dans un premier temps, historiquement, on va assister à la domination progressive du capital bancaire, d'un petit nombre de banques et de groupes financiers, sur le capital industriel. C'est l'époque de la formation de ce que les

marxistes appellent *le capital financier,* capital dont disposent les grandes banques et qu'utilisent les industriels. En Allemagne ou aux Etats-Unis, par exemple, fin XIXe siècle - début XXe siècle, les banques, par leurs crédits et participations, jouent un rôle décisif dans le développement industriel et dans le mouvement même de fusions d'entreprises industrielles. Le capital bancaire s'impose à l'industrie.

Dans un deuxième temps, historiquement, qui correspond à l'époque contemporaine, les conditions du règne du capital bancaire se sont quelque peu modifiées. Dans un certain nombre de pays (Etats-Unis, Grande-Bretagne, Italie, République fédérale allemande), et du fait surtout du développement des monopoles internationaux, il y a interpénétration du capital industriel et du capital bancaire, des trusts industriels et des banques et compagnies d'assurances, sans qu'il soit toujours possible de déterminer qui, précisément, contrôle ces ensembles imposants, des trusts industriels ou des banques.

SECTION II. — LA TENDANCE À ACCUMULER DANS LE CAPITALISME DE MONOPOLE

La concurrence que se font les monopoles de forces inégales ne diffère pas fondamentalement de la concurrence que se faisaient au XIXe siècle les petites entreprises naissantes. La concurrence entre petites entreprises permettait une mobilité assez grande du capital entre les branches, entre les entreprises au sein d'une même branche, offrait aux capitalistes la possibilité d'absorber ou de rejeter de la main-d'œuvre selon l'évolution de leur taux de profit.

Mais ce type de concurrence — qu'on appelle aussi « libre concurrence » — contenait son propre contraire, sa contradiction : la mobilité du capital était freinée. La possibilité de rejeter de la main-d'œuvre aussi facilement rencontrait des difficultés au niveau social et politique.

Les capitalistes étaient conduits progressivement à *retarder* la baisse de leurs prix suite à une baisse de leurs coûts dans le but, précisément, de s'approprier de manière durable les surprofits créés et de les utiliser soit pour partir à la conquête de nouveaux marchés, soit pour résister à l'assaut des concurrents. Conserver les surprofits signifiait donc tenter de maintenir des chasses gardées, en

utilisant des techniques de fabrication que seules des ressources financières importantes permettaient d'utiliser, agrandir ses marges de manœuvre pour conquérir les chasses gardées des autres.

Ce double objectif devait *freiner* la mobilité du capital *sans cependant la faire disparaître.* La libre concurrence se transformait en concurrence monopoliste. Mais précisément parce que la mobilité du capital était à la fois freinée par les tentatives de s'approprier les surprofits devenus surprofits de monopole, et accrue par les possibilités nouvelles qu'offrait la possession de moyens financiers supérieurs résultant de l'appropriation de surprofits de monopole, elle ne disparaissait pas. La concurrence monopoliste revêtait dès lors un *double aspect* : elle était *à la fois forte et faible.*

La concurrence monopoliste est à la fois forte et faible. C'est dire qu'elle est à la fois incitatrice de progrès technique et frein au développement de ce dernier.

Mais, si la concurrence monopoliste est à la fois forte et faible, elle est à certains moments plus forte que faible et inversement. Le caractère fort ou faible apparaît alors comme *dominant* et caractérise la concurrence.

Ainsi la concurrence était faible dans l'entre-deux-guerres en France, surtout de 1930 à 1939. Les capitalistes livraient rarement bataille. Mais parce qu'ils livraient rarement bataille, ils diminuaient d'autant les possibilités de se reproduire, s'affaiblissaient devant les assauts du prolétariat qui subissait ce type de politique. Crises économiques larvées, puis ouvertes, scandales financiers et politiques sapaient l'autorité de la bourgeoisie, ouvraient, mais ne faisaient qu'ouvrir, pour le prolétariat la porte vers un avenir plus radieux.

Ne pas mener de bataille coûtait plus aux capitalistes que d'en mener. La recherche de la sécurité immédiate impliquait de grands dangers à terme. Le lion qui était dans l'esprit même du rentier se réveillait, sortait ses griffes. Après la grande peur (Front populaire), les soubresauts de la guerre, la partie la plus dynamique de la bourgeoisie comprenait qu'il fallait s'engager dans la lutte, mettre bas les protections douanières sécurisantes mais bien dangereuses, permettre au capital de manifester sa vocation : être international. L'ouverture des frontières conduisit à une exacerbation de la concurrence monopoliste.

Le caractère dominant de la concurrence change. Elle devient plus forte que faible. Ce qui encore une fois ne signifie pas que les facteurs qui expliquent le frein au développement du progrès technique disparaissent. Ils sont simplement dominés, pour un temps, par les facteurs qui incitent au développement du progrès technique.

La concurrence exacerbée que se livrent les monopoles contient aussi son propre contraire. Parce qu'elle est aussi un processus social qui met en jeu d'un côté les capitalistes, de l'autre les travailleurs, elle rencontre des limites. Ces limites sont d'autant plus nettes que la concurrence exacerbée implique l'exploitation accrue des travailleurs, tant au niveau des cadences, de plus en plus infernales, des conditions de travail, de plus en plus aliénantes, du chômage, que des écarts croissants entre l'évolution des salaires et celle des profits. La combativité de la classe ouvrière, tant en France qu'en Italie, qu'aujourd'hui en Angleterre, en Allemagne et de plus en plus aux Etats-Unis, augmente les difficultés pour la bourgeoisie de réaliser ses objectifs. Grèves, répression, scandales, luttes intestines de plus en plus ouvertes dans les rangs de la bourgeoisie sont la manifestation concrète de ces limites. Déjà apparaissent au sein même de la bourgeoisie des tendances pour freiner ce processus, se protéger à nouveau derrière de nouvelles barrières douanières, bref faire en sorte que la concurrence monopoliste soit plus limitée, plus faible, c'est-à-dire en fait de « limiter la casse » pour tenir mieux sa classe ouvrière.

Nous allons donc voir plus précisément quels sont les traits spécifiques qui caractérisent la concurrence faible et la concurrence forte. Pour clarifier l'exposition, nous traiterons ces deux points successivement. Ces deux traits : fort - faible, c'est-à-dire concurrence monopoliste incitant au développement des forces productives et concurrence monopoliste freinant leur développement, *coexistent néanmoins*. L'un — ou l'autre — devenant seulement dominant pour un temps. Nous verrons enfin ce que signifie la contradiction entre développement des forces productives et maintien des rapports de production capitalistes.

1. *La concurrence monopoliste, frein au développement des forces productives*

Les capitalistes choisissent la sécurité. Ils passent des accords de non-agression entre eux. Ils s'assurent, par l'utilisation de l'Etat, que les frontières sont bien gardées et que leurs taux de profit sont bien protégés contre la concurrence extérieure. Les surprofits de monopole perdent une fonction. Ils ne servent plus (ou beaucoup moins) à constituer des réserves pour accroître le champ des activités. La mobilité du capital est donc durablement freinée. Les positions deviennent stables. La concurrence monopoliste ressemble à une guerre de tranchées, où chaque capitaliste passe à la longue des accords de coexistence pacifique avec d'autres, dans le but de maintenir durablement ses positions.

Les surprofits de monopole n'étant plus sérieusement menacés par l'utilisation que feraient d'autres capitalistes des leurs, les capitalistes vont tenter de les accroître par un curieux procédé. N'allant plus (ou beaucoup moins) dans les chasses gardées des concurrents, leur incitation à engager des capitaux pour abaisser les coûts sera réduite. Elle sera d'autant plus réduite que, suite à un accord, ils ne se sentiront plus menacés. Etant protégés, les capitalistes vont tenter d'accroître leur taux de profit à moindres frais. Ils vont *freiner la production*. En limitant l'offre sur le marché, ils se donnent le moyen de fixer un prix supérieur de manière assez durable au prix de production. Cette possibilité est d'autant plus aisée qu'il existe un accord de partage de marché tant au niveau de la production que de la vente, à un certain prix, entre les grands[2]. Ils n'ont pas intérêt à accroître l'offre, puisque en la réduisant ils peuvent obtenir plus de profit par unité produite, et une masse semblable de profit pour une production plus faible.

---

2. Donnons quelques exemples de ce type de pratique :

— en mai 1933, le cartel de l'étain limite la production à un tiers de la capacité de production mondiale ;

— en 1935, le cartel du cuivre diminue son offre de 35 %. Il en résulte une augmentation des prix de 150 % ;

— en 1938, le cartel mondial de l'azote s'engage à payer 75 millions de francs belges aux propriétaires d'une usine non achevée en Belgique, si ceux-ci liquident l'entreprise.

De plus, pouvant fixer le prix par suite d'un accord, ils vont s'approprier *par l'achat* une partie de la plus-value produite par d'autres travailleurs dans d'autres entreprises. Par la hausse des prix, ils vont, lors de *la vente*, reprendre aux travailleurs une partie de ce qu'ils ont dû céder pour acheter leur force de travail.

Le premier point est maintenant connu de nous. Le prix de monopole se fixe par rapport au prix de production, qui lui-même signifie transfert de plus-value sociale des secteurs les moins mécanisés vers les secteurs les plus mécanisés. De plus, ce prix de monopole s'établit au détriment de ceux qui ne font pas partie de l'accord, et qui sont insuffisamment forts pour résister. La plus-value sociale transférée augmente. En effet, les monopoles peuvent imposer aux fournisseurs des prix d'achat inférieurs à leurs prix de production et s'approprier l'écart.

Le second procédé consiste à augmenter la plus-value extraite lors de la fabrication des marchandises par une « récupération » lors de la vente de ces marchandises. En imposant un prix de vente incluant un surprofit de monopole durable, parce que résultat d'un accord, il réduit le pouvoir d'achat des travailleurs. Ce mécanisme revient à payer les travailleurs à un prix inférieur à la valeur de la force de travail par le jeu des prix imposés. Ce mécanisme jouera également lorsque la concurrence sera exacerbée, mais il se réalisera moins facilement pour chaque monopole, dans la mesure où son surprofit sera moins stable.

Le capitalisme apparaît alors *sous son aspect le plus parasitaire*. Les monopoles *suppriment ou retardent l'application d'inventions techniques,* et cela d'autant plus que l'énorme masse de capitaux fixes (machines) pourrait être rendue inefficace avant même d'avoir été amortie, si les inventions techniques parvenaient à se matérialiser. On comprend alors pourquoi, dans le cas de la France, les entreprises sont devenues de plus en plus archaïques durant l'entre-deux-guerres. Cela va plus loin : de 1930 à 1939, il y a même désinvestissement net (!) : il y a moins de machines en 1939 qu'en 1930 et elles sont plus vieilles. Les capitalistes, au lieu d'accumuler, spéculent. En effet, les coûts unitaires s'élèvent, puisque les machines non renouvelées sont de moins en moins efficaces. Ce phénomène grève les taux de profits d'autant. Les perspectives de profit étant de moins en moins alléchantes, les capitalistes préfèrent le gain immédiat, même aléatoire, au profit indus-

triel : ils spéculent. Le taux d'accumulation du capital diminue, mais diminuent aussi les possibilités pour le capital de se reproduire en tant que rapport social.

Comme nous l'avons vu, cette situation ne peut durer. La recherche de la sécurité immédiate aggrave les contradictions entre le capital et le travail. Les capitalistes sont obligés de croître ou de disparaître. Ils ne peuvent opter pour un régime de croisière. C'est là une manifestation éclatante des prévisions de Marx.

Cette situation implique une menace pour les conditions de survie du capital. Elle a été historiquement résolue à la suite de l'échec du Front populaire, par l'accumulation massive dans les secteurs de l'armement, par une intervention croissante de l'Etat, par la compréhension enfin par les franges les plus dynamiques de la bourgeoisie qu'il fallait dépasser le cadre des accords stables, conquérir des marchés, relancer la concurrence.

2. *La concurrence monopoliste, stimulant au développement des forces productives*

A. La mobilité du capital entre les branches, et au sein d'une branche entre les entreprises, s'accroît. Les surprofits de monopole sont utilisés de manière *préventive* contre l'assaut de futurs concurrents, de manière *offensive* contre les positions des autres capitalistes. L'accumulation du capital se fait sur une échelle *progressive*. L'incitation à réduire les coûts s'accroît. La productivité du travail augmente.

Fruit de la concurrence exacerbée, le progrès technique devient également une *arme*. Les monopoles sont contraints en effet d'abaisser leurs coûts pour rester compétitifs, pour résister aux appétits de certains. Mais abaisser ses coûts signifie utiliser des techniques nouvelles qui, comme nous l'avons vu, ne peuvent se matérialiser qu'au travers de la mise en place de capacités de production de plus en plus imposantes. La mise en place de ces capacités de production importantes implique une élévation du taux d'accumulation. L'élévation du taux d'accumulation nécessaire pour abaisser les coûts, et renforcer ainsi les obstacles dressés aux futurs concurrents, nécessite en général plus de plus-value que n'en produisent les travailleurs du monopole menacé. Même l'éventuel transfert de plus-value, en sa faveur, ne va pas suffire. Dès lors, la nécessité d'augmen-

ter le taux d'accumulation se traduit en général par un accroissement du taux d'exploitation — plus ou moins élevé selon les ressources financières que possède l'entreprise —, par une accélération des cadences, par une centralisation croissante du capital (fusion-absorption). C'est à ce prix, et à ce prix seulement, que les entreprises peuvent se « restructurer », c'est-à-dire modifier leurs équipements, leurs procédés de fabrication, et travailler à des conditions plus optimales pour elles. Ainsi, en France, on constate que 50 % des fusions-absorptions[3] concernent deux secteurs de pointe (chimie, matériaux électriques), et le secteur bancaire.

NOMBRE DE FUSIONS-ABSORPTIONS

	Alimentation	*Banque*	*Bâtiment*	*Mécanique électrique*	*Chimie Pétrole*	*Sidérurgie*	*Textile*	*Transports*	TOTAL
1950-1960	85	183	53	181	149	98	50	41	849
1962	17	24	3	29	30	7	4	3	127
1965	29	30	19	25	29	8	7	5	164
1968	30	36	15	14	38	16	16	13	216
1969	24	37	14	38	39	6	9	11	192
TOTAL	309	487	175	411	409	221	145	143	2476

Source : Direction, février 1970.

1. N'ont été retenues ici que les données et les branches significatives.

Ce tableau est révélateur de l'accroissement du nombre de fusions-absorptions depuis 1965. Mais il est insuffisant car il ne montre pas la part des petites, des moyennes et des grandes entreprises dans ce processus de fusion-absorption. Le tableau suivant remédie à cette insuffisance.

3. Les fusions-absorptions sont appelées concentration dans le langage courant. Marx les appelle centralisation.

NOMBRE DE SOCIÉTÉS ABSORBÉES SELON LA TAILLE DE LA SOCIÉTÉ ABSORBANTE

(Taille exprimée selon le capital détenu)

en millions	*1961*	*1962*	*1963*	*1964*	*1965*	*1966*	*1967*	*1968*	*1969*	TOTAL
0 à 10	66	54	56	110	48	88	38	47	41	548
10 — 59	34	45	75	116	83	112	57	93	94	709
60 — 109	10	7	14	17	12	15	30	35	22	162
110 — 159	6	2	4	15	8	5	7	26	11	84
160 et plus	4	19	1	7	13	29	12	15	22	122

Source : Direction, février 1971.

Les entreprises moyennes (10-59) connaissent une fréquence d'absorption élevée[4]. Le nombre moyen d'opérations par entreprise est d'autant plus grand que le capital social des entreprises absorbantes est grand. Ces vingt dernières années, les 500 plus grandes entreprises ont réalisé 1 193 opérations de concentration, soit 3,7 absorptions par société absorbante. Les 100 premières sociétés ont réalisé 501 opérations d'absorptions, soit 40,2 % des absorptions effectuées par les 500 plus grandes sociétés et 6,6 absorptions par société.

Ce n'est qu'à partir de 1966 que la dimension moyenne des entreprises absorbées croît de manière sensible. Ainsi, selon la revue patronale *Direction* (fév. 1970), la rémunération moyenne des actifs des sociétés absorbées était de 1950 à 1969 de 4,58 millions de francs. A l'intérieur de cette période, l'année 1966 représente une coupure. La rémunération passe de 2,9 à 10,34 en 1966, puis 13,21 en 1967, puis 12,85 en 1968 et enfin 17,87 millions de francs en 1969. Ces chiffres soulignent l'ampleur du mouvement de concentration dans le processus de croissance des grandes entreprises, son accélération depuis 1966 et surtout 1969.

S'il est le fruit de la concurrence exacerbée, le progrès technique constitue également *une arme* pour les capitalistes qui l'utilisent. Il permet à ceux-ci de dresser des obstacles à la pénétration des concurrents. Nous avons vu en effet, dans le chapitre 1, que si un concurrent veut investir dans la même marchandise que celle que produit le monopoleur, il est obligé non seulement d'investir en utilisant des techniques de production semblables ou améliorées — nécessitant beaucoup de capitaux —, mais aussi d'affecter une partie de son capital à des dépenses de *marketing*, de *publicité*. Si le concurrent veut accroître sa part de marché au détriment de l'autre capitaliste avec qui il coexistait, il doit également améliorer ses techniques de production, même si cela lui coûte moins que dans le cas précédent, dans la mesure où il est déjà dans la place.

On comprend qu'il puisse préférer contourner l'obstacle

4. Remarquons que les chiffres pourraient être trompeurs à première vue. Vingt-deux opérations de concentration en 1969 pour les plus grosses entreprises (160 et plus) signifient plus que 94 opérations de concentration pour la catégorie 10-59, dans la mesure où il y a beaucoup moins de grosses entreprises que d'entreprises moyennes ou petites.

en se lançant dans la production de marchandises relativement semblables, mais présentées et imposées aux consommateurs comme différentes et ayant plus de valeur d'usage, dans le but de substituer ses marchandises à celles des autres. C'est ce qu'on appelle la recherche d'un monopole de *marque*. Que cette marque soit bidon, peu importe aux capitalistes. Le principal est qu'elle rapporte, qu'elle soit donc achetée.

C'est dans cet esprit que les capitalistes sabotent les marchandises. Les exemples sont fort nombreux : les dépenses effectuées pour produire des lampes, des rasoirs électriques, etc., qui durent moins, des moteurs qui s'usent plus vite, des produits pharmaceutiques qui ne servent à rien, voire même à « tuer »[5], etc., montrent que ce qui est essentiel pour le capitaliste est de produire le plus possible, de renouveler suffisamment vite un marché qui risquerait d'être saturé si les produits avaient la qualité et la durabilité qu'ils pourraient avoir. Dépenser des capitaux dans le but de saboter « scientifiquement » les marchandises montre à quel point un des traits dominants du capitalisme contemporain est le *gaspillage*.

Les campagnes publicitaires permettent — dans une certaine mesure — d'éviter la guerre des prix. L'adversaire n'est plus attaqué de face, mais de biais. La guerre des prix est en effet trop dangereuse. Les capitalistes préfèrent ne pas se battre à mains nues, lorsqu'ils peuvent utiliser des gants. La baisse des prix pour s'emparer d'un marché est trop risquée, l'adversaire pouvant monter la mise. Le consommateur-travailleur en profiterait et les capitalistes verraient fondre leurs surprofits. Et cela, ils ne le désirent pas. Le monopole fait du marketing, programme les ventes et les prix, enveloppe différemment les produits, assomme les téléspectateurs d'une publicité tapageuse mais souvent fine. L'adversaire en fait autant. Comme les campagnes publicitaires coûtent cher, elles sont de temps à autre freinées au profit d'un accord, au détriment de celui qui n'a pas eu les assises financières suffisamment solides pour résister, aux dépens des consommateurs-travailleurs.

Au XIXe siècle, la concurrence se faisait essentiellement par les prix. Aujourd'hui, elle se fait essentiellement par la marque, chacun tentant d'imposer ses marchandises,

5. Cf. le talc Morhange, par exemple !

d'imposer ses qualités présumées. Il serait cependant faux de croire que la concurrence ne se fait plus par les prix. Elle se fait toujours par les prix, mais avec des formes plus *subtiles*. Il ne s'agit plus d'abaisser les prix de manière absolue. Il s'agit d'augmenter le prix de *certaines* marchandises moins vite que le niveau général des prix [6]. Les prix de ces marchandises baissent non plus de manière absolue, mais de manière *relative*. Le prix des téléviseurs par exemple a moins crû que le niveau général des prix. Celui qui ne peut plus suivre parce qu'il ne peut réduire suffisamment ses coûts est éliminé.

Ainsi, l'on voit que malgré l'existence de monopoles, malgré l'accroissement de leur dimension, *la mobilité du capital joue*. Les monopoles sont incapables de faire monter le prix de *toutes* les marchandises aussi vite que le niveau général des prix. Non pas qu'ils ne le désireraient pas. Mais s'ils faisaient croître le prix de *toutes* les marchandises de la même manière, des surprofits de monopole *très importants* apparaîtraient *là où* les coûts se sont les plus réduits, et inéluctablement *inciteraient d'autres monopoles* à *investir dans ces secteurs*. Les monopoles *subissent ainsi la loi de la valeur*, même s'ils arrivent à s'en détacher temporairement et apparemment. La baisse *relative* des prix, c'est-à-dire la non-hausse ou la hausse moins rapide par rapport au niveau général des prix, résulte de la loi de la valeur (évolution des coûts), même si elle est utilisée par tel ou tel monopoleur, pour plus ou moins éliminer celui qui serait incapable de rester compétitif, précisément parce que ses coûts ne le lui permettraient pas. *Cette loi de la valeur joue d'autant plus aujourd'hui avec l'ouverture des frontières et la pénétration d'autres monopoles, multinationaux, sur des marchés hier protégés*. Les surprofits sont menacés, réduits, alors même qu'ils devraient augmenter pour financer de nouveaux équipements susceptibles d'abaisser les coûts et les prix relativement au niveau général des prix. Seuls ceux qui peuvent soit mieux exploiter leurs travailleurs, soit coopérer avec d'autres (fusions-absorptions), peuvent résister.

Au total, le prix suit le prix de production. La vitesse à laquelle il le suit dépend du caractère plus ou moins stable

---

6. Le niveau général des prix correspond à la moyenne des prix des marchandises. Il est en général calculé à partir des prix de quelques marchandises (les indices).

de la position qu'a le monopole face à ses concurrents actuels et potentiels. Le monopole subit donc l'action de la loi de la valeur.

La concurrence monopoliste exacerbée a également *une autre conséquence.* Etant contraints d'introduire des améliorations technologiques dans leurs procédés de fabrication, les monopoles doivent augmenter leurs capacités de production, même si la demande stagne ou croît peu. Cette conséquence va à l'encontre de la politique de réduction de l'offre, caractéristique, nous l'avons vu, de la concurrence faible. L'exemple de l'industrie de l'acier aux U.S.A., menacée par l'acier japonais et européen, et contrainte d'investir malgré la stagnation de la demande, est significatif.

Il en résulte des capacités de production oisives importantes [7]. Ces capacités de production oisives représentent un coût par leur présence. Elles grèvent donc le taux de profit, puisque celui-ci correspond à la plus-value sur le capital total avancé, qu'il soit dépensé ou non. Cette baisse du taux de profit est cependant moins importante que celle qui se serait probablement réalisée si le capitaliste n'avait pas eu cette attitude préventive. Ainsi, la concurrence coûte cher. A la gabegie de faux produits, de besoins imposés par les capitalistes, s'ajoute le *gaspillage du capital social.* Entre-déchiré par les contradictions qu'il suscite, le capital, pour survivre, se mutile.

B. Les monopoles tentent de réduire cette aggravation des coûts par la production de ce qu'ils appellent des « sous-produits », c'est-à-dire tentent de *diversifier* leur production. En effet, à la raison invoquée pour expliquer l'augmentation des capacités de production oisives s'ajoute une autre raison, qui résulte de ce que, dans un procédé de fabrication, tous les instruments de production (du début de la production à la fin) n'ont pas la même dimension optimale. Telle machine peut avoir une capacité de production de 1 000 produits semi-ouvrés, telle autre qui la suit immédiatement de 800 seulement. La première machine ne peut donc fonctionner qu'à 800 pour éviter

7. L'existence de capacités de production oisives a également d'autres origines, dont notamment l'incapacité pour le monopole de prévoir exactement sa demande, de la contrôler. Celle-ci dépend en effet de la distribution des revenus au niveau global. Ses clients sont en effet des salariés — ou des entreprises — dont il ne contrôle pas le montant du revenu et leur évolution.

les goulots d'étranglement suscités par la seconde. Le monopole essaie donc d'utiliser cette capacité oisive pour produire d'autres marchandises. *Il diversifie alors sa production.* General Motors ne produit pas seulement des moteurs, mais aussi des réfrigérateurs. Mais cette production supplémentaire destinée à limiter l'aggravation des coûts suscite une élévation des coûts, en général moindre que celle qui se serait réalisée s'il n'avait pas fabriqué ces réfrigérateurs. En effet, les mécanismes mêmes par lesquels l'incitation à baisser les coûts se réalise *vont faire apparaître une tendance à la hausse des coûts.* La concurrence monopoliste exacerbée suscite alors un tel gaspillage qu'il se retourne contre elle.

Cette hausse des coûts est due, à titre essentiel, à trois causes :

— la concurrence monopoliste, entraînant la différenciation des produits, suscite, par là même, des coûts élevés d'emballage, d'études de marchés, et surtout de publicité ;

— l'existence d'un taux d'accumulation élevé provoque des *charges financières* accrues, notamment d'importants coûts d'amortissement ;

— le maintien de capacités de production oisives importantes.

Les capitalistes vont tenter de réagir. La fusion, l'absorption leur étaient dictées par la nécessité de trouver des moyens financiers suffisants pour abaisser leurs coûts. Cette recherche d'une baisse des coûts tend à produire son contraire. Deux moyens restent donc à la disposition du capitaliste. *Le premier,* nous le connaissons, consiste à *accroître le taux d'exploitation,* c'est-à-dire à diminuer le coût salarial. Nous avons vu ce que cela impliquait. *Le second* consiste à *diminuer la valeur* des nouveaux biens d'équipement. Les capitalistes vont tenter de *dévaloriser le capital constant* et ce, souvent, avec l'aide de l'Etat, comme nous le verrons. Dévaloriser le capital constant signifie abaisser la valeur des biens produits par le secteur de biens de production, accroître l'échange inégal entre pays capitalistes développés et pays capitalistes sous-développés en détériorant davantage encore les termes de l'échange des matières premières par rapport aux produits manufacturés [8].

8. Voir chapitre 8 sur l'impérialisme.

En ce qui concerne les biens d'équipement, le procédé est simple mais coûteux. Il s'agit d'augmenter suffisamment la productivité du travail dans les secteurs produisant des biens d'équipement. L'objectif est que la valeur totale de ces marchandises *augmente très peu, malgré* l'augmentation physique de la production de ces biens d'équipement (nombre accru).

Cela nécessite de très gros investissements dans ces secteurs, pour les raisons que nous avons analysées. L'aide de l'Etat est alors sollicitée. L'exemple de l'acier est significatif. L'Etat suscite une restructuration (fusion-absorption) de plusieurs entreprises, octroie un prêt à un taux dépassant toute concurrence (3 %), permet des dégrèvements fiscaux pour que de nouveaux procédés de fabrication soient introduits.

Les biens d'équipement produits changent et sont plus efficaces. Grâce à l'introduction de nouvelles techniques de fabrication, *leur valeur a baissé*[9]. D'où pour les secteurs utilisateurs un double avantage : ils coûtent moins relativement, ils sont plus efficaces. Ils permettent donc pour ces deux raisons une forte augmentation de la productivité du travail. La conséquence est simple : la productivité du travail croît sans que pour autant le taux d'accumulation (*en valeur*) ait besoin de s'accroître à la même vitesse. On dit alors que la tendance à accumuler se manifeste davantage par un changement dans la *forme* de l'investissement que dans le *volume* de l'investissement. *Le taux d'accumulation est certes élevé, mais sa croissance est faible, compte tenu de la hausse de la productivité qu'il permet.*

Dès lors, et comme nous le verrons au chapitre suivant, *l'accroissement de l'emploi dans le secteur industriel est faible, voire nul.* Il y a un *développement de l'insécurité de l'emploi* pour les travailleurs, une augmentation probable du chômage, d'autant plus que la mobilité accrue du travail — imposée par les fusions-absorptions multiples — viendra la renforcer.

Comme, parallèlement, la rareté relative du capital-argent pour les trusts conduit à exercer une pression cons-

---

9. On pourrait utiliser le terme de « dévalorisation ». Ce terme donne lieu aujourd'hui à trop de confusions, surtout depuis la parution du *Traité* du P.C.F., et parce que chez Marx ce terme revêt plusieurs sens.

tante sur les salaires pour que la partie la plus faible possible de l'augmentation de la productivité du travail se traduise en hausse de salaires, *les contradictions entre le capital et le travail s'aiguisent,* suscitant un développement de la lutte de classes.

Ces deux facteurs (emploi, salaire), s'ils réduisent les coûts du capitaliste, l'élèvent *dans la mesure* où une frange croissante de capitalistes adopte la même attitude. La généralisation de ce phénomène, dû au caractère exacerbé de la concurrence, *limite les débouchés au moment même où ceux-ci devraient s'accroître pour répondre à l'augmentation des capacités de production nécessitée par la recherche de coûts plus bas.*

La limitation des débouchés, ou leur augmentation insuffisante, signifie problème du côté de la réalisation de la valeur. La valeur n'est pas réalisée pour une part importante. Les capacités de production oisives augmentent, exerçant leur action sur le taux de profit. La menace persistante sur le taux de profit conduit à relancer la concurrence. C'est la fuite en avant. Certains la craignent pour leur survie et préconisent déjà de freiner la concurrence par un développement du protectionnisme, d'autant que la crise du système monétaire international devient plus menaçante. Les récessions se multiplient, l'inflation galope et le chômage persiste, s'enfle. La frange la plus dynamique de la bourgeoisie se divise, sur l'attitude à suivre face à une classe ouvrière de plus en plus remuante.

Cela dit, comme nous l'avait bien montré Lénine, et comme nous le verrons, le problème de la réalisation de la valeur ne se réduit pas à un problème de sous-consommation. Dans le cadre de certaines limites, l'insuffisance de la demande de biens de consommation peut être compensée par une forte expansion de la demande de biens d'équipement.

Mais précisément, dans le capitalisme de monopole, cette compensation est de plus en plus difficile, étant donné, comme nous l'avons vu, que l'augmentation de la productivité du travail est obtenue davantage par un changement dans la *forme* (baisse de la valeur des équipements) que par une augmentation du *volume* de l'investissement.

Cette contradiction entre création et réalisation de la valeur est constamment reproduite par le mode de production capitaliste. *Il cherche à la surmonter par le développement, à l'intérieur, des secteurs improductifs, tout spé-*

cialement l'armement, et par l'extension, à l'extérieur, du champ de la production.

Cette extension s'insère dans la tendance générale *à l'internationalisation du capital, qui, elle-même, d'ailleurs, entre en contradiction avec l'existence d'Etats nationaux, dont les bourgeoisies ont besoin pour lutter contre les classes ouvrières.* Les tentatives de constitution de Marchés communs, avec toutes les difficultés qu'elles rencontrent, sont l'expression de cette contradiction.

Par ailleurs, et surtout, le mouvement de l'accumulation aggrave la contradiction capitalistes-travailleurs. La tendance à la stagnation de l'emploi industriel et la pression permanente sur les salaires signifient l'aggravation relative des conditions de vie et de travail des travailleurs. Le développement des secteurs improductifs que nous étudierons par la suite a été l'un des éléments qui a permis de freiner cette tendance à l'aggravation, en même temps qu'il a été l'un des fondements objectifs à la diffusion de l'idéologie bourgeoise selon laquelle la classe ouvrière, dans les pays capitalistes développés, ne serait plus capable de remplir sa mission révolutionnaire. L'ampleur des luttes ouvrières dans ces pays, ces dernières années, a été la réponse de *classe* à cette idéologie.

Ainsi, en définitive, avons-nous expliqué comment la tendance à accumuler était liée, à la fois, à la lutte entre capitalistes et travailleurs et à la concurrence entre capitalistes.

Ces deux aspects trouvent leur expression unitaire et leur fondement dans la lutte pour la plus-value, base du mode de production capitaliste, c'est-à-dire dans la lutte acharnée pour le maintien du taux de profit.

Au total, la concurrence monopoliste *est à la fois forte et faible.* Elle est à la fois incitatrice du progrès technique et frein à son développement. Le caractère dominant qu'elle revêt (forte ou faible) n'est que transitoire. Il peut changer. *Les causes du changement se trouvent dans les contradictions que véhicule la tendance à accumuler, contradictions qui s'expriment entre les capitalistes et surtout entre capitalistes et travailleurs.*

C'est la raison pour laquelle existe une contradiction profonde entre, d'un côté, le développement des forces productives et, de l'autre, le maintien de rapports de production capitalistes. Le développement des forces productives sur des bases capitalistes de production entre en contradiction

avec le maintien même des rapports de production capitalistes. Le maintien des rapports de production capitalistes conduit à freiner l'expansion des forces productives, alors même que leur développement est inhérent à leur existence. C'est la raison pour laquelle le mode de production capitaliste est un mode de production *transitoire* au même titre que l'était la féodalité. La socialisation de la production (de plus en plus de travailleurs dans des unités de production de plus en plus grandes) nécessite le dépassement du caractère privé des moyens de production.

Par ailleurs, il faut rappeler ici ce que nous avons dit sur le *double aspect* du développement des forces productives dans le mode de production capitaliste : source potentielle d'émancipation de l'humanité et d'aggravation de l'exploitation des travailleurs. Le mode de production capitaliste se présente, d'un certain point de vue, comme une nécessité historique pour transformer le travail isolé en travail social. Mais, entre les mains du capital, cette socialisation du travail n'augmente les forces productives que pour accroître l'exploitation.

Le socialisme est donc un mode de production historiquement nécessaire, parce que accouché par les limites mêmes que connaît le développement du mode de production capitaliste. Mais cet accouchement ne peut se faire sans violence. La bourgeoisie n'est pas prête à céder son pouvoir, même si elle se révèle de plus en plus parasitaire. Seule la force organisée du prolétariat peut la contraindre à se démettre.

4. Le chômage

Introduction

1. Longtemps la bourgeoisie a cherché à nier l'existence même du chômage dans le mode de production capitaliste. Les chantres du capitalisme expliquaient le chômage comme étant le fait de l'Etat qui, par des interventions démagogiques, entravait le libre fonctionnement des automatismes de l'harmonie universelle... c'est-à-dire la baisse des salaires, qui, selon eux, aurait incité les « entrepreneurs » à embaucher de la main-d'œuvre et à éliminer le chômage.

J. Rueff a été jusqu'à soutenir, dans les années 1930, que le chômage provenait essentiellement des allocations de chômage. Ainsi, la bourgeoisie n'avait aucune responsabilité dans le chômage, qui provenait des travailleurs luttant pour que leurs salaires ne baissent pas.

Mais les contradictions du capitalisme s'accentuant, les crises se sont régulièrement approfondies, jusqu'à celle de 1930. Le nombre de chômeurs fut tel qu'il fut impossible de maintenir les inepties des chantres officiels du capitalisme : 6 millions de chômeurs en Allemagne, 12 millions aux Etats-Unis. La bourgeoisie obligée de reconnaître le fait l'explique à sa façon. Selon son nouveau chantre officiel, J. M. Keynes, le chômage vient des *erreurs* des capitalistes qui ne dépensent pas suffisamment pour que l'emploi soit suffisant. Le mode de production capitaliste n'est pas en cause. Le chômage n'est pas une caractéristique essentielle du système capitaliste, il est dû à de simples erreurs des capitalistes, qui ne dépensent pas assez, erreurs qu'il est facile de corriger.

D'autres explications nous sont encore fournies par les économistes bourgeois qui reconnaissent la possibilité d'un chômage permanent. Selon ces explications, le chômage est dû à des *lois naturelles* :

— ou bien, il est dû à un accroissement *naturel* excessif de la population [1] ;

— ou bien, il est dû à un développement *naturel* du progrès technique : il est le « coût social » inévitable du « progrès humain ».

2. Toutes ces explications ont pour but de masquer le fait que le chômage permanent est *une caractéristique essentielle du mode de production capitaliste.*

Il n'est pas dû à des erreurs corrigibles des capitalistes ; il n'est pas dû à des phénomènes naturels ; il est lié à un système bien déterminé *historiquement* : le système capitaliste. Nous essaierons de le montrer dans un premier point de ce chapitre. Puis nous verrons successivement les formes du chômage (c'est-à-dire l'analyse de qui est particulièrement touché), et ses conséquences pour chaque capitaliste du point de vue de l'exploitation de ses travailleurs.

Section I. — Les causes du chômage

1. Pour bien comprendre l'existence du chômage, il faut :

a) déterminer les facteurs qui expliquent l'évolution de la demande de force de travail par les capitalistes ;

b) comparer l'évolution de cette demande à l'offre de force de travail par les travailleurs, elle-même liée à la croissance de la population.

Plus précisément, nous avons vu dans le chapitre précédent que la tendance à accroître la productivité du travail, et donc la composition organique du capital C/V, c'est-à-dire à accroître relativement plus le travail mort (machines)

1. De peur d'être tout de même un peu ridicules, les apologistes du système n'osent plus défendre ouvertement ce point de vue. Il réapparaît cependant de manière indirecte, « technique », lorsqu'on nous dit que s'il y a un gonflement du chômage, c'est parce que beaucoup de jeunes font cette année leur première apparition sur le marché de l'emploi ! Que ne fait-on pour légitimer cette tare du système ! Comment ces apologistes peuvent-ils nous expliquer que le rapatriement de 800 000 pieds-noirs et leur entrée sur le marché de l'emploi, auxquels on doit ajouter les soldats démobilisés (réduction de la durée du service militaire), n'aient pas suscité de gonflement du chômage en 1962-1963 ? Mais il est vrai que les apologistes — qu'ils soient au gouvernement ou dans les chaires universitaires — n'expliquent pas. Ils font de l'apologie.

que le travail vivant (travailleurs), était une caractéristique du mode de production capitaliste.

Cette tendance à accroître la part relative des machines par rapport à la force de travail, à accroître la productivité du travail, tend à ralentir la demande de force de travail par les capitalistes, et *donc tend à créer du chômage*, si l'offre de force de travail par les travailleurs, elle, ne se ralentit pas. Le progrès technique, réalisé dans des conditions capitalistes de la production, est donc un facteur de répulsion d'emplois par le capital. Notons que, même si l'on s'en tient à ce premier raisonnement, on ne peut, en aucun cas, parler d'une *loi naturelle de la population*. Si l'offre de force de travail par les travailleurs croît plus vite que la demande par les capitalistes, il est doublement faux de parler de loi *naturelle* :

a) parce que le taux de croissance de la population, qui détermine l'offre de force de travail, dépend du taux de natalité, du taux de mariage, etc., lesquels ne sont pas des phénomènes naturels, mais sont étroitement dépendants des habitudes et coutumes sociales ;

b) parce que le ralentissement dans l'accroissement de la demande de force de travail est dû à la hausse de C/V, hausse elle-même caractéristique du système capitaliste.

Cela dit, on ne peut s'en tenir à ce raisonnement, et *se contenter* d'affirmer que le chômage est dû à la tendance à la hausse de la productivité du travail et donc de C/V. Si l'on s'en tenait là, le bourgeois triomphant pourrait nous dire : vous voyez bien que le chômage est dû au progrès technique ! Si vous voulez que l'humanité progresse, il faut l'accepter ! En fait, il faut bien comprendre que *ce n'est pas le progrès technique qui est cause du chômage, c'est son rapport avec l'accumulation du capital*. Le chômage est le résultat de la hausse de la productivité du travail, *dans les conditions capitalistes de l'accumulation*. Plus précisément, l'accumulation du capital, parce qu'elle incorpore nécessairement des améliorations technologiques, *a deux effets contradictoires* : d'une part, elle signifie un accroissement de la masse de capital investi, c'est-à-dire *une augmentation de C + V*, elle-même *créatrice d'emplois* ; d'autre part, elle s'accompagne d'une hausse de la productivité du travail, d'*une augmentation de* $\frac{C}{V}$, elle-même *destructrice d'emplois*. D'un côté, l'accumulation du capital incor-

porant le progrès technique détruit des emplois ; de l'autre, elle en crée. Le nombre d'emplois offerts aux travailleurs par les capitalistes est le résultat de ces deux effets contradictoires.

C'est pourquoi il est nécessaire de comparer l'accroissement de la productivité du travail (lié à la hausse de C/V) et celui de l'accumulation du capital (lié, nous l'avons vu, à l'existence de taux de profit et de débouchés suffisants).

Ce phénomène peut être *illustré* par un schéma très simple[2] : soit une production de marchandises égale à 500, produite avec 2 machines et 6 travailleurs. Soit maintenant une augmentation de la productivité du travail. Supposons qu'avec une nouvelle machine, plus efficace et ayant la même valeur que les deux anciennes, on puisse produire la même quantité de marchandises de 500 avec seulement 3 travailleurs : la productivité du travail a doublé.

Trois cas sont alors à envisager :

— *1er cas :* le marché n'augmente pas : on ne peut pas vendre plus de 500 ; dans ce cas, la production n'augmente pas, le taux d'accumulation reste constant : il y a *diminution de l'emploi* de 100 %, égale à l'augmentation de la productivité (on n'utilise que 3 travailleurs).

— *2e cas :* le marché double. On peut vendre 1 000 de marchandises ; la production double, le taux d'accumulation également ; *l'emploi est alors stable :* on utilise 2 machines nouvelles et 6 travailleurs.

— *3e cas :* le marché triple. On peut vendre 1 500 de marchandises ; la production triple, le taux d'accumulation également : l'*emploi augmente.* On utilise 3 machines nouvelles et 9 travailleurs[3].

Donc la hausse de la productivité du travail ne suscite une baisse de la demande de force de travail par les capitalistes (qui elle-même provoque du chômage si, en même

2. Cet exemple est ultra-simplifié, notamment on n'a considéré ici que l'accumulation de capital constant. Il ne s'agit donc pas d'une démonstration, mais d'une illustration. De plus, on ne considère l'accumulation et donc l'emploi que dans le secteur des biens de consommation.

3. Il est évident que la création de machines par le secteur 1 peut être créatrice d'emplois nouveaux selon les mêmes relations que nous avons définies pour le secteur 2.

temps, la population ne diminue pas) *que si le taux d'accumulation croît insuffisamment.* Ainsi, c'est de la comparaison du taux de croissance de la productivité du travail et du taux de croissance de l'accumulation du capital que découle l'augmentation ou la diminution de la demande de force de travail par les capitalistes.

Notons, par ailleurs, qu'il existe des liens étroits entre l'accroissement des deux taux. Nous avons déjà dit que c'est l'accroissement du taux d'accumulation du capital qui suscite une augmentation de la productivité du travail. Soulignons qu'il y a également un effet en retour : si, par exemple, l'augmentation de la productivité du travail se manifeste dans le secteur fabriquant les biens d'équipement (les machines), elle peut se manifester davantage dans un changement de la *forme* que du *volume* de l'équipement. Nous l'avons vu dans le chapitre précédent : les machines nouvelles, plus efficaces, remplacent les anciennes, plus qu'elles ne s'ajoutent à elles. De ce fait, le taux d'accumulation du capital, même s'il est élevé, peut avoir une *croissance faible,* par rapport à l'augmentation de la productivité du travail qu'il permet.

Enfin, on voit maintenant pourquoi le chômage, loin d'être un phénomène naturel, est *lié au système capitaliste lui-même* : la hausse de la productivité du travail ne suscitera du chômage que si l'accumulation du capital croît insuffisamment. Mais *l'accumulation du capital est elle-même limitée par les conditions capitalistes de production.*

Plus concrètement, la croissance du taux d'accumulation dépend, notamment, de l'existence conjointe de taux de profit et de débouchés suffisants.

Mais précisément cette liaison croissance du taux d'accumulation-existence de taux de profit et de débouchés suffisants *est caractéristique du système capitaliste.* C'est pourquoi le chômage permanent n'est pas un phénomène naturel (« le fruit naturel du progrès humain »), mais *la conséquence du progrès technique, dans des conditions capitalistes d'accumulation.* Il l'est d'autant plus que, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, le développement du machinisme, dans le mode de production capitaliste, incite le capitaliste à accroître la durée du travail. Alors qu'on pourrait envisager que le développement de la productivité du travail ne crée aucun chômage et aboutisse à une réduction radicale de la durée du travail, il n'en est rien dans le système capitaliste. C'est là, précisément, que la revendi-

cation, pour les travailleurs, *d'échelle mobile des heures de travail trouve toute sa justification.*

2. Le chômage, s'il est une caractéristique essentielle et *permanente* du système capitaliste, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, comme dans les pays capitalistes avancés, a revêtu des formes et une ampleur différentes selon les périodes historiques. Ainsi, par exemple, pour s'en tenir aux *pays capitalistes* avancés [4], le chômage a été massif durant tout le XIXe siècle : l'accumulation du capital, très importante, a été créatrice de nombreux emplois. Mais, parallèlement, comme elle suscitait des améliorations technologiques, elle provoquait une baisse des coûts, et menait à la ruine des milliers de producteurs indépendants (artisans, petits paysans indépendants). *La destruction d'emplois était souvent plus importante que la création d'emplois.* L'armée de réserve industrielle avait donc tendance à augmenter et connaissait de brusques et fréquents accroissements, lors des crises de surproduction (à peu près tous les huit-dix ans).

Puis le chômage diminue de la fin du XIXe siècle à 1914, en raison notamment de l'extraordinaire développement des marchés et des taux de profit permis par la politique impérialiste, pour redevenir important entre les deux guerres mondiales lors de la crise des années 1930.

Les interventions massives et qualitativement différentes de l'Etat bourgeois à partir de la Seconde Guerre mondiale (notamment par le biais des dépenses militaires), la politique dite néo-coloniale, le développement des dépenses improductives privées [5] vont permettre, dans les pays capitalistes avancés, jusque vers les années 1965, une diminution sensible du chômage permanent.

L'armée de réserve massive du XIXe siècle ou de l'entre-deux-guerres cède la place à ce qu'on pourrait appeler un volant de chômage. Certes, ce volant de chômage est *permanent,* y compris durant les périodes d'expansion. Mais durant les périodes dites de récession, il n'est ni généralisé à tous les secteurs ni aussi massif qu'auparavant.

Cependant, *à partir des années 1965,* le chômage va de

---

4. Nous étudierons les pays coloniaux et semi-coloniaux dans le chapitre sur l'impérialisme.

5. Tous phénomènes que nous étudierons dans les chapitres suivants.

nouveau se développer de façon considérable dans les pays capitalistes avancés. En *1972*, on compte 6 millions de chômeurs aux Etats-Unis (6 % de la population active), 1 million en Italie, 900 000 en Grande-Bretagne (le chiffre le plus élevé depuis trente ans), 600 000 en France (chiffre jamais atteint depuis la guerre) ; dans des pays comme la République fédérale allemande ou la Suède, où le chômage avait été extrêmement faible depuis 1945, il augmente brutalement : près de 500 000 chômeurs en Allemagne.

Cette augmentation extrêmement importante du chômage est le reflet de l'exacerbation des contradictions du capitalisme depuis le début des années 1960. Plus précisément, elle est liée :

a) à un phénomène dont nous avons déjà parlé : le fait que la tendance à accumuler se manifeste aujourd'hui beaucoup plus dans des changements dans la forme que dans le volume des investissements ;

b) *à la politique de restructuration des appareils de production,* elle-même liée à l'exacerbation, ces dernières années, de la concurrence internationale. En France notamment, la bourgeoisie a été conduite à accentuer brutalement son effort :

— en liquidant des branches non rentables du point de vue de l'économie capitaliste (fermetures d'entreprises) ;
— en restructurant et en centralisant encore plus les entreprises de pointe (compressions de personnel, élimination de services entiers, etc.) ;
— en concentrant, sur le plan régional, ses investissements dans certaines régions ;

c) à la nécessité accrue, elle aussi liée à l'exacerbation de la concurrence internationale, pour chaque bourgeoisie, d'empêcher son taux d'inflation d'être plus élevé que celui de ses concurrents, et de mettre en œuvre, périodiquement, des plans dits de stabilisation, contenant des mesures elles-mêmes créatrices de chômage.

Section II. — Les formes du chômage [6]

Le problème, ici, est de voir qui est plus particulièrement touché par le chômage dans le système capitaliste.

6. De nombreux passages de cette section sont empruntés à la brochure : *Taupe rouge*, n° 6, consacrée au chômage.

Nous entendons ici non seulement le *chômage* de travailleurs ne parvenant pas à trouver un emploi durant une longue période de temps, mais aussi l'*insécurité de l'emploi* liée aux déplacements de travailleurs.

Quelques mots, au préalable, sur cette *insécurité de l'emploi*. Comme nous l'avons vu, l'augmentation du taux de profit est différente selon les industries et les secteurs capitalistes. Certains bénéficient de taux plus élevés que d'autres. Les capitalistes ainsi avantagés cherchent à développer leur capital, à mettre de plus en plus de valeur en valeur. Ils augmentent leur accumulation de capital constant et variable, même si celui-ci augmente moins vite que celui-là. Pour des raisons inverses, d'autres industries réduisent leur capital. Alors que certains secteurs demandent de plus en plus de force de travail, d'autres en licencient de plus en plus. Les travailleurs sont donc déplacés d'un secteur à l'autre, quand ils ne sont pas mis durablement au chômage. Les processus de *fusions-absorptions* jouent dans le même sens et accentuent ce phénomène.

De tels déplacements impliquent bien souvent la perte des avantages dus à l'ancienneté. Ils peuvent impliquer un changement défavorable de statut (par exemple pour les mineurs, dockers, etc.). Le plus souvent, le travailleur retrouve un emploi de moindre qualification, surtout quand il vieillit. A partir d'un certain âge, précédant de loin la retraite officielle, il ne trouvera aucun emploi, sauf subalterne.

De plus, entre le moment où il perd son emploi et celui où il en retrouve un autre, le travailleur perd son salaire. Ce qui n'est pas compensé par les allocations de chômage. On parle beaucoup des politiques de reclassement. Mais on oublie que les travailleurs, même reclassés immédiatement dans la même qualification et avec les mêmes avantages professionnels, sont énergiquement déplacés. Cela implique de nombreux désavantages nouveaux. Le domicile est plus éloigné du lieu de travail. Si le travailleur déménage et change de ville ou de quartier, il supporte de nouveaux frais (agence immobilière, déménagement, aménagement, etc.). Sa famille et surtout ses enfants doivent changer d'environnement, de fournisseurs, d'amis, d'écoles, etc. Si la crise du logement l'oblige à conserver son ancien domicile, le travailleur supporte des frais plus élevés de transport. Son temps de transport est plus grand, ce qui accroît sa fatigue, etc.

La « mobilité » du travail déracine le travailleur et sa famille. La bourgeoisie en y trouvant la solution à ses maux considère le travailleur comme un objet, un meuble, dont la place est indifférente. Enfin, le déplacement géographique que nécessite le transfert professionnel peut être tel qu'il devient impossible. Les mineurs de Decazeville ont refusé d'aller travailler dans les mines du Nord. Certains travailleurs lorrains préfèrent aller tous les jours en Allemagne plutôt que de quitter leur région, etc.

Dans le mode de production capitaliste, le sort des travailleurs est précaire, car ils ne sont que l'instrument de mise en valeur du capital. Simple capital, ils ne sont utilisés que pour autant qu'ils rapportent plus qu'ils ne coûtent. Dès lors qu'ils ne peuvent plus remplir cette tâche, les travailleurs sont inutiles pour les capitalistes et doivent disparaître du procès de production. Il ne leur reste plus qu'à gonfler les rangs de l'armée de réserve industrielle avant de disparaître, victimes de la loi sanguinaire de l'accumulation du capital.

Voyons maintenant, plus précisément, qui est plus particulièrement touché, dans le système capitaliste, soit par le chômage à proprement parler, soit par les déplacements de travailleurs.

1. Parmi les catégories les plus vulnérables, et les premières frappées, on trouve d'abord les *jeunes*. Si l'on prend, par exemple, le cas de la France contemporaine, on constate qu'il y a près de 600 000 jeunes qui chaque année arrivent sur le « marché du travail ». Or, parmi cette masse de jeunes qui cherchent un travail au sortir de l'école, beaucoup se heurtent à un véritable mur, beaucoup se retrouvent chômeurs avant même d'avoir travaillé.

Un grand nombre n'a même pas pu obtenir la connaissance d'un métier : selon trois enquêtes statistiques qui concordent, *la moitié des jeunes actifs ne possède pas de formation professionnelle complète.*

Mais, même pour celui qui a un C.A.P. en poche, la partie est loin d'être gagnée : la formation au rabais qu'il a reçue est insuffisante. Les débouchés professionnels sont singulièrement limités. Et, surtout, les patrons pratiquent à l'égard des jeunes une véritable *politique de discrimination* en matière d'emploi : « Avez-vous déjà travaillé ? Avez-vous déjà fait votre service militaire ? Non ? Eh bien, laissez votre nom, on vous écrira... » Bien souvent, la

lettre n'arrive jamais. Cette situation empire et elle s'est nettement aggravée depuis les années 1969-1970.

Ainsi, après avoir étudié un métier pendant plusieurs années, nombre de jeunes se voient refuser le moyen de l'exercer. Après des mois de recherches infructueuses, ils en sont réduits à accepter n'importe quoi.

C'est pourquoi on peut voir tant de jeunes *munis d'un C.A.P.* exercer un métier qui n'est pas celui auquel ils avaient été préparés. Cela explique aussi pourquoi une si forte proportion de jeunes exerce des travaux non qualifiés, pénibles et mal payés (avec un salaire réduit par les abattements d'âge).

Mais ceux qui ont trouvé un travail, si pénible soit-il, peuvent encore passer pour des privilégiés. Il y a les autres : ceux devant qui toutes les portes se sont fermées, ceux que les bourgeois traitent de « fainéants », et que les statisticiens appellent « inactifs » pour ne pas avoir à les ranger dans la catégorie « chômeurs » : *Pour s'inscrire dans les bureaux de chômage, il faut avoir déjà travaillé !... C'est ainsi que la bourgeoisie économise l'allocation chômage en la refusant à la grande masse des chômeurs réels !* C'est ainsi que les statisticiens bourgeois essaient de sauver les apparences et de faire des économies. Mais ils ne trompent pas grand monde. Les faits sont là, accablants :

— près d'un chômeur sur deux est jeune ;

— il y a en France, aujourd'hui, quelque 300 000 jeunes sans travail.

2. Autre catégorie particulièrement touchée, celle des *femmes.*

En plus de leurs tâches domestiques, non rémunérées, alors qu'elles permettent d'entretenir et de reproduire la force de travail (entretien, procréation, éducation, etc.), les femmes pour subvenir aux besoins de la famille cherchent souvent un emploi rémunéré. Mais elles sont alors considérées comme *marginales,* et de fait, si l'on prend l'exemple de la France contemporaine, on s'aperçoit que *le chômage des femmes est massif.* Sur le nombre total de chômeurs recensés officiellement, plus de la moitié sont des femmes, alors qu'elles constituent seulement environ un tiers du total de ceux qui travaillent. *Mais l'importance du chômage féminin est camouflée par divers moyens :* le travail à mi-temps et le travail temporaire cachent déjà

une partie du chômage réel. Et dans toute une série de branches (cuirs et peaux, textile, habillement), les femmes fournissent une masse de chômeurs partiels, qui travaillent moins de trente heures par semaine.

D'autre part, il faudrait aussi tenir compte de ce que beaucoup de femmes ne se déclarent pas en chômage, préférant bénéficier à plus long terme de l'allocation de salaire unique que de l'allocation chômage.

A l'égard des femmes travailleuses, plus vulnérables, la politique des capitalistes apparaît avec une clarté singulière :

— discrimination à l'embauche : les patrons n'aiment pas employer des femmes trop jeunes, car ils n'apprécient pas cette « main-d'œuvre instable » en raison des grossesses et des enfants à élever ;

— surexploitation dans le travail : à travail égal, les patrons payent en moyenne un tiers de moins (d'après une enquête de la C.G.T.) ;

— *priorité dans les licenciements :* lorsque les patrons veulent se débarrasser d'une partie de leur personnel, ils commencent souvent par ceux dont ils attendent le moins de résistance.

3. Troisième catégorie de travailleurs particulièrement vulnérable : celle des *travailleurs immigrés.*

L'armée industrielle de réserve n'est pas confinée dans les frontières nationales de chacune des économies capitalistes avancées. Le mode de production capitaliste ne peut que s'étendre au détriment des économies des pays coloniaux et semi-coloniaux. Il a en effet besoin de leurs richesses naturelles et de leurs forces de travail pour créer à son profit de plus en plus de plus-value. La ruine des producteurs précapitalistes des pays coloniaux et semi-coloniaux enrichit les entrepreneurs capitalistes qui cherchent à étendre de plus en plus leur domination et leurs destructions. Mais, pour l'essentiel, la valeur extorquée aux économies précapitalistes n'y est pas réinvestie. Elle est accumulée dans les économies capitalistes. La partie réaccumulée sur place l'est dans des conditions techniques de productivité similaires à celles des économies capitalistes. Donc peu d'emplois sont créés par les capitalistes dans les économies précapitalistes détruites. Pour la plus grande part, les travailleurs expropriés de l'agriculture, de

l'artisanat et du commerce *ne trouvent pas d'emplois dans leur pays.*

Ainsi se forme une vaste armée de réserve de chômeurs dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Nous préciserons ce point dans le chapitre sur l'impérialisme.

De plus en plus, les capitalistes ont recouru massivement à la force de travail *immigrée* des pays coloniaux et semi-coloniaux. Ainsi, en Europe, on estime en 1961 à 8 millions les étrangers, dont plus de 2 millions pour la France. Déjà, en 1970, il y a plus de 9 millions d'immigrés en Europe et plus de 3 millions en France. Ces immigrés sont essentiellement des travailleurs masculins (pour la France 86 % en 1964), dont l'âge correspond à celui de la production, soit entre 20 et 64 ans (pour la France 67 % en 1962). Ces deux caractères montrent que les travailleurs étrangers immigrent essentiellement pour vendre leur force de travail. Ils ne possèdent plus que leur force de travail et ne peuvent la vendre dans leur pays. Quel que soit le prix qu'en offrent les capitalistes, ces travailleurs sont obligés d'accepter. Condamnés à choisir entre le chômage permanent et l'émigration, ces travailleurs choisissent la seconde solution.

Si l'on comprend les motivations des travailleurs immigrés qui vendent leur force de travail, il est bon de se pencher sur celles des capitalistes qui la leur achètent. Pour des raisons historiques, la valeur d'échange de la force de travail des immigrés est moindre que celle des travailleurs français. Par contre, pour faire certaines tâches, elles ont la même valeur d'usage. Les capitalistes achètent au plus offrant la marchandise dont ils ont besoin ; les nouvelles techniques permettent aux capitalistes d'employer une masse de travailleurs de moins en moins qualifiés qu'ils trouvent à moindres prix dans les économies dites sous-développées.

Enfin, ces travailleurs sont temporaires. Les capitalistes n'ont pas à dépenser d'argent *pour les former* (dépenses d'éducation), ni pour entretenir leur force de travail (dépenses de santé), car, malades ou accidentés, ces travailleurs sont licenciés et, souvent, repartent dans leur pays d'origine, ni *pour assumer leur retraite* puisqu'ils repartent chez eux avant d'en avoir atteint l'âge. Les capitalistes trouvent dans l'armée de réserve industrielle constituée dans les économies des pays coloniaux et semi-coloniaux un réservoir de main-d'œuvre supposée docile et exploitable à merci. Ces

travailleurs sont surexploités et, quand leur force de travail a dépéri, *ils sont rejetés dans l'armée de réserve*[7].

Notons enfin que si les travailleurs immigrés sont les premiers touchés par le chômage, ce n'est pas, prioritairement, à cause de leur place dans l'appareil de production. Au contraire la restructuration qui entraîne la disparition de nombreuses petites et moyennes entreprises renforce la place des O.S. au détriment des ouvriers qualifiés. Ainsi le chômage des O.P. a plus progressé en France depuis 1969 que celui des O.S. Or, près de 70 % des immigrés travaillent dans le secteur industriel où ils représentaient, en 1968, 10,63 % des O.S. et 21,6 % des manœuvres.

C'est donc avant tout pour une raison politique, à cause de leur faible capacité de défense, de leur faible syndicalisation, leur situation irrégulière, que les immigrés sont les victimes désignées du chômage aux yeux de la bourgeoisie !

4. Il faudrait enfin ajouter aux jeunes, aux femmes et aux immigrés, toute une série d'autres travailleurs particulièrement touchés, également, par le chômage :

— les travailleurs qui, ayant passé un certain âge, soit sont chômeurs, soit doivent accepter des emplois déqualifiés ;
— les travailleurs de l'agriculture et de l'artisanat qui, pour survivre, doivent s'employer à n'importe quelles conditions dans l'industrie ;
— enfin, ceux que l'on peut appeler les « misérables » : travailleurs qui avaient une qualification particulière et que la division du travail a supprimée (dentellière, par exemple), victimes du travail, accidentés, malades, estropiés, etc.

Dans les pays capitalistes, aucune de ces catégories de l'armée de réserve n'a disparu.

Section III. — Les conséquences du chômage sur l'exploitation des travailleurs

Le chômage et l'insécurité de l'emploi, outre qu'ils aggravent par eux-mêmes les conditions de vie des travail-

7. On notera que la « rotation » des travailleurs immigrés est *extrêmement rapide*. En moyenne chaque travailleur immigré reste, dans les pays capitalistes avancés, seulement deux à trois ans !

leurs, deviennent des armes dans les mains des capitalistes, *pour accroître* la division et l'exploitation des travailleurs.

Le chômage n'est pas un simple résultat de l'anarchie capitaliste. Il est aussi un moyen de gouverner dans les mains de la bourgeoisie.

Un « volant de chômage », une certaine masse permanente de chômeurs, joue le rôle pour les capitalistes d'une véritable réserve industrielle dans laquelle ils puisent ceux dont la force de travail leur est utile et rejettent ceux dont la force de travail leur est inutile temporairement ou définitivement.

Mais ce « volant de chômage » sert aussi les capitalistes, car c'est un moyen pour eux de chercher à diviser les travailleurs, à les mettre en concurrence les uns par rapport aux autres, d'opposer les chômeurs à ceux qui ont du travail, d'opposer telle catégorie plus touchée à telle autre, etc.

C'est aussi, comme nous l'avons vu dans le chapitre sur la plus-value, un moyen de pression sur les revendications ouvrières : les patrons en profitent pour inciter les travailleurs nantis d'un emploi à modérer leurs exigences salariales. Faute de quoi on menace de les remplacer par ceux qui attendent à la porte !

Le plein emploi n'est pas une bonne chose pour les capitalistes, car il met la classe ouvrière en position de force pour la lutte revendicative. C'est pourquoi, lorsque le nombre de chômeurs est trop réduit, le gouvernement parle froidement de « reconstituer un certain volant de chômage ». Dans cette idée, l'O.C.D.E.[8], faisant preuve d'un remarquable cynisme, conseille en termes élégants à la bourgeoisie internationale : « Les gouvernements devront bien insister sur le fait qu'ils sont prêts, le cas échéant, à maintenir une marge de ressources inemployées plus large que ce qui était jusque-là jugé normal ou admissible. »

Mais les capitalistes ne peuvent sans risque donner un trop grand développement au chômage. Au-delà d'un certain seuil, la situation devient pour eux extrêmement périlleuse :

— si le chômage augmente trop, on assiste à une baisse sensible de la consommation intérieure ;

---

8. Organisation de coopération et de développement économique.

— si le chômage augmente trop, il devient un puissant levain pour l'agitation sociale et la lutte politique.

Ils se heurtent donc à un seuil périlleux à franchir. Ce que les économistes bourgeois appellent « clignotant »... C'est entre ces limites qu'évolue la situation ordinaire de l'emploi en système capitaliste.

Notons enfin que les patrons et le gouvernement ne sont nullement surpris par le développement massif du chômage dans une branche ou dans une région, pour la bonne raison qu'ils le prévoient et le planifient. Nous en donnons un exemple en annexes de ce chapitre, à propos des charbonnages en France.

ANNEXE I[9]

Il est souvent difficile de passer des concepts marxistes aux statistiques bourgeoises. C'est pourquoi nous annexons à cette étude théorique ce petit lexique bourgeois. Il ne s'agit pas de les confondre. Ils ne sont pas superposables. Mais ne disposant pas de statistiques élaborées selon les concepts marxistes, nous sommes obligés de connaître la réalité à travers le prisme déformant qu'est la statistique bourgeoise. Comme Lénine l'a expliqué, en sachant les utiliser, on peut retourner contre la bourgeoisie ses propres statistiques.

1. *Qu'est-ce qu'un chômeur selon les statistiques bourgeoises ?*

Trois définitions principales sont retenues et donnent lieu à des calculs : les chômeurs secourus par les pouvoirs publics et les caisses d'allocations complémentaires (U.N.E.D.I.C.) ; les demandes d'emploi non satisfaites que recueille l'Agence nationale de l'emploi ; la population disponible à la recherche d'un emploi que l'I.N.S.E.E. évalue lors de chaque recensement.

2. *Combien y a-t-il de chômeurs secourus ?*

En deux ans, le nombre de chômeurs secourus par les pouvoirs publics a augmenté officiellement de 38,50 % :

9. Ces annexes sont empruntées à la *Taupe rouge*, n° 6, déjà citée.

92 200 en septembre 1969, 127 700 en septembre 1971. Par rapport au mois de mai 1971, l'accroissement est de 2,73 %.

En ce qui concerne les chômeurs secourus par l'U.N.E.D.I.C., leur nombre s'est élevé de 58,38 % en deux ans : 78 257 en octobre 1969, 123 900 en septembre 1971.

3. *Combien y a-t-il officiellement de demandes d'emploi ?*

Selon les statistiques du ministère du Travail, le nombre des demandes d'emploi non satisfaites a augmenté de 63,23 % en deux ans : 216 800 en septembre 1969 et 353 900 en septembre 1971. Par rapport au mois de mai 1971, qui marque un tournant puisque les demandes qui n'avaient cessé de diminuer depuis le début de l'année ont repris leur ascension, l'augmentation est de 14,86 %.

Contrairement à ce que laisse entendre le ministère, la situation de l'emploi s'est donc aggravée, et le volant du chômage est à un niveau bien plus élevé que celui de 1969. Mais si l'on suit les conseils du commissariat au Plan, il faut ajouter à ces demandes d'emploi toutes celles qui ne sont pas exprimées à l'Agence, notamment les jeunes et les femmes. En effet, de nombreuses personnes préfèrent encore chercher par leurs propres moyens un travail sans s'inscrire à l'Agence, puisque cette inscription, nécessaire pour maintenir le droit à la Sécurité sociale et à l'allocation chômage, n'est pas utile à des jeunes ou à des femmes qui ont droit à la Sécurité sociale par l'intermédiaire de leurs parents ou ne peuvent recevoir d'allocation chômage.

4. *Comment calculer la population disponible à la recherche d'emploi ?*

D'après le recensement de 1968, la population disponible était de 60 % supérieure au nombre des demandes d'emploi. Pour connaître cette population les mois suivants, il suffisait de multiplier par 1,6 le nombre des demandes. Mais aujourd'hui il faut tenir compte de faits nouveaux : d'une part, la création de l'Agence nationale de l'emploi en 1967, dont l'implantation progressive permet de mieux comptabiliser les chômeurs ; d'autre part et en sens inverse, quand les licenciements se multiplient, ce qui est le cas

aujourd'hui, la part des chômeurs (femmes, jeunes) qui ne s'inscrivent pas croît dans le total des chômeurs. Enfin, dans une telle période, de nombreux travailleurs immigrés sont licenciés, qui retournent dans leur pays d'origine et disparaissent des statistiques alors qu'ils sont chômeurs.

ANNEXE II

1. *Quelques cas particulièrement typiques de licenciements*

A. *La liquidation pure et simple des secteurs non rentables*

Un exemple : les charbonnages.

Certains secteurs de production qui ne semblent plus compétitifs sur le plan international ou que la bourgeoisie ne juge tout simplement plus rentables sont durement touchés. C'est le cas en particulier du textile, de l'habillement, du cuir et de la chaussure, des industries du bois et de l'ameublement, ainsi que du charbon.

Le patronat et le gouvernement ont prévu en détail les modalités de suppression d'emplois conformes aux intérêts de la bourgeoisie. Ils n'ont pas pour autant le souci de savoir ce que deviendront les travailleurs ainsi licenciés. L'exemple des charbonnages est éloquent :

Le 4 février 1971, les mineurs de Faulquemont occupaient la direction générale des Houillères de Lorraine pour empêcher la fermeture des puits et obtenir la garantie de l'emploi. Comme toujours devant la détermination des travailleurs, l'Etat-patron a fait des promesses... Ce qui ne l'a pas empêché depuis de reprendre sa politique : fermer les puits un à un, car le charbon n'est pas rentable ; et l'Etat-patron procède comme n'importe quel patron de choc.

En 1960, il y avait 38 000 salariés ; en 1970, il n'en restait que 21 000. Et les plans de diminution continuent. Pour les mineurs lorrains comme pour les sidérurgistes, on ne laisse qu'une seule voie ouverte : celle de la frontière ; la Sarre allemande embauche... leurs voisins d'Alsace, ceux du textile et de la potasse passent aussi la frontière pour chercher du travail en Suisse ou en Allemagne.

Dans le Nord et le Pas-de-Calais, la même rationalisation inexorable *fait augmenter les chiffres officiels de chômeurs de 45 % entre 1969 et 1971.* Et l'avenir sera pire encore : d'ici à 1983 (!) c'est pratiquement la disparition des charbonnages qui est planifiée, presque jour par jour, puits par puits.

UN CALENDRIER SINISTRE :
LE « PLAN DE PRODUCTION » DES HOUILLÈRES

1972 : fermeture de la cokerie de Chocques
1972 : fermeture des sièges du Vieux-Condé et Lagrange
1972 : fermeture du siège 13 de Noeux
1973 : fermeture du siège 2 d'Auchel
1973 : fermeture de la cokerie d'Harnes
1974 : baisse de production à Bruay
1975 : fermeture du siège d'Agache
1975 : fermeture du siège 2 d'Oignies
1975 : fermeture du siège 6 de Bruay
1976 : fermeture du siège de Douai
1976 : fermeture du siège 4 de Courrières
1977 : fermeture du siège 18 de Lens
1978 : fermeture du siège d'Arenberg
1981 : fermeture du siège 19 de Lens
1983 : fermeture de l'unité de production d'Oignies

B. *Un brutal effort de modernisation et de restructuration des entreprises qui affrontent la concurrence internationale*

Un exemple : l'imprimerie.

La situation de l'industrie du livre n'est guère brillante en France. Dans leur rubrique « Economie » ou « Affaires », *Le Monde* et *L'Express* titraient récemment : « L'imprimerie échappe aux maîtres imprimeurs » et « Imprimerie au risque de se perdre... »

En effet, les patrons du livre, bercés par la rentrée régulière de substantiels bénéfices, s'étaient endormis dans un fonctionnement presque familial et des techniques industrielles qui étaient restées stagnantes. Ils furent brusquement réveillés par la forte poussée d'une concurrence étrangère, qui leur prenait un à un tous leurs clients.

Les patrons ont donc répondu avec une véritable fièvre : investissements massifs dans l'achat de nouveau matériel, accroissement de la productivité, augmentation des cadences, des licenciements. Depuis le début de l'année 1969, il y a eu dans la région parisienne : 39 fermetures ; 20 baisses très importantes d'activité ; 4 fusions ; 12 décentralisations.

Et si le chômage n'est pas encore très fort, ce n'est que parce que beaucoup de travailleurs licienciés ont pu trouver du travail en acceptant des déclassements. Les « gros » du livre comptent bien tenir le choc. Ils attendent simplement que les plus petits crèvent afin de se partager les dépouilles et pour augmenter un chômage qui fait leur affaire. Au besoin ils ne rechignent pas à les aider à périr... L'ancien patron de Chaix-Desfossés a d'ailleurs récemment déclaré : « La profession va bien, mais 500 ou 600 entreprises doivent mourir. » D'ailleurs l'objectif du VI[e] Plan est de faire disparaître 40 % des travailleurs du livre.

Partout c'est la restructuration et la rentabilisation sur le dos des travailleurs, à qui les patrons font le chantage à la faillite et essaient de faire avaler des « plans de redressement » qui les atteignent durement ; comme ce fut le cas à Hénon.

Mais les patrons ne dédaignent pas au passage réaliser quelques tripotages financiers :

A Lang-Grandemange, à Villeneuve-la-Garenne, le patron met la clé sous le paillasson en septembre 1971 pour se débarrasser de ses 400 ouvriers. Faillite financière ? Allons donc ! Il cherchait simplement à revendre « ses clients » à une grosse imprimerie (Chaix-Desfossés) au meilleur prix. Opération réussie ; le tribunal de commerce pourra déclarer après la fermeture que la maison ne se portait pas si mal. Le patron pourra reprendre du service ici ou ailleurs. Bel exemple de « cuisine » patronale !

A l'imprimerie des Editions Montsouris, 400 licenciements sont prévus. Là, patrons et clients ne font qu'un, puisque l'imprimerie elle-même et les travaux exécutés (*L'Express, Télé-Poche...*) sont aux mains d'une même banque (la Banque de Suez). Les bénéfices de l'imprimerie ne sont pas assez substantiels. Les travailleurs en feront les frais, pour que les travaux se fassent donc dans une entreprise plus rentable...

Dans le trust Chaix-Desfossés, on fait donc des heures supplémentaires dans une filiale, et dans une autre on licencie.

Pressés par le temps, les patrons du livre se livrent à ces restructurations avec une véritable rage :

A Lang, qui était la plus grosse entreprise du livre (3 000 ouvriers), une première vague de licenciements et de compression ramena le personnel à 2 350. Mais le patron trouve que c'est encore trop : il n'accepte de « tourner » que si les effectifs sont descendus à 2 000. Et surtout il trouve que les travailleurs y mettent de la mauvaise volonté. Il se plaignait récemment que *« les départs par décès* (sic), maladie, retraite, renvoi n'étaient pas suffisants » ! Alors il s'acharne : il rend les conditions de travail insupportables. Il n'attaque pas de front, mais atelier par atelier :

— pour 3 jours de maladie : licencié ;
— pour quelques minutes de retard : licencié ;
— pour avoir pris un journal qui sortait des rotatives : licencié ;
— pour un retard pendant la grève du métro : mis à pied.

Monsieur Lang, il est vrai, vient de déclarer non sans cynisme qu'il n'avait *« nullement l'intention de jouer le rôle de saint-bernard »* !

C. *Un autre exemple de restructuration : Roussel Uclaf*

Roussel Uclaf : 14 000 salariés, 40 filiales, 1,1 milliard de chiffre d'affaires en 1969. Trust de la chimie qui se consacre surtout à la production pharmaceutique. En 1970, Roussel passe un accord avec Central-Dynamite.

Pourquoi un colosse qui respire autant la santé va-t-il licencier 1 000 travailleurs ? Les raisons sont très significatives :

— la fusion avec Central-Dynamite entraîne une restructuration administrative. Résultat : compression de personnel (50 licenciements à la direction de l'établissement de Romainville) ;

— le *centre de recherches* est jugé insuffisamment rentable. Roussel préfère acheter des brevets que d'entretenir un centre de recherches. Résultat : les techniciens sont licenciés ;

— *l'usine S.I.F.A.* (filiale) à La Plaine-Saint-Denis est jugée insuffisamment rentable. Elle se trouve en Seine-Saint-Denis où les entreprises ferment les unes après les autres (le VIe Plan ayant prévu d'en faire une banlieue de bureaux). Le patron préfère fermer la boîte et miser sur une implantation d'usines dans d'autres régions, où il pourra payer des salaires notablement plus bas.

A cela, il faut ajouter l'affaire des « enzymes gloutons » qui est extrêmement révélatrice de la gabegie capitaliste et de ses conséquences sur les travailleurs. Roussel s'était lancé dans la production d'enzymes (à la S.I.F.A. principalement). Or, après un engouement spectaculaire, on s'est aperçu des dangers que présentaient les enzymes. Le marché s'est dégradé. Et les trusts de la chimie ont été obligés de se lancer dans de nouvelles productions.

Généralement c'est dans la vitamine B 12 que se sont converties les boîtes de la chimie. Mais Roussel a tardé à se reconvertir. Si bien qu'à son tour il voit un marché relativement saturé, et pour les enzymes, et pour les B 12.

Résultat : l'usine S.I.F.A. ferme ses portes : 800 travailleurs au chômage !

5. La loi de baisse tendancielle du taux de profit [1]

Nous avons vu qu'il existait, dans le système capitaliste, une tendance à accumuler. Mais, pour que cette tendance à accumuler apparaisse dans la réalité, c'est-à-dire pour que les capitalistes décident *effectivement* d'utiliser une partie de leur plus-value à acheter de nouvelles machines et de nouvelles forces de travail, il faut une condition : le taux de profit et les débouchés doivent être suffisants. Or, *la loi essentielle* qui caractérise le fonctionnement contradictoire du système capitaliste est *la loi de baisse tendancielle du taux de profit*. Il nous faut expliquer ce qu'est cette loi, et quelles sont ses implications.

Section I. — La définition de la loi

Rappelons que le taux de profit est le rapport de la plus-value (PL) sur l'ensemble du capital constant (C) et variable (V) :

$$\text{taux de profit} = \frac{PL}{C + V}$$

On peut opérer sur cette formule une transformation mathématique très simple pour faire ressortir le taux de plus-value ou taux d'exploitation (PL/V), rapport du travail gratuit sur le travail payé, et la composition organique du capital (C/V), rapport du travail mort sur le travail vivant. Divisons chaque membre du rapport par V, ce qui ne change pas la valeur du rapport.

1. Ce chapitre peut paraître incomplet. Il se contente en effet de définir avec un peu plus de précision ce qu'est cette loi et d'énoncer les moyens mis en œuvre pour contrecarrer la baisse et les contradictions qui apparaissent dans le développement de la loi. Mais l'étude plus précise de ces moyens et de ces contradictions, d'une part, a déjà été abordée dans des chapitres antérieurs (chapitre 3 : tendance à accumuler) et, d'autre part surtout, va être développée dans les chapitres suivants.

Nous avons alors : taux de profit $= \dfrac{PL/V}{C/V + V/V}$;
ou encore :

$$\text{taux de profit} = \frac{PL/V}{C/V + I}$$

Or, nous avons montré qu'il existait, liée à la tendance à accumuler, *une tendance à la hausse de la composition organique du capital C/V*. Il est clair que si C/V tend à augmenter, le rapport $\dfrac{PL/V}{C/V + I}$ tend, lui, à baisser. La tendance à la baisse du taux de profit est donc liée à la tendance à la hausse de la composition organique du capital.

Section II. — La signification de la loi

Elle est *double* :

1. La loi de baisse du taux de profit n'est qu'une *tendance*. Elle ne signifie pas que chaque jour le taux de profit baisse, depuis que le système capitaliste existe, pour arriver un jour à zéro ! La loi de baisse du taux de profit *existe sans cesse*, mais elle ne se manifeste pas forcément dans la réalité par une baisse *effective* du taux de profit, car, comme nous le verrons, des effets peuvent contrecarrer cette baisse. C'est pourquoi l'on dit qu'il s'agit d'une *tendance* qui exprime un ensemble de relations entre l'accumulation du capital, la composition organique du capital, les progrès dans la productivité du travail et l'exploitation. Cette tendance est une caractéristique essentielle et permanente du système capitaliste.

En d'autres termes, ce n'est pas parce que pendant, par exemple, vingt ans, le taux de profit ne baisse pas, que la loi est fausse. Cela signifie seulement que des effets découlant, par exemple, de la politique coloniale de la bourgeoisie ou des interventions économiques de l'Etat bourgeois sont venus contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit. C'est précisément cette tentative de contrecarrer cette

baisse qui explique l'intervention croissante de l'Etat, l'impérialisme, etc.

2. La tendance à la baisse du taux de profit reflète admirablement bien la contradiction essentielle du mode de production capitaliste, dont nous avons déjà parlé, entre la tendance au développement illimité des forces productives et le maintien des rapports de production existants (le fait notamment que ce sont les capitalistes — détenteurs des moyens de production — qui décident d'acheter machines et force de travail supplémentaires).

En effet, nous avons vu qu'il existait, dans le système capitaliste, une tendance à améliorer sans cesse l'équipement et la productivité du travail, à développer les forces productives. Mais cette tendance elle-même — par les contradictions qu'elle véhicule — s'exprime par une tendance à la baisse du taux de profit. Cette dernière entre en contradiction avec le maintien des rapports de production capitalistes. Ceux-ci constituent alors un frein au développement des forces productives. Le maintien des rapports de production capitalistes conduit ainsi à freiner l'expansion des forces productives, alors même que leur développement est inhérent au mode de production capitaliste. On voit par là comment la tendance à la baisse du taux de profit est au cœur de la contradiction entre la tendance au développement illimité des forces productives et les rapports de production existants.

Section III. — La nécessité pour la bourgeoisie d'essayer de contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit

1. Si le taux de profit baisse effectivement, cela implique :

— *soit la stagnation :* les capitalistes ne développent plus leur outillage, n'accroissent plus la productivité du travail, les taux de profit étant trop faibles : c'est, par exemple, la situation de la France, entre 1930 et 1939, que nous évoquions dans le chapitre 3 ; cette situation s'accompagne d'une aggravation de la lutte des classes ;
— *soit la crise de surproduction :* les capitalistes ne peuvent plus vendre leurs marchandises à leur valeur. La ten-

dance à la baisse du taux de profit se manifeste, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, dans la réalité, de façon périodique, lors des crises de surproduction.

2. Toute l'histoire du mode de production capitaliste est dès lors l'histoire des moyens que la bourgeoisie se donne pour maintenir ou accroître le taux de profit, et donc maintenir un accroissement, même s'il est convulsif, des forces productives. Plus précisément, en dehors même d'abord des moyens mis en œuvre directement par la bourgeoisie, il faut noter que la hausse de C/V (composition organique du capital), *en même temps* qu'elle suscite la tendance à la baisse du taux de profit, a deux effets qui viennent entraver cette tendance à la baisse. C'est en cela que la loi de baisse tendancielle du taux de profit est une loi éminemment contradictoire.

A. La hausse de C/V signifie une hausse de la productivité du travail ; donc, elle peut signifier une baisse du temps de travail socialement nécessaire pour produire les marchandises nécessaires à l'entretien et à la reproduction de la force de travail. En d'autres termes, elle peut signifier une baisse de V (valeur de la force de travail), et donc une augmentation de PL/V (taux de plus-value), par le mécanisme de la plus-value relative. Mais le taux de profit, rappelons-le, est égal à : $\frac{PL/V}{C/V + 1}$; donc, si PL/V augmente, cela peut venir contrecarrer la hausse de C/V et empêcher le taux de profit de baisser.

Cela dit, il existe, d'une part, des limites à l'accroissement de PL/V, comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, et d'autre part, la baisse de V accroît le rapport C/V et donc joue dans le sens de la baisse du taux de profit.

B. La hausse de C/V, prise au niveau *physique*, que l'on appelle composition *technique* du capital, signifie une augmentation plus importante de la *masse matérielle* de machines que du *nombre* d'ouvriers. Mais elle peut signifier une baisse du temps de travail socialement nécessaire pour produire les machines elles-mêmes : parce que l'on utilise davantage de machines perfectionnées par rapport au nombre d'ouvriers, le temps de travail nécessaire pour produire les machines elles-mêmes diminue. Donc, la

valeur unitaire de chaque machine diminue. Pour prendre un exemple :

— Supposons que, durant l'année 1, on dispose de 1 000 machines, chacune ayant une valeur égale à 1 000 heures de travail annuel (c'est-à-dire qu'il a fallu 1 000 heures de travail annuel pour produire chacune d'elles) : la valeur globale de la masse des machines, le capital constant C (si on fait abstraction ici des matières premières), est égal à :

1 000 (machines) × 1 000 (valeur de chaque machine) = 1 000 000

Supposons que, durant l'année 2, on dispose de 2 000 machines, et supposons que le nombre d'ouvriers et le nombre d'heures travaillées par ces ouvriers n'aient pas changé. On a donc une hausse de C/V prise au sens *physique* (augmentation de la masse matérielle de machines, et stagnation de nombre d'ouvriers). La hausse de C/V signifie une hausse de la productivité du travail ; supposons donc que le temps de travail annuel nécessaire pour produire les machines ne soit plus de 1 000 heures mais de 500, la valeur globale de la masse des machines sera égale à :

2 000 (machines) × 500 (valeur de chaque machine) = 1 000 000

Donc la baisse de la valeur unitaire des machines (liée à la hausse de C/V en termes physiques) a compensé l'augmentation de la quantité de machines.

Dans cet exemple, l'effet sur le taux de profit sera nul, puisque C/V (en termes de valeurs globales, et non en termes physiques) ne change pas.

En dehors de ces deux effets, liés à la hausse même de C/V (hausse responsable de la tendance à la baisse du taux de profit), qui viennent contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit, toutes les autres causes qui la contrecarrent sont liées à *des moyens mis en œuvre par la bourgeoisie.*

Plus précisément, il va nous falloir, dans les chapitres suivants, étudier *deux phénomènes* :

1. Nous verrons comment la tendance à la baisse du taux de profit se manifeste concrètement, de façon périodique, lors des crises de surproduction, qui, à la fois, se caractérisent par une brusque et forte baisse du taux moyen de profit, et créent des conditions favorables à une nouvelle augmentation du taux moyen de profit : chapitre 6 ;

2. Nous étudierons les divers moyens mis en œuvre par la bourgeoisie pour tenter de contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit. Nous avons déjà étudié, en fait, l'un d'entre eux : la concentration et la centralisation du capital (*cf.* chap. 3). Il nous faudra donc voir :

— le développement du travail improductif : chapitre 7 ;
— l'impérialisme : chapitre 8 ;
— les interventions économiques de l'Etat bourgeois, qui se développent massivement à partir de la Seconde Guerre mondiale : chapitre 9.

En même temps que l'étude de ces moyens qui contrecarrent la tendance à la baisse du taux de profit, il nous faudra montrer *comment ils n'ont réussi, en rien, à éliminer les contradictions dans le développement du mode de production capitaliste :*

1. L'impérialisme fait naître de nouvelles contradictions, en suscitant l'actualité de la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

2. Ni la centralisation du capital ni l'impérialisme n'ont empêché la loi de baisse tendancielle du taux de profit de se manifester :

— par l'existence d'un chômage permanent massif, dans les pays capitalistes avancés mêmes, entre les deux guerres mondiales ;
— par l'existence périodique de crises de surproduction, s'aggravant jusqu'à la crise de 1929.

3. Les interventions économiques de l'Etat bourgeois ont, pour un temps, atténué le chômage permanent et les crises de surproduction (mais sans les faire disparaître), dans les pays capitalistes avancés. Mais, à partir des années 1960, les contradictions s'exacerbent, les interventions de l'Etat rencontrent des limites. On entre dans une nouvelle phase avec des conséquences importantes sur les problèmes du chômage et des crises, conséquences se manifestant sur le terrain social par une exacerbation de la lutte des classes dans les pays capitalistes avancés eux-mêmes.

6. Les crises de surproduction

Introduction

1. Il apparaît clairement que le développement du capitalisme industriel du XVIIIe siècle à nos jours a été marqué par *une grande instabilité* : aux périodes de prospérité et d'expansion de la production ont toujours succédé des crises de surproduction, suivies de dépression (ou de « récession ») de l'activité économique et d'accroissement aigu du chômage. Du début du XIXe siècle à la Seconde Guerre mondiale, quatorze fois les phases de prospérité furent suivies de crises générales de surproduction, dont les deux dernières furent celle de 1929 et celle qui éclata en 1938, mais qui fut arrêtée par la guerre.

Après la Seconde Guerre mondiale, le phénomène se poursuit, même si, pour des raisons que nous analyserons, les crises et les dépressions, sans disparaître, sont moins amples qu'auparavant : crises en 1948, en 1953, en 1957, etc.

Les phases de prospérité se caractérisent par un développement de la production, lié le plus souvent à l'apparition de nouveaux débouchés provenant soit de l'extension géographique de la production capitaliste (pénétration dans un milieu non capitaliste, à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières), soit de l'apparition de nouveaux secteurs de production (chemins de fer, électricité, industrie chimique, industrie nucléaire, etc.) liée au développement du progrès technique, soit enfin de brusques changements dans les relations de concurrence (par exemple, disparition d'un concurrent à la suite d'une guerre). La prospérité se caractérise également, en principe, par un développement des investissements privés, de l'emploi, des exportations, du crédit, etc.

Les phases de dépression (ou de récession, telles qu'on les appelle depuis 1945, en raison de leur moindre ampleur) se caractérisent, elles, par des phénomènes inverses : baisse de la production (ou ralentissement dans la hausse), des inves-

tissements privés, des exportations, accroissement du chômage, etc.

Notons enfin que, plus on a avancé dans le XIXe siècle, plus la transmission internationale des divers mouvements s'est développée, le parallélisme n'excluant pas cependant d'importantes différences d'intensité de pays à pays.

Lors des crises de surproduction, la tendance à la baisse du taux de profit se manifeste dans la réalité, de façon périodique. La crise, nous le verrons, se caractérise par ce qu'on appelle une *suraccumulation du capital* et une *brusque et forte baisse du taux moyen de profit,* en même temps d'ailleurs qu'elle crée des conditions favorables à une nouvelle augmentation du taux moyen de profit.

2. Nous allons dans ce chapitre aborder trois problèmes :

— La possibilité des crises de surproduction dans le système capitaliste.
— Leur signification profonde.
— Les causes principales de ces crises.

Section I. — La possibilité des crises

1. Une crise économique de façon générale se manifeste par une *interruption du processus normal de développement de la production,* et par une diminution de la quantité de main-d'œuvre et d'instruments de travail utilisée.

Dans les sociétés précapitalistes, les crises se sont présentées sous la forme de destruction soit des producteurs eux-mêmes, soit des moyens de production, par suite de catastrophes naturelles ou sociales : épidémies, inondations, guerres, etc. Cette destruction des producteurs (épidémie) ou des moyens de production suscitait une baisse de la production. La crise précapitaliste est donc *une crise de sous-production de valeurs d'usage,* un phénomène de pénurie qui survient en raison d'un développement insuffisant de la production, essentiellement agricole.

Il n'en est absolument pas de même des crises capitalistes : l'interruption du processus normal de développement de la production, la baisse de la quantité de main-d'œuvre et d'instruments de production utilisée *ne sont pas les causes, mais la conséquence* de la crise ; par exemple :

— dans la crise précapitaliste, on avait : développement

d'une épidémie, entraînant la diminution de la quantité de force de travail utilisée, entraînant elle-même la crise ;

— dans la crise capitaliste, c'est parce qu'il y a crise qu'il y a diminution de la quantité de force de travail engagée.

En fait, la crise capitaliste apparaît comme *une crise de surproduction de valeurs d'échange* : elle s'explique non pas par une insuffisance de la production, mais *par une insuffisance de la demande solvable de marchandises.* Il y a relativement trop de marchandises par rapport à la demande. *Tout ou partie de la valeur d'échange créée* (dans la production) ne peut pas être réalisée (dans la vente sur le marché) : les marchandises qui valent C + V + PL (capital constant + capital variable + plus-value) *ne peuvent pas être vendues à leur valeur,* compte tenu de l'insuffisance de la demande.

2. Ce nouveau type de crises, *crises de surproduction,* résulte des caractéristiques mêmes de la marchandise, et du fait que le capitalisme se caractérise par la production *généralisée* de valeurs d'échange, c'est-à-dire de biens destinés à être vendus sur le marché et transformés en argent, alors que dans les sociétés précapitalistes on produisait uniquement des valeurs d'usage, on produisait non pour vendre, mais pour satisfaire les besoins de la communauté.

Pour consommer une marchandise, dans le système capitaliste, il faut posséder l'équivalent de sa valeur d'échange en argent, il faut pouvoir l'acheter. Les crises de surproduction deviennent, dans ces conditions, *théoriquement possibles* : il suffit, pour qu'elles se produisent, que les propriétaires de marchandises ne puissent plus rencontrer des clients possédant suffisamment d'argent pour acheter toutes les marchandises à leur valeur, pour réaliser toute la valeur d'échange de ces marchandises.

On peut dire que c'est *ce dédoublement de la valeur, en marchandise et en argent, qui crée la possibilité des crises générales de surproduction capitalistes.*

La crise est ainsi l'expression du caractère particulièrement contradictoire que revêt l'accumulation du capital. Contradictoire parce que les intérêts *du* capitaliste entrent en opposition fréquente, plus ou moins aiguisée, avec ses intérêts en tant qu'appartenant à la *classe* capitaliste. Prenons un exemple : si le capitaliste A voit son taux de profit baisser, il peut, dans un premier temps, licencier des tra-

vailleurs et accroître les cadences, espérant ainsi diminuer ses coûts et retrouver ses marges bénéficiaires. Mais si beaucoup de capitalistes font de même, et il ne peut pas les en empêcher, le but recherché n'est pas atteint. Loin de se rétablir, le taux de profit baisse, la crise se généralise. Le capitaliste A obtient l'inverse de ce qu'il recherche précisément parce qu'il ne domine pas les lois du marché et que celles-ci se retournent contre lui. La création de chômage qui résulte de son action et de celle de ses imitateurs, si elle diminue provisoirement les coûts, ne permet pas aux marchandises de se vendre à leur valeur. La plus-value ne se réalise pas ou peu. L'accroissement du chômage signifie moins de salaire versé, et donc moins de possibilité d'écouler les marchandises. La forme argent est insuffisante par rapport à la forme marchandise, pour que celle-ci puisse être écoulée à sa valeur.

Si la vente des marchandises à leur valeur n'a pas lieu, ou n'a pas lieu en partie, les *capitalistes ne pourront pas recommencer immédiatement le procès de production sur une échelle élargie*. Cela peut arriver aussi bien à *un* capitaliste individuel qu'à *l'ensemble* des capitalistes, c'est-à-dire au capital dans son ensemble : ce qu'on appelle la reproduction élargie du capital est momentanément interrompue.

En *résumé,* nous dirons que la valeur doit être non seulement produite sous forme de marchandise, mais aussi convertie sous forme d'argent. Cette unité de la production et de la conversion doit être affirmée, *mais ne l'est pas nécessairement* : il y a possibilité de crise.

Section II. — La signification des crises

Elle est *double* :

1. *La crise est l'expression d'une disproportion entre les deux grands secteurs de la production* : le secteur qui produit des biens de consommation (qui permettent de satisfaire *directement* les besoins des consommateurs : nourriture, vêtements, automobiles, etc.), et le secteur qui produit des biens de production, ou biens d'équipement (machines utilisées pour produire les biens de consommation eux-mêmes). La crise signifie l'existence d'un développement non proportionnel des deux secteurs et reflète la nécessité de ce développement non proportionnel.

Plus précisément, *pour que la reproduction élargie du capital (l'accumulation sur une plus grande échelle) s'effectue sans interruption, il faut que soient constamment reproduites un certain nombre de conditions d'équilibre.* Quelles sont-elles ?

L'*offre totale* annuelle de marchandises O, qui est égale à C + V + PL, se décompose en deux : $O_1 + O_2$

où : O_1 = production de biens de production
O_2 = production de biens de consommation

La valeur annuelle des biens de production se décompose elle-même en ses termes constituants, soit : $C_1 + V_1 + PL_1$, tandis que la valeur annuelle des biens de consommation se décompose en : $C_2 + V_2 + PL_2$.

Nous avons donc :

$$O = C + V + PL$$
$$O = O_1 + O_2$$
$$O = C_1 + V_1 + PL_1 + C_2 + V_2 + PL_2$$

La demande totale annuelle de marchandises, D, se décompose également en deux : $D_1 + D_2$

où D_1 = demande de biens de production
D_2 = demande de biens de consommation

La demande de biens de consommation a trois origines :

— Les salaires versés aux travailleurs[1] : $V_1 + V_2$.

— La partie de la plus-value que les capitalistes vont utiliser pour acheter des biens de consommation : appelons-la R, qui se décompose en R_1 (partie de la plus-value que les capitalistes du secteur fabriquant des biens de production utilisent pour acheter des biens de consommation) et R_2 (partie de la plus-value que les capitalistes du secteur fabriquant des biens de consommation utilisent pour acheter des biens de consommation).

— La partie de la plus-value accumulée que les capitalistes consacrent à embaucher de nouveaux travailleurs, en d'autres termes qui sert à payer de nouveaux salaires, lesquels seront utilisés pour accroître la demande de biens de

1. On supposera ici, pour simplifier, que l'ensemble des salaires $V = V_1 + V_2$, est utilisé pour acheter des biens de consommation, en d'autres termes que les travailleurs n'épargnent pas.

consommation [2] : appelons-la PLV, qui se divise elle-même en PLV_1 et PLV_2, selon qu'il s'agit de l'un ou l'autre secteur.

La demande de *biens de production* a, elle, *deux* origines :

— La demande de biens de production servant simplement à renouveler le matériel usé : c'est le capital constant amorti, C, qui se divise en C_1 et C_2, selon qu'il s'agit de la demande des capitalistes de l'un ou de l'autre secteur.

— La partie de la plus-value accumulée que les capitalistes consacrent à acheter de *nouveaux* biens de production : appelons-la PLC, qui se divise elle-même en PLC_1 et PLC_2.

Au total, nous avons :

Offre de biens de production $= O_1 = C_1 + V_1 + PL_1$
Offre de biens de consommation $= O_2 = C_2 + V_2 + PL_2$
Demande de biens de production $= D_1 = C_1 + C_2 + PLC_1 + PLC_2$
Demande de biens de consommation $= D_2 = V_1 + V_2 + R_1 + R_2 + PLV_1 + PLV_2$

Pour que *le système soit en équilibre*, il faut que l'offre et la demande s'équilibrent pour les deux catégories de marchandises ; on doit donc avoir :

$$O_1 = D_1$$
$$O_2 = D_2$$

ce qui peut s'écrire :

$$C_1 + V_1 + PL_1 = C_1 + C_2 + PLC_1 + PLC_2$$
$$C_2 + V_2 + PL_2 = V_1 + V_2 + R_1 + R_2 + PLV_1 + PLV_2$$

Ces deux égalités, condition d'équilibre général de la production capitaliste, peuvent se ramener à une seule et même égalité. En effet, si on décompose PL_1 et PL_2, on obtient :

$$PL_1 = R_1 + PLC_1 + PLV_1$$
$$PL_2 = R_2 + PLC_2 + PLV_2$$

2. La plus-value touchée par les capitalistes, PL, se divise en effet en deux parts :

— l'une suscite une nouvelle demande de biens de consommation : c'est $R_1 + R_2$;

— l'autre est accumulée ; cette partie va, elle-même, être utilisée de deux façons : embaucher de nouveaux travailleurs (c'est le cas qui nous intéresse ici), acheter de nouvelles machines.

Remplaçons PL_1 et PL_2 par leur valeur, dans les deux égalités. Nous avons :

$$C_1 + V_1 + R_1 + PLC_1 + PLV_1 = C_1 + C_2 + PLC_1 + PLC_2$$

En éliminant les termes communs des deux côtés, on obtient :

$$V_1 + R_1 + PLV_1 = C_2 + PLC_2$$

De même nous avons :

$$C_2 + V_2 + R_2 + PLC_2 + PLV_2 = V_1 + V_2 + R_1 + R_2 + PLV_1 + PLV_2$$

En éliminant les termes communs des deux côtés, on obtient :

$$C_2 + PLC_2 = V_1 + R_1 + PLV_1$$

On obtient ainsi une seule et même condition d'équilibre général de la production capitaliste :

$$V_1 + R_1 + PLV_1 = C_2 + PLC_2$$

Cette condition d'équilibre du marché capitaliste ne représente pas une donnée fictive : $V_1 + R_1 + PLV_1$, c'est-à-dire les salaires payés et la fraction de la plus-value non accumulée en capital constant dans le secteur des biens de production, c'est la *demande totale de biens de consommation créée par la production des biens de production.* $C_2 + PLC_2$, c'est-à-dire le capital constant à remplacer et le capital constant à accumuler dans le secteur des biens de consommation, c'est la *demande totale de biens de production créée par la production des biens de consommation.* L'équation entre ces deux grandeurs, en tant qu'équation d'équilibre du marché capitaliste signifie simplement ceci : *l'économie capitaliste est en équilibre lorsque la production de biens de production suscite une demande de biens de consommation égale à la demande de biens de production suscitée par la production de biens de consommation.* Ou en d'autres termes : le marché capitaliste est en équilibre lorsque l'offre et la demande réciproques de marchandises est égale entre les deux secteurs de la production capitaliste.

A contrario, *la crise de surproduction signifie que cette condition d'équilibre n'est pas et ne peut être respectée : elle est l'expression de l'évolution non compatible des deux secteurs.* Plus précisément, la crise est un *moment* dans le développement du système capitaliste. Elle est une sanction.

Elle est l'expression forte de l'anarchie du système. Comme les conditions d'équilibre ne peuvent être respectées, car elles résultent de décisions individuelles plus ou moins indépendantes les unes des autres, le système capitaliste se trouve toujours dans l'une des trois phases : l'avant-crise, la crise, l'après-crise. *Il n'est jamais en équilibre.* L'évolution de la production ne peut être que chaotique, jamais régulière. Et ce précisément parce qu'elle suppose l'exploitation des travailleurs, l'impossibilité de les intégrer entièrement et définitivement.

2. Si on veut saisir la *signification essentielle* des crises de surproduction, il faut lier leur développement et leurs conséquences *aux mouvements du taux moyen de profit,* et donc à la position mouvante du capital face au travail.

On peut, en effet, affirmer :

1. que la crise se caractérise par *une brusque et forte baisse du taux moyen de profit* : la tendance à la baisse du taux de profit se manifeste dans la réalité, de façon périodique, lors des crises de surproduction ;
2. que la crise crée des *conditions favorables à une nouvelle augmentation du taux moyen de profit,* et au processus de reprise économique.

Reprenons ces deux points :

1. La crise se caractérise par *une brusque et forte baisse du taux moyen de profit.* En effet, au fur et à mesure que se déroule la phase de prospérité, trois phénomènes vont apparaître :

— *1er phénomène :* une augmentation de C/V (composition organique du capital), suscitée par la création d'équipements modernes lors de la phase de prospérité ;

— *2e phénomène :* une baisse de PL/V (taux de plus-value) due aux éventuelles augmentations de salaires (la prospérité crée des conditions favorables à la lutte des travailleurs pour obtenir des salaires plus élevés), et due à l'impossibilité d'accroître la durée et l'intensité du travail au-delà d'un certain seuil ;

— *3e phénomène :* au fur et à mesure que les capacités de production se développent, l'offre de marchandises sur le

marché augmente. Il arrive un moment où l'offre va devenir supérieure à la demande. Plus précisément, la partie des marchandises produites dans les conditions de productivité les moins bonnes (coûts de production = C + V, les plus élevés) est invendable à sa valeur.

Ces marchandises, en d'autres termes, contiennent du temps de travail *gaspillé,* au niveau social. A un certain moment, l'écart entre l'offre et la demande sera tel que les prix des marchandises vont baisser (ou parfois s'effondrer), et que les entreprises travaillant dans les conditions de productivité les moins bonnes vont être obligées de fermer.

On notera que ce phénomène est *un trait spécifique du capitalisme,* caractérisé par l'appropriation privée des moyens de production et l'absence de planification centrale.

En effet, c'est parce que l'accroissement de la production n'est pas centralement planifié, et qu'il est lié aux décisions *individuelles* de chaque capitaliste cherchant à maximiser son taux de profit, qu'à un moment donné l'offre de marchandises va devenir supérieure à la demande.

Les producteurs travaillant dans les moins bonnes conditions de productivité ne peuvent réaliser sur le marché toute la valeur (C + V + PL) de leurs marchandises : le temps de travail *effectivement* dépensé pour leur production est supérieur au temps de travail *socialement* nécessaire (c'est-à-dire compte tenu de la productivité moyenne).

Les crises, précisément, permettent d'*adapter* périodiquement la quantité de travail effectivement dépensée dans la production, et la quantité de travail socialement nécessaire. *Elles sont la sanction du gaspillage du temps de travail.* La production capitaliste n'étant pas consciemment planifiée, l'*ajustement se produit non pas a priori* (c'est-à-dire avant même de produire), *mais a posteriori* (c'est-à-dire lorsque la production, déjà réalisée, arrive sur le marché) : lorsque la production arrive à la valeur C + V + PL sur le marché, et que le marché n'en veut pas à cette valeur, on s'aperçoit a posteriori que du temps de travail a été gaspillé. Les producteurs les plus archaïques seront sanctionnés, et éliminés.

Ces trois phénomènes (hausse de C/V, baisse de PL/V, offre supérieure à la demande et suscitant une baisse des prix) expliquent qu'à un moment donné donc, il y aura une brusque et forte baisse du taux moyen de profit.

2. Par ailleurs, la crise crée *des conditions favorables à une nouvelle augmentation du taux moyen de profit,* et au processus de reprise.

On assiste en effet à :

a) une baisse de C/V (composition organique du capital) : en effet, on remet en marche des machines et usines *déjà* existantes, mais on embauche de la *nouvelle* main-d'œuvre ;

b) une augmentation du taux de plus-value (PL/V) due à l'existence à la fin de la dépression, de salaires réels bas, et aux possibilités d'accroître la durée et l'intensité du travail ;

c) et *surtout,* la crise, par les faillites et les fermetures d'usines qu'elle entraîne, signifie une *décapitalisation,* c'est-à-dire la destruction d'une masse de machines et de matières premières[3], et une *dépréciation* du capital, due à la baisse de son prix.

Cette décapitalisation et cette dépréciation du capital, toutes deux brutales et signifiant une baisse en volume et en valeur du capital constant, apportent une solution provisoire à la suraccumulation du capital, en même temps qu'elles *permettent une nouvelle élévation du taux moyen de profit.*

Ainsi, c'est à travers les crises que se réalise la chute tendancielle du taux moyen de profit. Mais les crises constituent en même temps la réaction du système contre cette chute.

Section III. — Les causes des crises

Nous entrons là dans un domaine à la fois difficile et peu exploré. Nous n'apporterons rien de nouveau, nous contentant de rester à un niveau très général. De ce point de vue, on peut affirmer que *deux éléments* jouent conjointement un rôle important dans l'éruption des crises : la

---

3. Que l'on songe à l'exemple célèbre du café brésilien utilisé comme combustible dans les locomotives, durant la crise de 1929 ! Ou à la disparition de milliers d'entreprises, durant cette même crise.

tendance à limiter la consommation des masses et l'anarchie de la production.

1. *La tendance à limiter la consommation des masses*

Le capitaliste doit vendre ses marchandises sur le marché, et pour ce faire doit trouver des acheteurs. Or, le capitaliste s'efforce de limiter au maximum l'argent qu'il distribue sous forme de salaires. Le capital tend, dans la valeur totale des marchandises produites, à diminuer relativement la part nécessaire à l'entretien et à la reproduction de la force de travail. Chaque capitaliste va essayer de diminuer au maximum ce que lui coûte la force de travail : les salaires versés à ses propres ouvriers. Ce qui est vrai pour le capitaliste est ici vrai pour la classe capitaliste dans son ensemble. On aboutit ainsi à une contradiction : les capitalistes, cherchant à mettre au maximum leur capital en valeur, d'une part doivent transformer en argent sur le marché leur production sans cesse élargie de marchandises et, d'autre part, s'efforcent de limiter la quantité d'argent versée à leurs ouvriers sous forme de salaires.

Au niveau social, *la classe capitaliste dans son ensemble s'efforce donc de limiter le pouvoir d'achat des travailleurs.* Il y a une tendance à jeter le minimum d'argent dans la circulation, alors que la réalisation de la valeur implique la nécessité de retirer toujours plus d'argent de la circulation.

Cette *contradiction* entre la tendance au développement illimité de la production et la tendance à la restriction relative de la consommation des larges masses joue donc un rôle certain dans l'éruption des crises.

Certes, le pouvoir d'achat limité de la classe ouvrière *ne représente pas l'ensemble du pouvoir d'achat existant à un moment donné.* Le pouvoir d'achat de la bourgeoisie (achats de biens de consommation, et *surtout achats de biens de production*) est aussi une composante du pouvoir d'achat de l'ensemble de la société.

Il faut, en particulier, prendre en considération la demande de biens de production par la bourgeoisie, qui est aussi une source de débouchés et dont l'importance peut, *pour un temps,* compenser l'insuffisance de la demande de biens de consommation. Mais la demande de biens de production *ne peut pallier en permanence* cette insuffisance de la consommation. En effet, les biens de production

(machines, matières premières) sont, par définition, des biens servant à la production de biens de consommation. La demande de biens de production sera donc, *en dernière analyse*, limitée par la demande de biens de consommation : aucun producteur de textiles ne doublera sa capacité de production (par l'achat de nouveaux biens de production), si l'analyse du marché lui démontre qu'on ne s'attend à aucune expansion de la vente des produits textiles. La production de biens de production ne peut pas s'étendre *en permanence* sans se soucier de l'accroissement de la demande de biens de consommation.

2. *L'anarchie de la production*

Celle-ci bouleverse périodiquement les conditions d'équilibre entre les deux grands secteurs (celui des biens de production et celui des biens de consommation), conditions que nous avons précisées précédemment.

Notons que cette anarchie de la production capitaliste ne doit pas être considérée comme une cause en soi des crises, indépendante de toutes les autres caractéristiques du mode de production capitaliste, et notamment de la contradiction entre la tendance à accroître la production et la tendance à limiter relativement la consommation des masses. L'existence, en effet, d'une *certaine proportion* entre la capacité de production et le pouvoir d'achat disponible pour l'achat des biens de consommation fait partie inhérente des conditions de proportionnalité nécessaires pour éviter une crise.

De façon plus générale, c'est *conjointement* qu'agissent la tendance à la consommation limitée des masses, venant restreindre les débouchés pour la production, et l'anarchie de la production, se manifestant notamment par des différences périodiques entre les taux de profit et les productions des deux grands secteurs, pour provoquer l'éruption des crises.

La crise, en définitive, signifie l'impossibilité « *de maintenir l'ancien niveau de valeurs, de prix et de taux de profit, avec une masse de capitaux accrue*. C'est le conflit entre les conditions d'accumulation et de mise en valeur du capital, qui n'est que le déploiement de toutes les contradictions inhérentes au capitalisme, qui interviennent *toutes* dans cette explication des crises : con-

tradiction entre le développement majeur de la capacité de production et le développement plus restreint de la capacité de consommation des larges masses ; contradictions issues de l'anarchie de la production résultant de la concurrence, de l'augmentation de la composition organique du capital et de la chute du taux de profit[4] ».

CONCLUSION

1. Les crises de surproduction se sont produites périodiquement durant toute l'histoire du capitalisme industriel. Ces crises sont devenues de plus en plus graves. Si l'on prend l'exemple de la crise de 1929 aux Etats-Unis, on constate que, de 1929 à 1933 : la production industrielle baisse de moitié, les investissements privés de 90 %, les prix de 30 %, la masse salariale de 55 %, l'emploi de 30 % (en 1933, 27 % de la population active est au chômage), 6 000 banques suspendent leurs paiements, etc. Notons qu'en 1938 le niveau de la production était encore inférieur à celui atteint en 1929, à la veille de la crise, et que 17 % de la population active était encore au chômage.

La crise de 1929 est l'exemple de *décapitalisation* et de *dépréciation* les plus *brutales* qu'ait jamais connues le capitalisme.

2. Depuis la Seconde Guerre mondiale, le capitalisme a certes connu des crises (en 1948-1949, en 1953-1954, en 1957-1958, en 1960-1961, etc.), mais des caractéristiques nouvelles sont apparues :

— durée plus longue des phases d'expansion ;
— moindre intensité des crises ;
— existence d'une hausse des prix permanente, y compris durant les phases de récession.

L'explication essentielle de ce changement réside dans *les interventions de l'Etat bourgeois*, que nous étudierons dans le chapitre 9.

---

4. E. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*. Pour plus de précisions, cf. le numéro 11-12 de *Critiques de l'économie politique*, notamment l'article d'A. Lennart, qui critique les conceptions de Lénine.

7. Le travail improductif

La distinction entre travailleurs productifs et travailleurs improductifs découle de la loi de la valeur. Elle permet d'ébaucher une analyse de la formation sociale. C'est la raison pour laquelle, parallèlement au rejet de la loi de la valeur par les économistes bourgeois, cette distinction a été dénoncée par les chantres du capitalisme.

Sont considérés comme travailleurs productifs selon Marx ceux qui effectuent un travail productif, « le travail productif étant celui qui *engendre* directement de la plus-value, c'est-à-dire qui *valorise* le capital ». Nous avons ainsi, *a contrario,* la définition des travailleurs improductifs.

Cette définition est insuffisante. Au sein même de la catégorie d'improductifs coexistent diverses catégories de travailleurs totalement dissemblables. Ainsi peuvent coexister des non-salariés et des salariés, des salariés exploités, d'autres qui ne le sont pas. La catégorie d'improductifs va ainsi de la prostituée au clergé en passant par le flic, le juge et l'enseignant ! Leur seul dénominateur commun est de ne pas contribuer à la production de richesse et de participer néanmoins à sa distribution.

Cette hétérogénéité dans la catégorie d'improductifs nécessite une analyse plus fine de leur composition. Autant au XIX[e] siècle il s'agissait principalement des flics, juges, prêtres, etc., autant aujourd'hui leur composition a changé.

Le développement des contradictions du système capitaliste a nécessité *l'apparition de plus en plus massive d'une nouvelle catégorie d'improductifs : celle des travailleurs dont la fonction principale est de convertir les marchandises en argent, c'est-à-dire de les vendre.* En d'autres termes, pour répondre aux contradictions propres à l'accumulation du capital — et principalement au niveau de la baisse tendancielle de son taux de profit — le système a dû sous-produire massivement une nouvelle

catégorie de travailleurs improductifs : les travailleurs du commerce (pas les commerçants !), de la publicité, du marketing[1]. Nous appellerons cette catégorie de travailleurs improductifs : les travailleurs commerciaux[2].

Il apparaît ainsi que cette catégorie d'improductifs ne joue pas le même rôle dans la société que la prostituée ou le flic, par exemple. Pour comprendre leur rôle, pour comprendre pourquoi le système en a besoin massivement pour s'étendre et survivre, il faut *non pas* partir du procès de production lui-même (c'est-à-dire là où se crée la valeur), mais partir, comme nous l'enseigne Marx, du *procès de reproduction* total du capital. Ce procès de reproduction total du capital comprend la sphère de la production et celle de la circulation, c'est-à-dire de la mise en vente des marchandises une fois produites.

C'est en partant de cette conception plus globale qu'on peut comprendre comment ces travailleurs sont exploités alors même qu'ils ne produisent aucune plus-value, pourquoi ces travailleurs sont nécessaires pour dépasser provisoirement les contradictions engendrées par le système, au niveau de la baisse tendancielle de son taux de profit.

SECTION I. — L'EXPLOITATION DES TRAVAILLEURS COMMERCIAUX

Les travailleurs commerciaux sont employés par le capital commercial. Le capital commercial se situe *par rapport* au capital industriel. Il permet la conversion en argent des marchandises produites dans le secteur industriel — c'est-à-dire dans la sphère productive. Il permet donc la recomposition du capital industriel une fois les marchandises vendues. C'est parce qu'il remplit cette fonction qu'il va être « rémunéré ».

---

1. Il s'agit par exemple des travailleurs des magasins à grande surface, des travailleurs de la publicité (Havas, Publicis, par exemple) et des sociétés multiples de marketing qui se créent aujourd'hui (cf. chap. 3), insérées ou non dans les grandes entreprises industrielles.

2. Nous ne développerons ici que les travailleurs improductifs du commerce. Nous n'avons pas traité le rôle et la fonction d'autres types de travailleurs improductifs, tels que les travailleurs de la recherche, fonctionnaires et autres dont le statut est plus difficile à déterminer. A ce sujet, voir *C.E.P.*, n[os] 10 et 11-12.

Le capital commercial rapporte ainsi un taux de profit bien qu'il ne produise pas de valeur. Le capital commercial participe ainsi à la péréquation du taux de profit, mais le profit dont il bénéficie a pour origine le secteur productif. Donc parce que, capital en fonction, le capital commercial rapporte un taux de profit moyen, mais parce que opérant dans la sphère de la circulation (improductive), ce profit résultera d'un transfert de plus-value sociale.

Le capital commercial sert à acheter les marchandises aux industriels et à les vendre. Pour ce faire, il a besoin de capital constant (machines essentiellement) et de capital variable. Il achète donc de la force de travail à sa valeur.

Comment peut-on dire que le capital commercial exploite cette force de travail alors même qu'elle ne produit aucune valeur, aucune plus-value ? Nous avons vu en effet que l'exploitation provenait de l'appropriation par le capitalisme du surtravail. L'exploitation n'était ainsi que le résultat de l'appropriation privée de l'écart entre ce que coûte au capitalisme l'achat de la force de travail et la valeur que produit cette force de travail.

Le paradoxe n'est en fait qu'apparent. Certes, le capitaliste commercial ne s'approprie pas l'écart entre la valeur de la force de travail et la valeur qu'elle produit, puisqu'elle n'en produit aucune. Mais l'utilisation d'une certaine quantité de force de travail par le capitaliste commercial *permet à celui-ci de jouer sa fonction* par rapport au capitaliste industriel. C'est parce qu'il utilise de la force de travail qu'il peut rendre au capitaliste industriel des services. C'est parce qu'il rend ces services qu'il reçoit une partie de la plus-value produite dans la sphère de la production. C'est avec cette plus-value qu'il va payer les travailleurs commerciaux. *L'exploitation des travailleurs du commerce résulte donc d'un phénomène différent de celle qu'on constate dans la sphère de la production. Elle n'en demeure pas moins.* C'est pourquoi l'achat de force de travail à sa valeur *apparaît* au capitaliste commercial comme *source* de profit alors qu'elle ne produit aucune valeur. Cette *apparence* provient du fait que cette force de travail autorise un transfert de plus-value proportionnel au montant du capital commercial engagé, *supérieur* au coût qu'elle représente, et cela en raison de la *place spécifique* qu'occupent les tra-

vailleurs commerciaux dans le procès de reproduction total du capital.

Bien que ne produisant pas de plus-value, le travailleur commercial subit donc l'exploitation. Là se trouve le *fondement* même de sa prise de conscience de classe. La multiplication des travailleurs commerciaux, l'introduction du machinisme et la division croissante du travail, la place spécifique qu'ils occupent dans le procès total de reproduction du capital les distinguent des autres improductifs, font que nombreux sont aujourd'hui ceux qui identifient leur combat d'émancipation à celui de la classe ouvrière. L'analyse montre ainsi que ces travailleurs — de plus en plus nombreux — ne constituent pas une aile marginalisée, qu'ils sont partie prenante du combat de la classe ouvrière, par le processus même d'exploitation qu'ils subissent, alors même qu'ils ne créent directement aucune valeur, alors même qu'ils vivent sur la plus-value, c'est-à-dire sur le surtravail créé dans la production.

Section II. — Le travail improductif comme force qui contrecarre la baisse du taux de profit

Ces travailleurs commerciaux représentent dans un premier temps une charge. Le capital commercial ne produit aucune valeur, aucune plus-value. Il devrait donc contribuer à réduire le taux de profit, dans la mesure où il affecte seulement le dénominateur de ce taux (C + V). En effet, puisqu'il ne produit aucune valeur, le numérateur PL demeure inchangé, mais le dénominateur — qui lui intègre le capital constant et le capital variable — augmente.

Or, nous avons dit que l'appel croissant aux travailleurs improductifs *provenait précisément de la nécessité de lutter contre la baisse du taux de profit.* Y a-t-il contradiction ? Non. C'est le déroulement même du phénomène qui ne peut se comprendre que si, abandonnant l'analyse cartésienne de type mécaniste, on fait appel à la dialectique.

L'existence des travailleurs commerciaux n'est pas un accident. Si elle correspond à une nécessité, c'est qu'il y a un problème, et c'est la tentative d'apporter une solution à ce problème, de surmonter provisoirement une contradiction, qui explique l'expansion de cette catégorie sociale.

Ainsi les travailleurs commerciaux, le capital commer-

cial abaissent le taux de profit *à première vue. Mais* leur existence provient précisément de ce que, *sans eux,* le taux de profit se serait abaissé *encore plus.* Si le capitaliste industriel ne faisait pas appel au capitaliste commercial, et donc aux travailleurs improductifs, il devrait tenter de remplir une fonction supplémentaire : celle de *convertir* les marchandises en argent, celle de *chercher* à les vendre. Comme le note Marx, il en découlerait pour lui non seulement une perte de temps (et donc d'argent), mais aussi une conversion de ses marchandises plus tardive, plus chaotique. L'existence du capital commercial permet au niveau global que moins de temps soit consacré au procès de circulation et que celui-ci se déroule de manière plus régulière, grâce à la *division du travail* qu'elle entraîne.

De plus, grâce à la division du travail, à l'affectation particulière du capital dans la sphère de la production et dans celle de la circulation, l'existence du capital commercial permet au capital industriel d'acquérir une *efficacité accrue.* Le résultat global et final *peut* être dans un premier temps que la somme de capital constant et de capital variable du capital industriel et du capital commercial réunis *peut être* inférieure à la somme du capital constant et du capital variable du capital industriel s'il opérait seul.

Ainsi, l'adjonction de capital commercial apparaît dans un premier temps comme une charge, abaissant le taux de profit, mais cette charge permet de telles économies de capital industriel que la masse de capital industriel et de capital commercial, pour une même plus-value produite, peut être inférieure. On comprend dès lors que l'extension du capital commercial puisse contrecarrer la baisse du taux de profit en autorisant une efficacité accrue du capital industriel. Ce phénomène a d'autant plus de chances de se produire que l'apport de capital commercial permet — grâce à la fonction qu'il remplit dans la sphère de la circulation — *d'augmenter la rotation du capital.* En d'autres termes, le même capital total (industriel et commercial) peut produire *plus vite* de la plus-value qui, accumulée, redevient capital. En effet, le capital produit dans une période d'autant plus de plus-value qu'il connaît une rotation plus rapide.

Le capital commercial constitue une charge. Cette charge tend à se convertir en son propre contraire. L'augmentation extraordinaire depuis trente ans de ces travailleurs impro-

ductifs influe donc sur le développement du mode de production capitaliste. Elle tend à favoriser les facteurs qui contrecarrent la baisse du taux de profit[3].

Curieux système qui, pour survivre, se doit de consacrer une part croissante de sa force de travail à ne rien produire pour réaliser le reste !

---

3. Sur l'ensemble de ces problèmes, d'importants désaccords existent et la discussion est vive. Voir les articles d'Altvater, Colliot-Thélène, Koga, Salama, Andoche, Paul Gueda, Lagrange, dans *C.E.P.*, nos 10 et 11-12.

8. L'impérialisme

Introduction

1. *Le cadre général d'étude de l'impérialisme*

Avant même de comprendre ce qu'est l'impérialisme, il faut préciser que le processus de production capitaliste est, à la fois, *mondial* et *hiérarchisé.*

A. *Mondial*

Les capitalistes, nous l'avons vu, ne peuvent survivre qu'à la condition d'accumuler, de transformer constamment leurs instruments de production. Cette transformation suppose et en même temps entraîne le développement de la division du travail. Contraints d'étendre sans cesse la base de leur accumulation, les capitalistes ont internationalisé leur production, en entraînant l'ensemble des nations dans leur propre sphère d'action. De là est née une économie mondiale, qui n'est pas la simple somme des économies nationales, mais une réalité qui domine les marchés nationaux. L'interdépendance des économies nationales et l'existence de cette économie mondiale sont, notons-le, le fondement scientifique de l'internationalisme prolétarien.

B. *Hiérarchisé*

Le processus productif mondial est structuré en économies dominantes et économies dominées. Cette structuration est le résultat des conditions *historiques* de développement du système capitaliste, conditions relevant de ce qu'on appelle la *loi du développement inégal et combiné.* Nous étudierons plus particulièrement cette loi (notamment l'aspect combiné du développement) dans la section III de ce chapitre. Contentons-nous ici de noter que le développement *inégal,* entre pays, se rencontre à deux niveaux essentiels :

— développement inégal entre pays capitalistes avancés, c'est-à-dire entre pays où le mode de production capitaliste est fermement installé, qui a vu successivement la domination de la Hollande, de l'Angleterre et des Etats-Unis, qui, à leur tour, connaissent un déclin relatif au bénéfice des bourgeoisies allemande et japonaise ;

— développement inégal, lié au premier, entre pays capitalistes avancés et pays coloniaux et semi-coloniaux, c'est-à-dire entre pays où le mode de production capitaliste est fermement installé, et pays ne connaissant pas véritablement le développement d'un capitalisme national.

2. *Nature et importance de l'impérialisme*

A. L'impérialisme a connu plusieurs définitions. Dans une première approche, l'impérialisme peut se définir comme *une relation de domination, essentiellement celle des économies des pays capitalistes avancés sur celles des pays coloniaux et semi-coloniaux, où la pénétration du capitalisme a signifié la destruction des secteurs précapitalistes, mais sans que se développe un capitalisme national* [1] ; cette relation de domination devient une *nécessité vitale* pour les pays capitalistes avancés.

B. Cette relation de domination existe depuis la naissance du système capitaliste, mais *sa forme* a évolué historiquement.

a) A la naissance du capitalisme, en Europe occidentale, à partir du XVIe siècle (époque dite de l'accumulation primitive des capitaux), *le vol et le pillage* des peuples d'outre-mer ont joué un rôle très important dans la constitution à bas prix d'un capital considérable : la conquête et le pillage des trésors du Mexique et du Pérou, de l'Indonésie ou de l'Inde, etc., ont joué un rôle décisif dans l'accumulation primitive des capitaux en Europe.

Par exemple, on a calculé que durant la période 1760-1780 les seuls revenus tirés de l'Inde par l'Angleterre

1. Une analyse précise des conséquences de l'impérialisme sur les pays coloniaux et semi-coloniaux sera présentée dans la section III de ce chapitre.

avaient plus que doublé le fonds d'accumulation disponible pour l'industrie anglaise naissante.

b) L'accumulation primitive des capitaux terminée, la forme essentielle de l'exploitation va changer.

Avec la révolution industrielle en Europe, et la production d'une masse croissante de plus-value par les travailleurs d'Europe occidentale même, le vol et le pillage *directs* des peuples d'outre-mer vont voir leur importance diminuer. A ces pillages vont succéder d'autres types de relations.

D'abord, l'Europe occidentale va utiliser les pays d'outre-mer, à titre essentiel, *pour y exporter ses marchandises fabriquées,* et en importer des matières premières. Les industries artisanales qui pouvaient exister dans les pays coloniaux sont détruites, au bénéfice des industries européennes qui vont pouvoir y exporter leurs propres produits finis. Un exemple caractéristique de ce phénomène est fourni par les relations entre l'Angleterre et l'Inde durant la première moitié du XIX[e] siècle : nous y reviendrons dans la section III.

c) A partir de la fin du XIX[e] siècle, au fur et à mesure de la naissance et du développement du capitalisme de monopole, *les exportations de capitaux* vont s'ajouter aux exportations de marchandises, et jouer un rôle de plus en plus important. Elles se développent considérablement, que ce soit dans des colonies à proprement parler (Afrique, Asie), ou dans des pays semi-coloniaux, formellement indépendants, mais économiquement dépendants des pays capitalistes avancés (Amérique latine).

C'est à propos de cette dernière forme de domination que Lénine a parlé de *stade* impérialiste du capitalisme : nous y reviendrons dans la section I.

Notons enfin que, de nos jours, et en liaison notamment avec le développement des monopoles internationaux, les exportations de capitaux ont pris de plus en plus la forme d'investissements directs, c'est-à-dire d'implantations directes de firmes dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, par rapport aux prêts en argent.

C. L'importance de l'impérialisme et l'exploitation des pays coloniaux et semi-coloniaux sont reconnues par les dirigeants de la bourgeoisie, dans le cadre de cercles restreints et privés.

Ainsi, par exemple, Mac Namara parle de la transformation des pays coloniaux et semi-coloniaux « en chaudrons de sorcières où bouillonnent tous les changements ». Il s'alarme en constatant « le rapport direct et constant entre ces déflagrations et l'état économique des régions où elles ont lieu », pour préconiser, contre « cette violence [...] que les communistes y soient mêlés ou non [...] qui menace la sécurité des Etats-Unis », deux méthodes : « Il faut d'abord fournir à ces pays l'entraînement et le matériel guerrier indispensables pour constituer et entretenir le bouclier qui abritera cet essor économique » ; il faut ensuite développer « l'éducation de l'action civique[2] ». Les choses sont dites crûment !

Si l'on quitte les cercles privés et restreints, où les dirigeants de la bourgeoisie insistent sur l'importance de l'impérialisme, pour aborder le terrain des déclarations publiques ou de la théorie économique bourgeoise, tout change : *l'impérialisme n'existe pas !* Bien plus, on y trouvera répété, sous des formes diverses, que la bourgeoisie des pays capitalistes avancés sait faire preuve d'*humanité*, et aide les pays dits sous-développés.

Pourtant, un simple examen de quelques chiffres nous montre l'importance de l'impérialisme. Ainsi, par exemple, si nous prenons le cas des Etats-Unis, on peut constater[3] :

a) que la valeur des marchés étrangers est égale aux 2/5 de la valeur totale de la production américaine agricole, minière et manufacturière. A cela, il faut encore ajouter le volume considérable des ventes effectuées à l'étranger par des firmes travaillant sous licence d'entreprises américaines ;

b) que, pour les industries manufacturières, les marchés étrangers ont pris une importance de plus en plus grande ; le tableau suivant en témoigne. Soit, en milliards de $:

2. Mac Namara, Discours à l'American Society of News Papers Editors, Montréal, 18 mai 1966, cité par P.-J. Spitz, « De la recherche en sciences sociales du développement aux Etats-Unis », étude pour l'I.N.R.A., 1971.

3. Cf. le livre de H. Magdoff, *L'Age de l'impérialisme*, F. Maspero, Paris, 1970.

Année	Exportations de produits manufacturés	Ventes par les firmes U.S., installées à l'étranger, de produits manufacturés	Total des ventes extérieures (2+3)		Ventes intérieures	
1	2	3	4		5	
			Valeur	*Indice*	*Valeur*	*Indice*
1950	7,4	8,4	15,8	100	89,8	100
1964	20,6	37,3	57,9	367	203	226

c) que les profits réalisés à l'étranger deviennent un élément de plus en plus important du profit industriel et commercial global. En 1950, le revenu des investissements à l'étranger représentait environ *10 %* des profits réalisés par les sociétés industrielles et commerciales aux Etats-Unis. En 1964, il en représente *22 %* ;

d) que, pour les industries fabriquant des biens d'équipement, la somme des exportations et des commandes militaires de l'Etat représente un pourcentage de la demande totale qui varie entre *20 et 50 %* selon les industries ;

e) que les importations de matières premières sont devenues de plus en plus importantes. Au début du siècle, les Etats-Unis produisaient, en gros, un volume de matières premières qui dépassaient de 15 % le volume de la consommation intérieure. En 1950, il y avait un déficit de 10 %. Aujourd'hui, il est d'environ 20 %.

L'impérialisme étant défini, au niveau le plus général, et son importance rappelée, il nous faut maintenant préciser ses causes, puis analyser les formes que revêt l'exploitation des pays coloniaux et semi-coloniaux de nos jours, et enfin étudier les conséquences de cette exploitation, pour les pays capitalistes avancés, et surtout pour les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Section I. — Les causes de l'impérialisme

Nié par les apologistes, reconnu par les praticiens dans des cercles restreints, l'impérialisme trouve son fondement

dans le développement même du mode de production capitaliste. Il n'est ni le rétsultat d'erreurs politiques que pourrait commettre tel ou tel gouvernement, ni l'expression d'une morale bafouée, il est une nécessité pour que le système se reproduise, pour que le capital s'étende.

La question de l'impérialisme est une des plus essentielles. Elle a donné lieu à d'importants débats, souvent vifs, qui se déroulent encore de nos jours. Les deux piliers du débat sont Rosa Luxemburg et V. Lénine.

Lénine et R. Luxemburg ont des objectifs politiques précis : Lénine, dans les années 1890-1900, veut montrer, contre ses adversaires politiques de l'époque, les populistes, que le mode de production capitaliste est la dominante de la formation sociale russe et que, de ce fait, le prolétariat sera la force sociale motrice de la révolution à venir. En 1916 également, Lénine veut expliquer les raisons de la guerre mondiale et la prise de position en faveur de la guerre de la plupart des dirigeants de la IIe Internationale. Rosa Luxemburg a également des objectifs politiques précis. La sortie de son livre en 1913 sera une contribution à la lutte contre les tendances réformistes et révisionnistes qui s'étaient développées au sein de la social-démocratie allemande.

Nous avons là, en fait, autant d'exemples qui nous montrent comment sont liées théorie et pratique révolutionnaires.

L'étude de ces théories de l'impérialisme est donc riche d'enseignements pour les militants d'aujourd'hui. Pas tant parce que c'est dans les vieux pots qu'on fait la meilleure cuisine, mais parce que ces auteurs ont jeté les bases d'une analyse scientifique de l'impérialisme qu'il reste aujourd'hui aux marxistes révolutionnaires à développer, à resituer par rapport au rôle de l'Etat et aux industries d'armement. Nous ne pourrons, dans le cadre de ce manuel, présenter et développer l'ensemble des positions de Rosa Luxemburg et de Lénine, ni les discussions vives qu'elles ont suscitées [4].

---

4. Pour plus de détails, nous renvoyons aux quatre premiers articles parus dans *Critiques de l'économie politique*, n° 4-5, Maspero.

1. *Aperçus sur la théorie de l'impérialisme de R. Luxemburg*

A. A l'époque où R. Luxemburg écrit *L'Accumulation du capital* (1913), de nombreux socialistes attaquent, déforment les analyses de Marx. Bernstein, par exemple, dès 1896-1900, s'appuie sur le fait que les salaires augmentent, que l'armée de réserve serait moins importante que ne l'indiquerait l'analyse de Marx, et conclut que le capitalisme peut se développer indéfiniment sans entrave majeure, et qu'il est tout à fait normal et souhaitable que le capitalisme recherche et s'approprie des colonies.

C'est contre ce type de position que Rosa Luxemburg luttera. Ce combat la conduira à préciser le rôle des débouchés extérieurs dans le développement du système capitaliste. Elle tentera de montrer, en utilisant les équations de reproduction élargie de Marx, que le système doit, pour se développer, trouver continuellement à l'extérieur des débouchés à ses marchandises, et, plus précisément, là où les rapports de production capitalistes n'ont pas encore pénétré (par exemple les colonies). Ces marchandises ne peuvent se vendre intégralement dans le cadre du mode de production capitaliste. Le mode de production doit donc s'étendre. *Dès l'origine,* il doit conquérir. L'impérialisme est une caractéristique vitale pour lui. Les débouchés extérieurs ne constituent pas seulement des surprofits extra, une sorte de dessert pour les capitalistes dont ils pourraient — en rechignant — se passer. Ils constituent quelque chose de vital. Sans les débouchés extérieurs, le système ne pourrait s'étendre, vivre.

Mais si l'impérialisme est *présent* à toutes les époques du développement du capitalisme, la crise que connaît le système capitaliste n'est pas toujours au même diapason. Elle *s'exacerbe* parallèlement au développement même du mode de production capitaliste, *elle ouvre la porte à la guerre.* Effectivement, le livre, écrit peu de temps après l'événement d'Agadir, devait trouver sa concrétisation par la guerre de 1914. Selon Rosa Luxemburg, les pays capitalistes ont de plus en plus de mal à trouver des débouchés vierges. Non seulement le monde, à la veille de la guerre de 1914, est déjà partagé, les colonies attribuées aux deux grands de l'époque : l'Angleterre et la France, mais aussi et surtout ces colonies perdent peu à peu leurs

« qualités ». Les colonies perdent peu à peu, en effet, leur caractère de débouchés extérieurs. Leur conquête par l'Angleterre, la France, etc., modifie les rapports de production précapitalistes qui y existaient, introduit les rapports marchands et peu à peu le mode de production capitaliste lui-même. De débouchés extérieurs au mode de production capitaliste, ils deviennent eux-mêmes capitalistes, et perdent leur caractère de débouchés. Ils ne peuvent donc plus, selon R. Luxemburg, constituer des débouchés pour le surcroît de production produit dans les sphères capitalistes. Que ces colonies soient dominées par les pays capitalistes les plus avancés importe peu. L'essentiel est qu'elles ont perdu leur qualité — à savoir être des débouchés — précisément parce qu'elles ont intégré la sphère capitaliste[5]. Dès lors, le mode de production capitaliste manque d'air, connaît des soubresauts, tente d'y échapper en exploitant davantage ses travailleurs, en développant l'économie de guerre, en suscitant la guerre pour s'attribuer les terres promises déjà envahies alors même que celles-ci perdent déjà leur caractère de débouchés extérieurs (précapitalistes). Convulsé par des crises périodiques, le système n'a plus besoin, pour être achevé, que de l'assaut du prolétariat. Il serait ainsi criminel de fourvoyer le prolétariat dans des mesures de replâtrage du système, de lui permettre de survivre. Le réformisme n'est pas de mise. Non seulement il constitue une impasse pour le prolétariat, mais il donne aux capitalistes une bouée de sauvetage. Les prolétaires ne doivent pas appuyer la guerre qui vient. Ce n'est pas leur guerre. C'est celle des capitalistes. On voit ainsi comment théorie et pratique révolutionnaires sont intimement liées. L'une constitue le fondement de l'autre. Avec le stalinisme, on subira une inversion des termes : la pra-

---

5. R. Luxemburg a été l'une des premières à faire une analyse magistrale du sous-développement. Qu'elle ait poussé trop loin son analyse, qu'elle ne l'ait pas suffisamment affinée, notamment en ce qui concerne le caractère progressivement « capitaliste » des débouchés extérieurs, est certes vrai, comme nous le verrons dans la section III de ce chapitre. Il n'en demeure pas moins que son étude demeure une des plus remarquables, surtout pour l'époque où elle a été écrite. Les analyses récentes du sous-développement ont pu faire de grands progrès précisément parce qu'elles ont rejoint la méthode d'analyse que préconisait Rosa Luxemburg : à savoir la perception de l'économie mondiale comme un tout et non comme une somme de parties (pays) indépendantes l'une de l'autre.

tique réformiste devra avoir besoin d'une théorie, d'une caution !

Un des fondements de cette théorie de l'impérialisme de Rosa Luxemburg est l'utilisation des équations de reproduction élargie tirées du livre II du *Capital* de Marx. C'est cette utilisation qui a été le plus critiquée, notamment — mais indirectement — par V. I. Lénine. Il nous faut donc voir d'abord rapidement ce que sont ces équations [6], puis leur utilisation par Rosa Luxemburg.

B. Le premier raisonnement immédiat qui vient à l'esprit est que, puisque les travailleurs sont exploités, puisque leur force de travail crée plus de valeur qu'elle n'en coûte, ces travailleurs ne pourront consommer la totalité de ce qu'ils ont produit. Le système serait menacé continuellement de crises de sous-consommation. C'est contre ce raisonnement simpliste que s'insurgera Marx. Ce raisonnement oublie que face à une classe il en existe une autre : celle des capitalistes. L'accumulation est un processus de *reproduction* des classes. Les capitalistes, propriétaires de moyens de production, les reproduisent et les élargissent par l'exploitation des travailleurs. Ils tentent ainsi de solidifier leur suprématie. Ce faisant, ils entrent en contradiction avec le prolétariat. L'expansion des forces productives s'oppose alors au maintien des rapports de production capitalistes.

La reproduction des moyens de production signifie une utilisation spécifique par les capitalistes de la plus-value, c'est-à-dire du travail non payé. Cette plus-value, devenue argent, va devenir capital-argent pour partie, lorsqu'elle va être réintroduite dans le processus de production, comme nous l'avons vu au chapitre 2. Devenue capital-argent pour partie (l'autre partie de la plus-value servant à acheter des biens de luxe, des villas sur la Côte d'Azur, et des Bentley pour leurs enfants, sans parler des leçons particulières de golf), cette plus-value servira à acheter de la force de travail (capital variable) et des moyens et objets de production (capital constant). Cette plus-value investie va donc constituer une demande pour un secteur bien particulier : le secteur produisant du capital constant, c'est-à-dire des biens

---

6. Rappelons que nous avons déjà vu, dans le chapitre sur les crises, les équations de reproduction. Nous allons les présenter ici sous une forme plus générale.

de production, qu'on appellera secteur 1. Le secteur des biens de consommation sera nommé secteur 2. L'économie est donc divisée en deux secteurs. C'est parce que l'économie est nécessairement divisée en deux secteurs que les théories de la sous-consommation sont fausses.

Le secteur 1 produit une valeur totale de $C_1 + V_1 + PL_1$.

Le secteur 2 produit une valeur totale de $C_2 + V_2 + PL_2$. La plus-value accumulée du secteur 1 et du secteur 2 va servir à acheter de la force de travail (V) et à accroître le capital constant (C). Cette plus-value va donc se décomposer dans les proportions que donne la composition organique du capital $\frac{C}{V} = n$.

Supposons que la composition organique du capital soit la même dans le secteur 1 et dans le secteur 2. De même, supposons pour simplifier que le taux d'exploitation $\frac{PL}{V} = T$, soit semblable dans les deux secteurs.

Supposons enfin pour simplifier que toute la plus-value soit accumulée, c'est-à-dire que les capitalistes ne consomment pas[7].

Nous pouvons maintenant écrire, pour le secteur 1, la valeur produite :

$$C_1 + \frac{C_1}{n} + \frac{C_1 T}{n}$$

puisque $\frac{C_1}{V_1} = n$, $V_1 = \frac{C_1}{n}$

et $PL_1 = \frac{PL_1 V_1}{V_1} = T V_1$ où $V_1 = \frac{C_1}{n}$, donc :

$$PL_1 = \frac{T C_1}{n}.$$

7. Il s'agit d'hypothèses simplificatrices. On pourrait ne pas les introduire. Cela compliquerait légèrement l'exposition, mais ne la modifierait pas dans son fond et dans ses résultats.

La plus-value $PL_1 = \dfrac{T\ C_1}{n}$ se décompose en deux proportionnellement à C et à V (composition organique du capital).

Nous aurons donc :

$$\frac{T\ C_1}{n} \left\{ \begin{array}{l} \dfrac{C_1\ T}{n\ (n\ +\ 1)} \text{ en capital variable} \\[2ex] \dfrac{C_1\ T}{(n\ +\ 1)} \text{ en capital constant}^{8}. \end{array} \right.$$

La valeur produite par le secteur 1 peut donc s'écrire :

$$\underbrace{C_1 + \frac{C_1\ T}{(n\ +\ 1)}}_{1} + \underbrace{\frac{C_1}{n} + \frac{C_1\ T}{n\ (n\ +\ 1)}}_{2}$$

La partie gauche (1) constitue la demande de biens d'équipement que le secteur de biens d'équipement s'adresse à lui-même (il a besoin de machines pour produire des machines) qui se décompose en demande pour remplacer le capital constant usé (C_1), et en demande pour élargir ce capital constant ($\dfrac{C_1\ T}{n\ +\ 1}$). La partie droite (2) constitue la demande de biens de consommation faite par les tra-

---

8. La démonstration est simple. Elle fait appel aux proportions. $\dfrac{C_1T}{n}$ doit être divisé proportionnellement à C et à V.

Nous écrivons donc :

$\dfrac{X}{C_1} = \dfrac{Y}{V_1} = \dfrac{X + Y}{C_1 + V_1}$ ou $C_1 + V_1 = C_1 + \dfrac{C_1}{n} = \dfrac{nC_1 + C_1}{n} = C_1 \dfrac{(n + 1)}{n}$, et X + Y, c'est-à-dire les deux parts de PL,

est égal à $\dfrac{C_1T}{n}$. Donc $X = \dfrac{C_1\ (X + Y)}{C_1 + V_1} = \dfrac{C_1 \left(\dfrac{C_1T}{n}\right)}{C_1\ \dfrac{(n + 1)}{n}} = \dfrac{C_1T}{n + 1}$

$$Y = \frac{V_1\ (X + Y)}{C_1 + V_1} = \frac{V_1 \left(\dfrac{C_1T}{n}\right)}{C_1\ \dfrac{(n + 1)}{n}} = \frac{\dfrac{C_1}{n} \left(\dfrac{C_1T}{n}\right)}{C_1\ \dfrac{(n + 1)}{n}} = \frac{C_1T}{n\ (n + 1)}$$

vailleurs $V = \frac{C_1}{n}$, accrue de celle des nouveaux travailleurs $\frac{C_1 T}{n(n+1)}$ embauchés par l'utilisation productive de la plus-value.

On peut décomposer la valeur produite par le secteur 2 de la même façon. Nous aurons :

Secteur 2 :

$$\underbrace{C_2 + \frac{C_2 T}{n+1}}_{1} + \underbrace{\frac{C_2}{n} + \frac{C_2 T}{n(n+1)}}_{2}$$

La partie (1) constitue la demande de biens d'équipement adressée par le secteur 2 pour produire des biens de consommation. De même, elle se décompose en deux parts : une pour remplacer le capital constant usé (C_2), l'autre pour l'élargir ($\frac{C_2 T}{n+1}$). La partie (2) constitue la demande de biens de consommation adressée par les travailleurs de ce secteur $\frac{C_2}{n}$ accrue par celle des nouveaux travailleurs $\frac{C_2 T}{n(n+1)}$ embauchés par l'utilisation productive de la plus-value.

Les conditions d'équilibre sont celles qui existent lorsque l'offre de biens de production égale la demande, et l'offre de biens de consommation égale la demande, c'est-à-dire lorsque :

— *pour le secteur 1 :*

Demande du secteur 1 + demande du secteur 2 = offre du secteur 1, soit :

$$C_1 + \frac{C_1 T}{n+1} + C_2 + \frac{C_2 T}{n+1} = C_1 + \frac{C_1}{n} + \frac{C_1 T}{n+1} + \frac{C_1 T}{n(n+1)}$$

ou :
$$C_2 + \frac{C_2 T}{n + 1} = \frac{C_1}{n} + \frac{C_1 T}{n (n + 1)}$$

— *pour le secteur 2 :*

Demande du secteur 1 + demande du secteur 2 = offre du secteur 2 :

$$\frac{C_1}{n} + \frac{C_1 T}{n (n + 1)} + \frac{C_2}{n} + \frac{C_2 T}{n (n + 1)} = C_2 + \frac{C_2}{n} + \frac{C_2 T}{n + 1} + \frac{C_2 T}{n (n + 1)}$$

ou :

$$\frac{C_1 T}{n (n + 1)} + \frac{C_1}{n} = C_2 + \frac{C_2 T}{n + 1}.$$

Les schémas répondent ainsi à la question : comment est-il possible que la continuité de la production soit maintenue, alors que la valeur et les proportions de cette production semblent résulter de décisions individuelles de milliers de capitalistes qui se cachent mutuellement leurs décisions, comme nous l'avons vu ?

Les équations de reproduction *élargie indiquent ainsi les conditions qui doivent être remplies pour que cette continuité soit sauvegardée.*

On voit donc que les conditions d'équilibre sont aléatoires. L'accumulation du capital se déroulant de manière contradictoire, il existera continuellement des tendances à la surproduction ou à la sous-production de biens de production ou de biens de consommation. Il suffit que T (taux d'exploitation), *n* (composition organique) et *f* (variable que nous n'avons pas introduite et qui exprime la proportion dans laquelle la plus-value est accumulée) changent, et ils changent, comme nous l'avons vu, pour qu'il y ait déséquilibre, donc crises, récessions, bref expansion chaotique de la production.

C'est cette interprétation que fera Rosa Luxemburg. Elle introduira dans les schémas de Marx (ce qu'il ne faisait pas) l'augmentation de la composition organique du

capital. Comme elle le dira elle-même, elle tentera d' « unifier » l'œuvre de Marx, en intégrant dans le livre II (les schémas) les conclusions du livre III (baisse tendancielle du taux de profit, hausse de $\frac{C}{V}$). Elle tentera ainsi de dynamiser les équations.

L'introduction d'une hausse de $\frac{C}{V}$ aboutit *nécessairement* à un déséquilibre particulier. *L'offre de moyens de production devient inférieure à la demande, et l'offre de biens de consommation devient supérieure à la demande.*

En effet, si C/V augmente de cycle en cycle, le coût de production (C + V) se décompose selon la proportion *n* en capital constant et en capital variable, et la plus-value selon la proportion *n'* supérieure à *n* en capital constant et en capital variable. Il en découle pour le secteur 1 :

$C_2 + \frac{C_2\,T}{n' + 1} > \frac{C_1}{n} + \frac{C_1\,T}{n\,(n' + 1)}$ puisque n' > n et que donc n (n' + 1) croît moins vite que n' + 1. L'offre de biens de production est donc inférieure à la demande.

De même l'égalité pour le secteur 2 devient :

$$\frac{C_1\,T}{n\,(n' + 1)} + \frac{C_1}{n} < C_2 + \frac{C_2\,T}{n' + 1}$$

puisque n' > n et que donc n (n' + 1) croît moins vite que n' + 1. L'offre de biens de consommation est donc supérieure à la demande.

Ainsi, l'accumulation du capital, c'est-à-dire la reproduction sur des bases élargies du système, *aboutit à un déficit croissant de moyens de production et à un excédent croissant de biens de consommation.* L'excédent du secteur 2 est constitué de marchandises non réalisées, donc non converties en argent. Il y a donc une insuffisance de demande de ces produits dans la sphère capitaliste de la production.

La monétisation de l'excédent du secteur 2 est nécessaire pour que la valeur produite par ce secteur puisse être vendue et la plus-value réalisée. *L'existence* de débouchés extérieurs précapitalistes autorise la vente de l'excédent de production de biens de consommation. Ces marchandises excédentaires sont alors converties en monnaie.

Cette monnaie permet de *matérialiser* la demande excédentaire de capital constant par rapport à l'offre.

Exporté, l'excédent de biens de consommation fournit les moyens matériels d'une importation possible de capital constant. Les débouchés extérieurs jouent alors un double rôle : d'un côté, ils constituent une demande de biens de consommation ; de l'autre, ils fournissent au secteur I des pays capitalistes les matières premières (capital constant) dont ces derniers ne peuvent être que déficitaires.

Les débouchés extérieurs, précapitalistes, constituent une demande et une offre absolument vitales pour la sphère de la production capitaliste. Le système pour s'étendre a besoin d'eux. *La contradiction est que l'extension signifie aussi leur absorption.* Les déficits et les excédents se matérialisent alors par des crises, par une exploitation accrue des travailleurs, par des guerres.

2. *Aperçus sur la théorie de l'impérialisme de Lénine*

Lénine, dans sa lutte contre les populistes [9] et les marxistes légaux [10], s'opposera indirectement à ce type d'utilisation des équations de reproduction élargie [11]. Selon Lénine, et d'autres, les équations de reproduction sont inaptes à remplir le rôle que leur assigne Rosa Luxemburg. Elles constituent un instrument d'analyse des conditions abstraites d'équilibre et non pas du fonctionnement *réel* du système avec l'ensemble de ses contradictions. Nous n'entrerons pas dans le détail de cette discussion. Elle dépasserait le cadre de ce manuel.

Notons cependant que Lénine, en réponse aux populistes et aux marxistes légaux, devait formuler les premiers éléments de thèse du *développement inégal* : les diverses branches se servent de marché les unes pour les autres ; elles ne se développent pas uniformément ; elles se dépassent

---

9. Les populistes démontraient que le développement de l'industrie capitaliste était impossible en Russie et en déduisaient que la révolution devait se fonder sur la paysannerie et qu'il fallait se battre pour le retour aux villages communautaires.

10. Les marxistes légaux (Tugan-Baranovski, Strouvé, etc.) utilisaient les équations du livre II du *Capital* de manière très mécanique pour démontrer l'inexistence du problème des débouchés capitalistes et la pérennité du système.

11. Les arguments développés par Lénine se retourneront contre Luxemburg. Remarquons cependant qu'ils ont été écrits quinze ans avant l'œuvre de Rosa Luxemburg !

l'une l'autre ; l'industrie la plus avancée doit donc chercher un marché extérieur. Cette thèse devait être approfondie par Parvus et par Trotsky au début du siècle.

Mais là n'est pas l'essentiel. En 1916, Lénine devait forger une nouvelle théorie de l'impérialisme : l'impérialisme, *stade suprême* du capitalisme. L'impérialisme caractérisait alors un stade du capitalisme. Le capitalisme connaissait une mutation. Son propre développement signifiait tendance accrue à la putréfaction, au parasitisme.

Ce stade suprême du capitalisme est atteint au début du XX[e] siècle. C'est la période où, par suite du processus de concentration, centralisation du capital — que nous avons déjà longuement analysé —, se constituent de grands monopoles et domine le *capital financier*. C'est l'époque en effet où le capital bancaire cesse d'être indépendant du capital industriel. La centralisation de la production nécessite une *interpénétration* croissante entre capital industriel, d'une part, et capital bancaire, d'autre part. Une part toujours croissante du capital industriel n'appartient plus aux industriels qui l'utilisent. Ces derniers n'en obtiennent la disposition que par le canal des banques. Celles-ci deviennent de fait capitalistes industriels. Le capital financier est aussi le capital dont disposent les banques et qu'utilisent les industriels.

Arrivés à ce niveau de développement, les monopoles ont de plus en plus de mal à valoriser leur capital et celui qu'elles obtiennent des banques. Les taux de profit sont moins attrayants. La baisse tendancielle du taux de profit exerce ses effets. Il existe donc un excédent de capital qui ne trouve pas à s'investir au sein même de pays capitalistes à des conditions de rentabilité suffisante.

L'exportation de capitaux va donc constituer un remède provisoire aux contradictions du système. Elle constitue une réaction du capitalisme de monopole face à la baisse tendancielle du taux de profit. Elle est donc une force qui contrecarre cette baisse. Elle est donc absolument vitale.

C'est parce que les contradictions sont à ce point avivées que l'exportation de capitaux devient *massive,* que les capitaux vont là où les taux de profits immédiats et potentiels *sont le plus élevés,* dans les pays coloniaux ou nouvellement indépendants [12] (par exemple en Amérique latine).

---

12. Une partie sert également à financer la dette publique des gouvernements de ces pays. En effet, la bourgeoisie au pouvoir paie

A la différence cependant de R. Luxemburg, l'impérialisme, pour Lénine, ne se manifeste *pas seulement* entre sphères capitalistes et sphères précapitalistes, il s'exerce *également* entre pays capitalistes situés à des niveaux de développement économique différents (par exemple, l'Angleterre par rapport aux U.S.A.). Et on connaît l'importance qu'ont prise les mouvements de capitaux des pôles les plus développés vers ceux qui le sont moins de nos jours. (*Cf.* la pénétration U.S. en Europe.)

Ajoutons enfin que l'exportation massive de capitaux favorise l'exportation de marchandises. Mais ce n'est pas la nécessité d'exporter des marchandises qui caractérise l'impérialisme. C'est l'exportation de capitaux, précisément en raison du caractère massif qu'elle prend et de la signification qu'elle a en tant que moyen de contrecarrer la baisse tendancielle du taux de profit, qui est significative.

La crise que connaît le capitalisme est qu'arrivé à ce stade il est de plus en plus difficile d'exporter des capitaux sans que les pays capitalistes n'entrent en collision. Le marché mondial est partagé. Les premiers à s'être développés se sont le mieux servis. Les seconds n'ont que les miettes. Les miettes ne leur suffisent pas. Elles sont insuffisantes pour lever le frein que constitue la baisse tendancielle du taux de profit. Elles sont insuffisantes pour permettre durablement l'expansion du capital. Le capital entre en opposition avec le capital des pays capitalistes les mieux servis. Cette opposition se matérialise par la mobilisation des classes ouvrières dressées l'une contre l'autre grâce au pouvoir envoûtant que peut avoir la « défense de la patrie », habit efficace des intérêts de chaque capital national.

Au total, qu'il soit considéré comme caractéristique d'un stade particulier du capitalisme ou non, l'impérialisme n'existe que comme *conséquence des difficultés internes que connaît la survie du capitalisme.* L'analyse des causes de l'impérialisme mérite d'être approfondie. Le rôle de

---

le minimum d'impôts. Il se crée donc un déficit budgétaire, financé par les emprunts étrangers. Non seulement cela est rentable pour les exportateurs de capitaux, mais cela permet aussi de tenir ces pays en laisse.

l'Etat, des industries d'armement doit être posé et relativisé par rapport à la fonction des « échanges » extérieurs tant des capitaux que des marchandises. En ce sens, le marxisme n'est pas une bible. Il s'élabore, et il s'élabore par le combat de la classe ouvrière. Laissons alors aux « esprits mélancoliques [le soin de se lamenter] à l'idée que " les marxistes se querellent entre eux ", que les " autorités " reconnues soient contestées. Mais le marxisme n'est pas une chapelle d'une douzaine de personnes qui se livrent mutuellement des brevets d' " expertise " et devant lesquelles la masse des croyants doit manifester une confiance aveugle. Le marxisme est une vision révolutionnaire du monde, qui doit appeler à lutter sans cesse pour acquérir des connaissances nouvelles, qui n'abhorre rien tant que les formes figées et définitives et qui éprouve sa force vivante dans le cliquetis d'armes de l'autocritique et sous les coups de tonnerre de l'histoire[13] ».

SECTION II. — LES FORMES DE L'EXPLOITATION

L'existence de débouchés extérieurs est nécessaire à la survie même du mode de production capitaliste. Les économies naturelles remplissent des fonctions bien précises. C'est la raison pour laquelle leur mise en contact avec les pays capitalistes les plus développés signifiera, pour eux, bouleversement de leurs structures de production, introduction des rapports de production capitalistes. Les pays exploités vont voir leur structure productive *modelée* par les besoins des pays capitalistes les plus développés. D'économies naturelles primitives, elles deviendront exsangues, désarticulées, façonnées par les exigences des pays capitalistes.

Comme nous le savons, ces exigences sont de deux sortes : exportation et importation de marchandises, exportation de capitaux. Ces deux modalités de l'exploitation sont intimement liées. Néanmoins, pour la clarté de l'exposition, nous les étudierons séparément. Ces deux modalités vont signifier, *d'un côté,* transfert de valeur des pays devenus sous-développés vers les pays capitalistes avancés, transfert de valeur qui bénéficiera à ces derniers et leur permettra de lever ou d'atténuer provisoirement leurs contra-

13. R. LUXEMBURG, *L'Accumulation du capital, Œuvres IV,* Maspero, p. 224.

dictions : *de l'autre côté,* elles signifieront non seulement perte de valeur mais aussi formation du sous-développement[14], qui, comme le dirait Mac Namara, feront des pays coloniaux et semi-coloniaux, de véritables « chaudrons de sorcières » remettant en question la sécurité même des pays impérialistes.

1. *L'exportation et l'importation de marchandises*

L'exportation et l'importation de marchandises des économies dites sous-développées vers les économies capitalistes développées révèlent en partie le processus d'exploitation qu'elles subissent.

Cette exploitation peut être décelée au travers de ce qu'on appelle la *détérioration des termes de l'échange.* Celle-ci peut s'envisager sous deux angles : ou bien l'on considère le rapport *des prix* des marchandises exportées par rapport aux prix des marchandises importées, c'est ce qu'on appelle les termes de l'échange nets ; ou bien l'on considère le rapport de quantités : c'est ce qu'on appelle les termes de l'échange bruts.

On constate que les termes nets de 1876 à 1948 se sont détériorés de 35 à 50 % au détriment des pays sous-développés[15]. Autrement dit, l'écart entre les prix des marchandises vendues par les pays capitalistes développés et les prix des marchandises vendues par les pays sous-développés s'est creusé de 35 à 50 % au détriment de ces derniers.

Les termes bruts se sont également détériorés de 1950 à 1965. L'accroissement des exportations des pays sous-développés est donc inférieur à l'accroissement des exportations des pays capitalistes développés vers ces derniers.

Au total, l'échange de marchandises signifie pour les pays sous-développés détérioration de leurs termes de l'échange, certes irrégulière, mais constante par rapport au gain qu'en tirent les pays capitalistes développés. L'ampleur de cette détérioration varie selon la nature des marchandises exportées par les économies sous-développées. Mais elle est certaine, elle est aujourd'hui reconnue par tous ou à peu près.

---

14. Ce point sera vu plus particulièrement dans la section III.
15. Etude de l'O.N.U.

Certains en effet ont voulu la nier. Selon ces auteurs, la baisse des termes de l'échange dans les pays sous-développés ne serait qu'une apparence comptable, dans la mesure où l'on ne tient pas compte dans le calcul de l'amélioration technologique des produits importés par les pays sous-développés. Il est en effet exact que les marchandises, sous la pression du progrès technique, de la recherche des marques nouvelles, se transforment. Nous l'avons déjà expliqué. Il serait erroné d'en déduire que l'exploitation des pays sous-développés est un leurre en arguant que la baisse des quantités qu'ils achètent est compensée par le surcroît de qualité de ce qu'ils achètent, comme le font certains. Le processus de l'exploitation ne se réfère pas à une qualité technique, mais à un calcul *en valeur*. Ce n'est que si cette première agit sur cette seconde qu'elle peut être prise en considération. Or, ces auteurs procèdent de manière exactement inverse ! En effet, si les marchandises exportées par le pays capitaliste développé vers le pays sous-développé apparaissent comme des produits nouveaux, sont fabriquées selon des procédés techniques nouveaux, leur valeur baisse. Si leur valeur baisse, leur prix devrait donc tendre à baisser. Or, leur prix monte relativement au prix des produits exportés par les pays sous-développés. On ne peut donc expliquer la hausse de prix de ces produits par leur baisse de valeur, on ne peut l'expliquer que par une exploitation accrue imposée aux pays sous-développés par les pays capitalistes développés.

Si, parallèlement, le prix des produits exportés baisse relativement au prix des produits importés par les pays sous-développés, c'est en raison d'*un double phénomène*. Beaucoup de ces produits sont aujourd'hui fabriqués dans les pays capitalistes développés, dans des conditions de productivité largement supérieure. Pour être plus exact, ce ne sont pas tant ces produits eux-mêmes qui sont fabriqués dans les pays capitalistes que des produits *proches*, remplissant les mêmes fonctions (même valeur d'usage) et coûtant moins. Ainsi, le caoutchouc synthétique remplace de plus en plus le caoutchouc naturel du Brésil ou de la Malaisie. Dès lors, le prix des marchandises produites dans les pays sous-développés tend à s'aligner sur la valeur moyenne, sociale, largement plus basse des marchandises-substituts.

Par ailleurs, le prix de nombreuses matières premières est régi par des accords. Ces accords sont faits entre parte-

naires inégaux. Dès lors, de grandes firmes, acheteuses de telle ou telle matière première, peuvent fixer un prix inférieur à la valeur. Ces firmes exercent alors un effet de monopole sur le prix des marchandises qu'elles revendront par la suite, légèrement transformées, en y incluant des surprofits conséquents. De plus, il arrive souvent (exemple, cuivre) que les firmes qui extraient les matières premières ne soient que des filiales des entreprises mêmes situées dans les pays capitalistes développés, à qui elles vendent la presque totalité de leur produit. Le marché n'existe donc pas. Le prix ne peut s'aligner sur la valeur dans la mesure où le marché, puisqu'il n'existe pas, ne peut la reconnaître. Nous pouvons ainsi avoir la fixation de bas prix. La fixation de bas prix ne désavantage pas la filiale dans la mesure où c'est l'entreprise mère qui en bénéficie. Ce bénéfice non réalisé par l'entreprise située dans le pays sous-développé, l'est par la même entreprise, mais située ailleurs. L'avantage de l'opération est de limiter au maximum les impôts que l'entreprise située dans les pays sous-développés paie. Vendre à bas prix *coûte moins* que vendre à des prix incluant un profit normal, ou un surprofit, dans la mesure où l'entreprise paie moins d'impôts.

Enfin, il serait bon d'ajouter — dans le cadre de cette étude succincte [16] — la politique que mènent les gouvernements impérialistes, et ses conséquences sur les prix. Dans le but d'éviter les hausses conjoncturelles des prix de certaines matières premières dont bénéficieraient les pays sous-développés, mais dont pâtiraient les économies capitalistes développées, les gouvernements impérialistes, après l'expérience de la guerre de Corée, pratiquent une politique de stocks. Si la demande de matières premières croît, des stocks sont débloqués, les prix restent stables.

Au total, il apparaît que, par l'exportation-importation de marchandises, les économies capitalistes développées exercent un échange inégal dont elles bénéficient. Echange inégal qui leur permet d'atténuer provisoirement le caractère particulièrement contradictoire que revêt leur accumulation du capital.

---

16. Pour plus de détails, cf. MANDEL, *Traité d'économie marxiste*, coll. 10/18.

2. *L'exportation des capitaux*

A. Une autre forme d'exploitation des pays coloniaux et semi-coloniaux est liée aux relations financières, plus précisément aux exportations de capitaux.

Elle se manifeste par *l'existence de surprofits,* réalisés par les monopoles capitalistes dans les Pc et Sc [17], surprofits qui se définissent simplement comme des profits supérieurs aux profits moyens dans les métropoles impérialistes.

De nombreux exemples pourraient être donnés, montrant que les monopoles exerçant leur activité dans les pays coloniaux et semi-coloniaux touchent des taux de profit supérieurs à ceux réalisés dans les pays capitalistes développés.

Notons, par exemple, pour les Etats-Unis, une manifestation concrète de ce phénomène : les revenus des investissements américains à l'étranger (dont une grande partie sont des investissements dans les pays coloniaux et semi-coloniaux) sont passés de 10 % des profits totaux avant impôts en 1950 à 22 % en 1964.

Quelle est l'origine de ces surprofits, et en quoi la tendance à la baisse du taux de profit est-elle contrecarrée ?

Reprenons la formule du taux de profit :

$$\frac{PL/V}{1 + C/V}$$

L'impéralisme va avoir deux conséquences :

1re conséquence : Il permet l'achat de matières premières, de sources énergétiques, de produits miniers à bon marché. Il s'ensuit une baisse de la valeur unitaire du capital constant C. Or, tout élément qui joue dans le sens de la baisse de C joue dans le sens de la baisse de C/V, et donc représente une force contrecarrant la tendance à la baisse du taux de profit.

2e conséquence : Plus l'impérialisme exploite la force de travail dans les Pc et Sc, plus le taux d'exploitation, PL/V, augmente au niveau mondial. Il y a donc là encore une force qui contrecarre la tendance à la baisse du taux de profit.

17. Pc et Sc = pays coloniaux et semi-coloniaux.

Par ailleurs, *le taux de plus-value est particulièrement élevé* dans les Pc et Sc :

— d'une part, parce que l'exploitation absolue des ouvriers y est très forte (travail des femmes et des enfants, durée plus grande du travail, etc.) ;

— d'autre part, parce que la valeur de la force de travail, V, y est plus faible en raison :

a) de la sous-évaluation des produits agricoles. Cette sous-évaluation est elle-même due au fait que les produits agricoles sont vendus à un prix inférieur à la valeur, ce qui n'empêche pas la bourgeoisie rurale d'empocher une plus-value élevée, en raison de l'exploitation forcenée qu'elle impose aux ouvriers agricoles, ou parce qu'elle achète à des producteurs précapitalistes leurs excédents de produits agricoles (après autosubsistance), à des prix extrêmement bas ;

b) parce que l'aspect historique et social de la valeur de la force de travail, comme nous l'avons vu au chapitre 2, est plus faible dans les Pc et Sc, dans la mesure où les besoins suscités par le capital y sont moins développés.

Si l'on ajoute que les ouvriers travaillant dans les industries capitalistes et dans les grandes plantations capitalistes, dans les Pc et Sc, travaillent dans des conditions techniques relativement semblables à celles des ouvriers dans les pays capitalistes avancés, on voit pourquoi le taux de plus-value PL/V est plus élevé dans les Pc et Sc.

Il est donc nécessaire, en définitive, aux monopoles des pays capitalistes développés d'investir dans les Pc et Sc : d'une part, on exploite des ressources pour se fournir en capital constant à bon marché ; d'autre part, on exploite la force de travail de ces économies.

Chaque groupe et chaque puissance impérialiste cherche à avoir la zone d'influence la plus large possible : d'où un découpage du monde en de telles zones, découpage qui est d'ailleurs périodiquement remis en question par les puissances impérialistes, et qui s'est déjà traduit par des guerres.

B. L'essentiel de ces surprofits est *rapatrié vers les métropoles impérialistes.*

Pour ne prendre que deux exemples, on peut signaler :

a) que, de 1950 à 1963, les investissements nets directs à l'étranger des firmes américaines étaient égaux à 17 milliards de dollars, tandis que les profits réalisés sur les investissements à l'étranger et *rapatriés* aux Etats-Unis étaient égaux à 30 milliards de dollars ;

b) que, de 1950 à 1965, les Etats-Unis ont investi 3,8 milliards de dollars en Amérique latine, tandis qu'ils *rapatriaient* d'Amérique latine sous forme de bénéfices déclarés 11,3 milliards de dollars.

Ainsi, on constate :

a) que *la part des profits rapatriée sur l'ensemble des profits est considérable* : on considère que 90 % des profits réalisés par les Etats-Unis en Amérique latine sont rapatriés ;

b) que *la masse de profits rapatriée est supérieure à la masse de capitaux qui s'exportent* des Etats-Unis. Cela donne une idée de l'importance des taux de profit réalisés dans les pays coloniaux et semi-coloniaux.

Notons d'ailleurs que la masse des capitaux qui va s'investir dans ces pays se heurte, comme nous le verrons dans la section III, à l'existence d'un marché insuffisant. Cette insuffisance risquerait de faire baisser rapidement la rentabilité du capital, et nous avons là l'un des éléments explicatifs de l'ampleur des rapatriements des profits[18].

Cette masse considérable de profits rapatriée des pays coloniaux et semi-coloniaux fournira par ailleurs une source très importante de capitaux que les monopoles américains (puisque nous avons pris l'exemple des Etats-Unis) pourront investir dans des pays capitalistes avancés, notamment en Europe occidentale.

Ainsi le développement extrêmement rapide ces dernières années des mouvements de capitaux entre pays capitalistes avancés eux-mêmes ne signifie-t-il pas que les pays coloniaux et semi-coloniaux ont perdu toute importance !

Section III. — Les conséquences de l'exploitation

Pour les *pays capitalistes avancés*, l'exploitation impérialiste a deux conséquences :

18. Rapatriements d'autant plus aisés que la domination politique des pays capitalistes avancés, dans notre exemple des Etats-Unis sur l'Amérique latine, est plus forte.

1. L'augmentation du taux d'accumulation du capital, liée à la fois aux marchés fournis et aux taux de profit permis par les pays coloniaux et semi-coloniaux. Cette augmentation explique notamment la diminution du chômage en Europe occidentale, aussi bien durant la période 1890-1914 (période d'intense conquêtes coloniales) que durant la période qui suit la Seconde Guerre mondiale (période de la politique dite néo-coloniale).

2. L'apparition et le développement d'une *aristocratie ouvrière*. Les capitalistes, en effet, font bénéficier d'une partie de leurs surprofits coloniaux une *petite partie* de la classe ouvrière.

Sur cette base se constitue au sein de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés *une couche* connaissant certains privilèges, couche embourgeoisée, qualifiée par Lénine d'aristocratie ouvrière, constituant l'un des soutiens sociaux de l'opportunisme[19].

Mais ce qui nous intéresse plus particulièrement ici, ce sont les conséquences de l'exploitation pour *les pays coloniaux et semi-coloniaux*. A travers ces conséquences, nous verrons ce qu'on appelle les causes du « sous-développement ».

1. Pour comprendre les conséquences, il nous faut d'abord préciser ce qu'est cette *loi du développement inégal et combiné*, que nous avons évoquée dans l'introduction du chapitre, et qui préside au développement mondial du capitalisme.

Nous ne revenons pas sur l'aspect *inégal* du développe-

---

19. On soulignera ici, sans préciser, la différence essentielle entre cette thèse de Lénine et les idées défendues de nos jours par Emmanuel :

— pour Lénine, les bas salaires de pays coloniaux et semi-coloniaux permettent l'apparition de surprofits coloniaux : ces surprofits représentent *un transfert de plus-value* de la bourgeoisie des pays coloniaux vers celle des pays capitalistes avancés, ou d'un groupe capitaliste à un autre, transfert qui permet de verser des salaires supérieurs à une petite partie de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés ;

— pour Emmanuel, l'augmentation des salaires de *l'ensemble* de la classe ouvrière des pays capitalistes avancés suscite une « exploitation » des ouvriers et des paysans des pays coloniaux et semi-coloniaux.

Pour une critique des thèses d'Emmanuel, cf. les articles de P. FLORIAN et E. CHATELAIN, dans *Critiques de l'économie politique*, n° 3.

ment, dont nous avons déjà parlé. Nous voulons insister ici sur l'aspect *combiné* du développement. Qu'est-ce que cela signifie ?

Affirmer que le développement, notamment entre pays capitalistes avancés et pays coloniaux et semi-coloniaux, est non seulement inégal, mais combiné, c'est dire que la constante pression économique et politique exercée par les pays capitalistes avancés contraint les pays arriérés à procéder par bonds, à parvenir d'emblée aux techniques les plus avancées. Ainsi surgit *un type combiné de développement : combinaison de traits d'arriération et des techniques mondiales les plus avancées.*

Cette analyse a été faite pour la première fois par L. Trotsky, dans son analyse de la formation sociale russe, caractérisée par la combinaison d'une économie paysanne extrêmement arriérée et d'une industrie utilisant les techniques de production les plus modernes. L'industrie lourde, par exemple, se développant *après* celle des pays européens industriels (Angleterre, France, Allemagne), avait importé les techniques de production les plus modernes, et se trouvait plus fortement concentrée que les industries lourdes des pays européens industrialisés.

Notons que ce problème a été mal vu par Lénine, dans les années 1900. Celui-ci, en effet, obnubilé par la lutte contre les populistes[20], veut montrer, à juste titre, que le mode de production capitaliste est déjà et sera la dominante de la formation sociale russe, et que le prolétariat sera la force motrice de la révolution. Mais sa vision du développement du capitalisme en Russie *reste trop étroitement nationale* ; pour lui, la Russie va connaître l'ordre de succession connu en Europe et mis à jour par Marx dans *Le Capital* (passage de la petite production marchande précapitaliste à la manufacture, puis à la fabrique, etc.), même si c'est de façon accélérée.

A cette occasion, il voit des aspects importants, par exemple le rôle de la destruction des secteurs précapitalistes dans le développement d'un marché pour les marchandises capitalistes (les paysans indépendants sont transformés en une bourgeoisie rurale et en un prolétariat rural, qui

20. Qui prétendaient qu'il n'y aurait pas de développement du capitalisme en Russie, que les paysans seraient la force motrice de la révolution, et que celle-ci mettrait à l'honneur les formes de communauté précapitaliste existant notamment à la campagne.

deviennent des clients pour les industries capitalistes), mais, encore une fois, *sa vision reste limitée, car trop nationale.*

Trotsky, qui partira, pour comprendre la formation sociale russe, de sa vision de l'économie mondiale et de la loi du développement inégal et *combiné*, va montrer, mieux que lui, comment l'économie russe a été bouleversée *par l'intervention massive des capitaux étrangers*[21]. Analysant l'impact du développement mondial du capitalisme sur la Russie, il va être capable d'analyser LES SPÉCIFICITÉS *de la situation économique et sociale de la Russie* (notamment cette fameuse combinaison de traits de retard et de techniques modernes).

De façon plus générale, on doit considérer que, *pour comprendre la situation de l'ensemble des pays coloniaux et semi-coloniaux,* on doit partir, à titre de méthode d'analyse, de cette loi du développement inégal et combiné. Cela ne signifie pas, bien entendu, que l'on soit dispensé, pour chaque pays, d'une analyse concrète extrêmement précise de ses spécificités.

2. De façon plus précise, *qu'a signifié pour les pays coloniaux et semi-coloniaux la pénétration impérialiste ?*

Dans un premier temps, on peut dire qu'elle a eu *deux conséquences* :

— *1re conséquence :* Une destruction des secteurs précapitalistes de production. Le système capitaliste, en s'introduisant dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, y détruit progressivement l'économie précapitaliste et ses spécificités, incapable de soutenir la concurrence ou contrainte de se plier aux conditions des pays capitalistes dominants. En même temps se développe un secteur tourné vers l'exportation (secteur produisant, au début, essentiellement des matières premières), qui utilise les techniques de production les plus modernes. Les exemples abondent pour illustrer ces phénomènes. Pour n'en retenir qu'un, celui des rapports entre l'Angleterre et l'Inde durant la première moitié du XIXe siècle, notons d'abord que, de 1760 (début de la révolution industrielle en Angleterre) à 1810, l'Inde

21. Les étrangers possédaient, dans l'ensemble, à peu près 40 % de *tous les capitaux investis en Russie,* pourcentage notablement plus élevé dans les secteurs clefs de l'industrie.

reste le principal fournisseur mondial de produits textiles. En 1813 encore, les tissus de coton et de soie indiens coûtent *50 à 60 % moins cher* que les tissus anglais. Le marché indien va dès lors être conquis par le capital anglais non par des moyens purement économiques (puisque les coûts sont beaucoup plus faibles en Inde), mais par la force politique et militaire : l'Angleterre va donc imposer :

— des droits d'importation en Angleterre, des tissus indiens, extrêmement élevés : de *70 à 80 %* d'abord, puis de *20 %* du prix des tissus ;

— des droits d'importation en Inde, des tissus anglais, extrêmement faibles : de *3 à 4 %*.

De ce fait, entre 1815 et 1850 :

— les cotonnades britanniques conquièrent l'Inde (et notons que cela représente 25 % du total des exportations anglaises) ;

— en Inde, l'industrie artisanale textile est détruite, et s'y substituent massivement les plantations de coton, coton exporté brut vers l'Angleterre. L'économie connaît un mouvement inverse à celui connu par les pays européens : les travailleurs quittent les villes pour retourner à la campagne. La famine s'installe.

— *2e conséquence :* La destruction des secteurs précapitalistes *ne s'accompagne pas du développement d'un capitalisme national.*

Ces deux conséquences déterminent elles-mêmes l'existence d'une structure de classes bien spécifique, caractérisée notamment par l'existence :

a) d'une bourgeoisie nationale inexistante ou très faible[22] ;

b) d'une masse extrêmement abondante de paysans pauvres ;

c) d'un prolétariat jeune et fortement concentré (en raison du caractère *combiné* du développement).

Nous allons préciser ces spécificités des structures de production et des structures sociales, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, en distinguant selon qu'il s'agit

22. Nous entendons par « bourgeoisie nationale » une bourgeoisie *capable* d'accumuler de manière autonome, sans subir de manière déterminante l'influence d'autres bourgeoisies étrangères.

d'économies dites d'exportation et d'économies dites semi-industrialisées.

A. *Les économies d'exportation*

Ce sont celles où l'activité du secteur capitaliste, la plupart du temps sous contrôle de capitaux des métropoles impérialistes, consiste essentiellement *à produire des ressources agricoles, énergétiques ou minières, en vue de les exporter vers les pays capitalistes avancés* : bauxite en Guinée, cuivre en Rhodésie, arachide au Sénégal, caoutchouc en Malaisie, etc. Chaque secteur est spécialisé dans un produit : en d'autres termes, chaque pays colonial ou semi-colonial *produit et exporte une ou deux de ses ressources,* qui représentent par ailleurs, dans la plupart des cas, l'essentiel de la production et des exportations du pays. Cette extrême spécialisation rend ces économies *totalement dépendantes du marché mondial capitaliste* et *des trusts internationaux.* En effet, une économie qui n'exploite qu'un seul (ou deux, ou trois) produit dépend pour ses ressources en devises, qui elles-mêmes déterminent ses capacités d'importation, du seul cours de ce produit sur le marché mondial.

Ce cours est fixé par l'arbitrage entre vendeurs et acheteurs. Or, ce ne sont pas les mineurs ou les paysans des pays coloniaux et semi-coloniaux qui vendent sur le marché mondial, ce sont ou bien les sociétés capitalistes qui exploitent elles-mêmes les ressources, ou bien des sociétés capitalistes qui achètent les matières premières aux producteurs ou à des intermédiaires [23], et les vendent sur le marché mondial. Ces sociétés capitalistes, qui exploitent directement ou indirectement les ressources, ne sont souvent que des filiales des trusts qui, dans les pays capitalistes avancés, les transforment en produits fabriqués. Le cours est fixé, dès lors, le plus bas possible. Les pertes des sociétés qui exploitent ne sont qu'apparentes, car elles sont compensées par les gains des sociétés qui transforment, les deux types de sociétés appartenant souvent au même trust. L'augmentation éventuelle des cours ne sera due qu'à la concurrence éventuelle de deux trusts.

En tout état de cause, les économies d'exportation sont

23. Ces intermédiaires sont souvent des capitalistes marchands qui reportent sur les paysans les baisses éventuelles de cours, et qui s'approprient les hausses de cours.

totalement dépendantes des pays capitalistes avancés et de leurs trusts. Catastrophiques pour elles sont notamment la détérioration des termes de l'échange particulièrement nette pour les matières premières, et la fluctuation des cours de ces mêmes matières premières.

La dépendance de ces économies, particulièrement forte, se reflète au niveau des *structures sociales*.

En particulier, on y constate *l'absence* (ou *l'extrême* faiblesse) de toute bourgeoisie *nationale*. Il existe simplement ce qu'on appelle une bourgeoisie *compradore*, composée de marchands, d'usuriers et de la couche supérieure de la fonction publique, dont le pouvoir repose *entièrement* sur le capital étranger. Elle n'est que le *représentant local* du capital étranger, elle est son valet. Elle est hostile à *toute industrialisation*, car les producteurs de matières premières ne trouvent des débouchés dans les pays capitalistes avancés que si ceux-ci peuvent exporter des produits manufacturés, non produits par conséquent dans le pays colonial lui-même : elle mène donc une politique d'abaissement des barrières douanières [24].

Pour ce qui est donc de ces économies dites d'exportation, les choses sont relativement simples : totale dépendance à l'égard des pays capitalistes avancés, industrialisation absente ou très faible, absence de bourgeoisie nationale. Elles sont plus complexes dans le cas des économies dites semi-industrialisées.

B. *Les économies semi-industrialisées* [25]

Il s'agit ici d'un certain nombre d'économies qui ont connu, elles, un certain type d'*industrialisation*, y compris sur une base *nationale* : des pays comme l'Argentine ou le Brésil en sont des exemples caractéristiques.

Que s'est-il passé ?

A l'occasion de ruptures des économies d'exportation avec les pays capitalistes avancés, ruptures survenant lors des deux guerres mondiales, ou lors de la crise des années 1930 notamment, un certain nombre d'entre elles

---

24. Cela cependant est, aujourd'hui, *légèrement moins vrai* qu'il y a un siècle. Les bourgeoisies compradores peuvent *favoriser l'industrialisation*, dans des *secteurs dont les pays capitalistes avancés ne veulent plus* (exemple : le textile), rarement dans d'autres.

25. Pour une analyse détaillée, cf. P. SALAMA, *Le Procès de « sous-développement »*, F. Maspero, Paris, 1972.

vont connaître un début d'industrialisation, qualifiée d'*industrialisation substitutive d'importation.*

En effet, un certain nombre de biens autrefois importés des pays capitalistes avancés ne le sont plus, du fait même de la rupture évoquée. Dès lors, on commence à les produire dans le pays colonial ou semi-colonial lui-même, pour répondre à la demande interne qui se manifeste.

Cette industrialisation est d'ailleurs facilitée par la diffusion antérieure, qu'avait assurée l'économie d'exportation elle-même, des rapports de production capitalistes. On assiste donc au développement parfois spectaculaire d'un secteur industriel *national* (au Brésil, par exemple, en 1914-1918, la production industrielle augmente de 220 % !), et d'un capital *national.* Les économies d'exportation se transforment en *économies semi-industrialisées,* surtout pendant la grande crise des années 1930-1939 et la Seconde Guerre mondiale. Parallèlement apparaît *l'ébauche d'une bourgeoisie nationale,* sans pour autant qu'elle se constitue en rupture *violente* avec les propriétaires fonciers et la bourgeoisie compradore, en même temps que se développe un jeune prolétariat industriel fortement concentré.

Mais ces ébauches d'industrialisation sur une base *nationale* vont, à chaque fois, rencontrer très vite des limites. L'accumulation du capital *national* se heurte à un certain nombre d'obstacles.

En effet, la réinsertion des économies semi-industrialisées au sein du processus productif mondial, à l'issue des crises qui les avait coupées des pays capitalistes avancés, va exercer une contrainte sur les bourgeoisies nationales naissantes : celles-ci, sous la pression de la concurrence et pour ne pas en être victimes, sont forcées d'investir selon les formes et les techniques les plus modernes, imposées par les bourgeoisies des pays capitalistes avancés. Il s'ensuit la formation, dans les économies semi-industrialisées, *de très fortes capacités de production.* Or, face à ces capacités de production élevées, *les débouchés intérieurs restent très faibles.* La faiblesse du marché intérieur a elle-même une double raison :

a) elle est due à la *faiblesse de l'emploi industriel.* L'accumulation du capital, en effet, détruit de nombreux emplois dans les secteurs précapitalistes, et en crée insuffisamment, si ce n'est pas du tout, dans le secteur industriel capitaliste. Dans ce secteur, la productivité du travail très forte (due à l'utilisation de techniques modernes) augmente

aussi vite ou plus vite que le taux d'accumulation du capital, dont la croissance est freinée par deux facteurs : les limites qui existent à la capacité d'importer des biens d'équipement, et les hausses de coûts dues à l'existence de capacités de production excédentaires. L'emploi augmente peu. La croissance de la demande interne de biens de consommation est faible ;

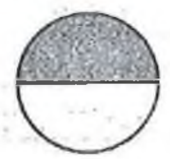
b) elle est due à la *très forte concentration des revenus* au bénéfice des titulaires de profits. C'est ainsi que, sur l'ensemble de l'Amérique latine (à l'exception de Cuba), 5 % de la population possèdent 33 % du revenu total :

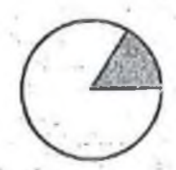




5 % de la population possède 33 % du revenu total

tandis que 50 % de la population possède 16 % du revenu total :





50 % de la population possède 16 % du revenu total

Cette forte concentration de revenus n'a fait que s'accentuer depuis dix ans. Ainsi, si l'on prend l'exemple du Brésil, les statistiques aussi bien brésiliennes qu'américaines confirment ce phénomène [26].

---

26. Cf. Duarte, *Aspectos de la distribuiças da renda no Brasil em 1970* (1971) ; U.S. Bureau of Census, *Distribution of National Income in Brazil,* 1971.

% DE LA POPULATION RÉMUNÉRÉE	*1960* % DU REVENU NATIONAL		*1970* % DU REVENU NATIONAL	
	Duarte	*U.S. Bureau*	*Duarte*	*U.S. Bureau*
40	*11,20*	*10,80*	*9,05*	*8,60*
20	13,98	12,80	10,94	11,10
20	20,34	20,40	16,83	16,50
20	54,48	56,00	63,18	63,80
10 % supérieurs	*38,87*	*38,50*	*48,35*	*51,60*
5 % supérieurs	*27,35*	*26,00*	*36,25*	*37,80*

La très forte concentration des revenus au bénéfice des titulaires de profits peut s'expliquer ainsi : d'un côté, on a, pour des raisons indiquées, une productivité du travail qui augmente fortement ; de l'autre, on a des salaires réels qui, en raison notamment de l'existence d'une armée de chômeurs importante, augmentent beaucoup plus faiblement. Ainsi, par exemple, *au Brésil,* on obtient les résultats suivants, *de 1955 à 1962 :*

	Textile	*Industrie de transformation*	*Alimentation*	*Métallurgie*
Taux annuel de croissance de la productivité	6,2	6,1	4,6	1,9
Taux annuel de croissance du salaire réel	1,1	1,9	1,1	— 0,3

Il s'ensuit une forte augmentation des profits. La faiblesse des salaires réels et l'utilisation par les bourgeois locaux d'une partie de leurs profits pour acheter des biens de consommation dans les pays capitalistes avancés, notamment aux Etats-Unis, sont autant de facteurs qui viennent également limiter le marché intérieur.

La contradiction *fortes capacités de production-faible marché intérieur* va avoir une double conséquence :

a) elle va susciter un ralentissement dans l'accumulation du capital *national* ;

b) elle va entraîner une *tendance* à la hausse des prix relatifs des biens d'équipement, les capitalistes fabriquant ces biens essayant, d'une part, d'incorporer les hausses de leurs coûts et, d'autre part, de compenser par des hausses de prix de vente unitaire l'insuffisance du *volume* de ventes.

Les capitalistes fabriquant les biens de consommation vont alors avoir de plus en plus tendance à s'adresser au marché extérieur, pour se fournir en biens d'équipement, venant encore aiguiser les contradictions des capitalistes fabriquant les biens d'équipement.

La hausse des prix relatifs ne peut cependant s'analyser que comme *tendance*. Celle-ci peut être contrecarrée précisément par l'insertion des économies semi-industrialisées dans le processus productif mondial. En d'autres termes, leur insertion et la politique échangiste plus libre qui en découle rendent difficile la hausse. Quoi qu'il en soit, que la tendance à la hausse des prix relatifs se réalise ou non, *elle va affaiblir la capacité de résistance de la bourgeoisie industrielle nationale*. On va alors assister à une *mainmise croissante du capital étranger sur les entreprises nationales du secteur manufacturier lui-même*.

Cette mainmise, constatée dans toutes les économies semi-industrialisées, notamment d'Amérique latine, signifie :

a) que *le développement de l'industrie reste toujours possible ;*

MAIS, *b*) que ce développement *ne se fait plus sur une base nationale*. De fait, parallèlement à la mainmise croissante du capital étranger sur le secteur manufacturier national, on a assisté *à la disparition en tant que telle de ce qui avait été l'ébauche d'une bourgeoisie nationale*, qui s'est transformée, pour survivre, *en une bourgeoisie industrielle associée au capital étranger, notamment américain, et dominée par lui*.

Cela dit, le capital étranger lui-même, associé au capital local, se heurte au problème de l'insuffisance du marché intérieur.

Si le problème des débouchés ne se pose pas dans les mêmes termes pour les trusts internationaux que pour les entreprises « nationales » en voie de disparition, il n'en demeure pas moins que l'évolution de ces débouchés n'est guère de nature à les inciter à capitaliser l'ensemble de leurs profits. L'accentuation de la concentration des revenus en faveur des catégories les plus aisées, l'expansion faible, voire nulle, de l'emploi productif jouent progressivement comme *obstacles* à la reproduction élargie du capital.

On comprend dès lors que certains trusts américains puissent être amenés à modifier progressivement leur politique à l'égard de l'ancienne oligarchie, notamment latifundiaire, et à préconiser des *réformes agraires*, mêmes timides, dans le but de s'assurer des *débouchés plus larges.* Ainsi, paradoxalement, l'évolution des contradictions, lors du procès d'accumulation du capital en Amérique latine, la nouvelle orientation des capitaux étrangers vers le secteur manufacturier peut inciter certaines franges de l'impérialisme à s'opposer à l'oligarchie traditionnelle, et à jouer sur le développement d'une petite bourgeoisie, notamment à la campagne.

Ainsi s'explique ce qu'on a pu appeler *la nouvelle stratégie de l'impérialisme U.S.* en Amérique latine, qui se concrétise par un nouveau type d'alliance de classes *entre* le capital américain et la bourgeoisie industrielle locale associée et dominée, et *contre* l'ancienne oligarchie latifundiaire (d'où certaines réformes agraires visant à accroître le marché intérieur [27]), et dans certains cas le capital minier (d'où le fait qu'une partie de l'impérialisme U.S. voit sans trop d'affolement un certain nombre de nationalisations de mines, si elles sont accompagnées d'indemnités).

Cette nouvelle voie sera d'autant plus tentante pour l'impérialisme qu'elle pourra constituer une soupape pour les revendications des paysans et des travailleurs. C'est à eux

---

27. Ces considérations sont, bien sûr, à nuancer selon les pays. Au Brésil, par exemple, la nécessité d'accroître en priorité le marché des biens durables (automobiles, par exemple) a conduit non pas à mettre en œuvre une réforme agraire qui aurait pu susciter un accroissement de la demande de biens de consommation populaire, mais à favoriser le développement dans les villes de nouvelles couches moyennes, d'une nouvelle petite bourgeoisie, à réprimer les organisations ouvrières et à instaurer une dictature militaire.

qu'il revient de démystifier ces entreprises plus « subtiles » de l'impérialisme et de les retourner contre lui.

3. La loi du développement inégal et combiné et la faiblesse ou l'absence de capital national ont *deux conséquences* très importantes :

A. *1re conséquence : l'actualité de la révolution prolétarienne dans les pays coloniaux et semi-coloniaux eux-mêmes*

L'impérialisme, de ce point de vue, qui peut, par certains aspects, résoudre partiellement et provisoirement certaines contradictions du système, aboutit, en dernière analyse, à *les aiguiser,* en rendant d'actualité la révolution *prolétarienne,* non seulement dans les *pays capitalistes avancés,* mais aussi dans les pays coloniaux et semi-coloniaux. Plus précisément, la loi du développement inégal et combiné et la faiblesse ou l'absence de capital national ont cinq implications essentielles dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, qui y définissent la stratégie de *révolution permanente* :

a) La bourgeoisie y est incapable d'apporter une solution véritable et complète aux tâches démocratiques-bourgeoises et de libération nationale. Faible, liée le plus souvent aux propriétaires fonciers, étroitement dépendante de l'impérialisme étranger, ayant à faire face à un prolétariat jeune et fortement concentré, elle est incapable d'accomplir jusqu'au bout la révolution bourgeoise elle-même. Le premier grand exemple historique fut fourni par la révolution russe. Entre février et octobre 1917, la bourgeoisie russe au pouvoir est incapable de résoudre la question agraire (donner la terre aux paysans) et la question nationale. Notons que Lénine, même s'il avait mal vu le rôle joué par les capitaux étrangers en Russie, était d'accord avec Trotsky pour caractériser l'incapacité de la bourgeoisie russe et refuser l'alliance entre le prolétariat et la bourgeoisie, s'opposant au mécanicisme national des mencheviks affirmant que seule la prise du pouvoir par la bourgeoisie était à l'ordre du jour dans la Russie féodale[28]. Depuis, de nombreux autres exem-

---

28. Les divergences entre Lénine et Trotsky, jusqu'en avril 1917, ne porteront pas sur l'analyse de la bourgeoisie russe. Elles porteront simplement sur le rôle de la paysannerie dans l'alliance de classes,

ples historiques viennent confirmer cette thèse, de l'Egypte nassérienne aux pays d'Amérique latine, en passant par l'Inde, Ceylan, les pays d'Afrique noire, ou le Vietnam dont la bourgeoisie nationale est qualifiée par Le Duan de rachitique.

Nous avons montré l'inexistence ou la faiblesse des bourgeoisies nationales, aussi bien dans les économies dites d'exportation que dans les économies dites semi-industrialisées.

b) Les tâches démocratiques bourgeoises ne pouvant être accomplies jusqu'au bout par la bourgeoisie, elles ne peuvent l'être que par la dictature du prolétariat. Il s'ensuit que le prolétariat des pays coloniaux et semi-coloniaux, s'il sait entraîner derrière lui les masses paysannes, peut prendre le pouvoir plus rapidement que dans les pays capitalistes avancés. Certes, les tâches *immédiates* sont des tâches démocratiques-bourgeoises, mais seul le prolétariat, allié aux paysans (et non à la bourgeoisie), peut les accomplir. La révolution russe a montré, là aussi, la voie.

c) L'importance des questions agraires et nationales assigne à la paysannerie, qui constitue, en général, la majorité de la population des pays coloniaux et semi-coloniaux, un rôle extrêmement important.

Mais la lutte doit être implacable contre l'influence des bourgeoisies de ces mêmes pays. C'était, encore une fois, la position commune de Lénine et de Trotsky, face aux mencheviks. A son encontre vont les pratiques staliniennes :

— l'attitude de l'Internationale communiste à l'égard de la Chine en 1925-1927 préfigure ce qui deviendra la ligne officielle, c'est-à-dire stalinienne. A cette époque, en effet, la direction de l'Internationale communiste déclara que, pour les pays coloniaux et semi-coloniaux, l'objectif ne pouvait être le renversement du capitalisme et l'instauration de la dictature du prolétariat s'appuyant sur la paysannerie. Il s'agissait de mettre en œuvre une coalition des classes, comprenant non seulement la classe ouvrière et la paysannerie, mais aussi la bourgeoisie nationale. Bien plus, dans la révolution chinoise de 1925, la direction de l'In-

---

et sur les stades de la lutte. Sur ces deux points, sur lesquels nous reviendrons, les faits donneront raison à Trotsky, comme le reconnaîtra Lénine par ses *Thèses* d'avril 1917.

ternationale communiste présenta le Kuomintang comme un « bloc de classes » au sein duquel les membres du Parti communiste chinois devaient se dissoudre et s'intégrer, sans avoir la possibilité d'exprimer une politique indépendante [29]. Peu à peu, l'Internationale, de plus en plus stalinisée, adoptait une ligne semblable à la théorie *menchevique* de la révolution par étapes.

— celle des bureaucrates staliniens successeurs de Staline : leurs pratiques ont été sensiblement les mêmes que celles mises en œuvre sous la direction de Staline lui-même, qu'il s'agisse, pour ne prendre que quelques exemples, du soutien accordé à l'Egypte de Nasser [30], ou à la bourgeoisie indienne, en passant par la livraison d'armes (conjointement à l'impérialisme U.S.) au gouvernement ceylanais, ou encore le soutien à de nombreux gouvernements africains.

— quant à l'attitude de la bureaucratie chinoise, le moins qu'on puisse dire est qu'elle porte largement l'empreinte du stalinisme. En effet, même si, en Chine même, la direction maoïste a eu, dans l'ensemble, une stratégie, face au problème de la révolution prolétarienne, beaucoup plus proche de la stratégie de révolution permanente que de la stratégie stalinienne de la révolution par étapes [31], il n'en reste pas moins :

- qu'au niveau théorique la théorie du « bloc des classes » reste typiquement stalinienne. Certes en 1959, soit dix ans après la victoire de leur révolution, les dirigeants chinois ont présenté une théorie dite de la « révolution ininterrompue par étapes », cherchant à théoriser leur pratique et se rapprochant par là même de la théorie de la révolution permanente. Mais ils s'efforcent, à travers cette théorie, de sauver leur propre passé politique par des artifices qui visent à sauver la théorie stalinienne du « bloc des classes » ;

---

29. Alors que Lénine avait toujours insisté sur la nécessaire indépendance politique du prolétariat et de son parti.

30. Rappelons que la bureaucratie du Kremlin a exigé la dissolution du Parti communiste égyptien au sein du parti nassérien, fidèle à la tradition de Staline poussant le Parti communiste chinois à se dissoudre au sein du Kuomintang.

31. Le moins qu'on puisse dire est que les étapes d' « alliance » avec le peu de bourgeoisie nationale existante ont été plus que précipitées !

• que l'attitude de la direction maoïste, par exemple à l'égard du gouvernement Soekarno en Indonésie (rappelons qu'Aïdit, dirigeant du Parti communiste indonésien, était félicité pour son soutien au pouvoir, dans le cadre d'un Etat prétendument semi-bourgeois et semi-prolétarien, peu de temps avant le massacre de centaines de milliers d'ouvriers et de paysans par la bourgeoisie avec laquelle on faisait alliance), ou à l'égard du gouvernement ceylanais actuel (la Chine a accordé un prêt au gouvernement ceylanais, en pleine période de répression, tandis que le Parti communiste maoïste ceylanais renonçait à toute lutte contre la répression actuelle, et accordait son soutien au gouvernement), ou encore à l'égard de toute une série de gouvernements d'Afrique ou du Moyen-Orient, se situe dans le cadre de la *logique* stalinienne.

d) Cette alliance du prolétariat et de la paysannerie n'est concevable que sous la direction politique du prolétariat. Les paysans, quelle que soit leur importance numérique et quelle que soit leur importance révolutionnaire, ne peuvent jouer un rôle indépendant (le paysan suit l'ouvrier ou le bourgeois), et encore moins un rôle dirigeant (*cf.* la lutte de Lénine contre les populistes).

Notons d'ailleurs que la force du prolétariat industriel et agricole[32] est beaucoup plus grande que la simple proportion du prolétariat dans la population totale, dans la mesure où c'est lui qui commande économiquement le cœur de tout le système capitaliste. L'histoire des révolutions russe, chinoise ou vietnamienne nous montre que, quelle que soit l'importance de la paysannerie, elle ne joue ni un rôle indépendant, ni, à plus forte raison, un rôle dirigeant.

e) A partir du moment où la dictature du prolétariat s'est instaurée, et du fait même du rôle dirigeant du prolétariat, inévitablement et rapidement se pose le problème de la transformation des tâches démocratiques-bourgeoises en tâches socialistes. Ce phénomène de transcroissance rapide, apparu pour la première fois en U.R.S.S. aux lendemains

---

32. Notamment le prolétariat agricole travaillant *dans* des plantations agricoles exportatrices, fortement mécanisées, caractérisées par l'existence des rapports de production capitalistes.

de la révolution d'Octobre [33], se retrouve dans la révolution chinoise, comme dans la révolution vietnamienne (qu'il s'agisse de la R.D.V.N. ou des zones libérées du Sud).

De façon plus générale, la dynamique même des luttes, que ce soit en Asie ou en Amérique latine, est une dynamique où seuls des fronts de classe (prolétariat, paysannerie), dirigés politiquement par le programme du prolétariat, pourront véritablement et pleinement accomplir les tâches démocratiques et de libération nationale, et où, du fait même du rôle dirigeant du prolétariat, se posera le problème de la transcroissance de la révolution démocratique en révolution socialiste. C'est là la conséquence ultime de l'impérialisme et de l'envahissement du monde entier par le capital, et c'est en ce sens que l'impérialisme finit par aiguiser les contradictions du système capitaliste.

Notons enfin que le problème de la transcroissance ne suffit pas à définir le processus de révolution permanente. Ce qui le définit également, c'est l'impossibilité de se limiter aux cadres nationaux. Nous en arrivons ainsi à la deuxième conséquence de la loi du développement inégal et combiné.

B. *2e conséquence : l'impossibilité du socialisme dans un seul pays* [34]

La loi du développement inégal et combiné a une implication qui dépasse le cadre des problèmes des pays coloniaux et semi-coloniaux, dont nous parlons ici. Elle implique, en effet, l'impossibilité de construire le socialisme dans un seul pays, qu'il s'agisse d'un pays arriéré ou d'un pays capitaliste avancé.

---

33. C'est sur ce problème de la *transcroissance* qu'une divergence exista entre Lénine et Trotsky, jusqu'en avril 1917. Pour Lénine, il y aurait, dans une première étape, une « dictature démocratique des ouvriers et des paysans » (mais *sans* alliance avec la bourgeoisie, contrairement à la façon dont les staliniens appliqueront la formule), qui accomplirait les tâches démocratiques-bourgeoises, puis, après la révolution en Europe, la « dictature du prolétariat et des paysans pauvres », qui accomplirait les tâches socialistes. Pour Trotsky, et l'histoire lui a donné raison, c'est la dictature du prolétariat elle-même, s'appuyant sur la paysannerie, qui accomplirait les tâches démocratiques-bourgeoises, et poserait rapidement le problème de la transcroissance.

34. Nous ne pourrons, dans le cadre de ce manuel, qu'être très schématiques sur ce problème.

Plus précisément, une société de transition entre le capitalisme et le socialisme limitée à « un seul pays » voit les contradictions qui caractérisent son fonctionnement s'aggraver. Vouloir construire « le socialisme dans un seul pays » suscite une série de *conséquences catastrophiques, dont les deux plus importantes* seront simplement et très rapidement présentées ici :

a) La première conséquence, la plus importante sans aucun doute, est de transformer l'Internationale communiste, d'instrument de la révolution mondiale, en garde-frontière du pays dans lequel on « construit le socialisme ». L'attitude de Lénine et de l'Internationale communiste, lors des quatre premiers congrès, était double :

— Il était affirmé que la révolution mondiale était une condition nécessaire à la victoire du socialisme en U.R.S.S. ; l'une des conditions du succès de la révolution socialiste en U.R.S.S., déclarait Lénine au Xe Congrès du parti, est « qu'elle soit soutenue en temps opportun par une révolution sociale dans un ou plusieurs des pays avancés ».

— Dès lors, la tâche n'était pas de construire le socialisme dans la seule U.R.S.S., mais d'y renforcer la dictature du prolétariat pour l'utiliser comme base d'appui de la révolution mondiale :

● renforcer la dictature du prolétariat, c'est-à-dire consolider et développer l'alliance des ouvriers et des paysans, en attendant les victoires prochaines de la révolution prolétarienne internationale, améliorer systématiquement le niveau d'existence du prolétariat, préparer les éléments nationaux de la société socialiste internationale de l'avenir ;

● utiliser cette dictature du prolétariat renforcée, comme base d'appui de la révolution mondiale.

Des deux leviers du socialisme mondial, le renforcement de la dictature du prolétariat et la révolution prolétarienne mondiale, c'est le *second qui était considéré comme le plus important.* L'importance attribuée à l'U.R.S.S. provenait de ce qu'elle devait être la base d'appui de la révolution mondiale, et non pas de sa capacité à construire le socialisme indépendamment de la révolution mondiale.

A partir du moment, au contraire, où l'on affirme que le socialisme peut être construit sur la base d'un Etat national, à condition qu'il n'y ait pas d'interventions mili-

taires, la tâche des partis communistes n'est plus de lutter pour la conquête du pouvoir, mais de protéger le pays où « l'on construit le socialisme ». La révolution mondiale est sacrifiée à la défense des intérêts de l'Etat. C'est cette politique qui a été mise en œuvre, avec dans chaque cas des spécificités importantes[35], aussi bien par l'Internationale communiste sous la direction de Staline, qui inaugura la transformation de l'Internationale en instrument de la diplomatie de la bureaucratie du Kremlin, que par les bureaucrates successeurs de Staline, sous la forme de la politique de coexistence pacifique, que par la direction chinoise à l'égard du Bengale, de Ceylan, du Soudan, de l'Iran, etc.

b) *La seconde conséquence* est de négliger les lois de l'économie mondiale.

La loi du développement inégal et combiné qui explique que la révolution prolétarienne n'est pas un acte simultané, et qu'elle peut commencer dans un pays arriéré, explique également l'impossibilité du socialisme dans un seul pays, dans la mesure où elle implique *l'interdépendance des diverses économies*. En fait, en tentant de justifier la théorie du socialisme dans un seul pays, on néglige deux éléments essentiels :

— on néglige la division mondiale du travail, et le danger que représente pour la dictature du prolétariat le marché mondial capitaliste « dont nul ne peut s'arracher », comme le notait Lénine en 1922. Même si l'U.R.S.S. et les autres Etats ouvriers bureaucratique ont connu d'importants succès économiques, il n'en reste pas moins que les difficultés actuelles des économies de ces Etats et les liens croissants qu'ils ont tissés avec le marché mondial capitaliste témoignent du caractère borné et contradictoire de l'édification économique dans les Etats ouvriers isolés. Il est impossible de mettre entre parenthèses la division mondiale du travail et l'existence du marché mondial capitaliste ;

— on oublie la contradiction qui existe entre le développement des forces productives et l'existence de frontières nationales.

Les forces productives des pays capitalistes sont, depuis

35. Il serait évidemment *très intéressant et très important* d'approfondir ces spécificités. Nous ne pouvons le faire dans le cadre de ce manuel.

longtemps, à l'étroit dans le cadre de l'Etat national. Ce phénomène commande aussi bien les exportations, la politique coloniale et néo-coloniale que les deux dernières guerres mondiales. Mais il explique également l'impossibilité économique pour une société en transition vers le socialisme de vivre en autarcie.

Tel Etat, devenu étroit pour le capitalisme, est d'autant moins capable de devenir le cadre d'un régime socialiste. Le socialisme, dans la mesure où il doit mener plus loin et plus haut les forces productives, ne peut les laisser enfermées dans les formes nationales d'où elles cherchaient déjà à s'arracher sous le capitalisme.

Les deux derniers points que nous avons évoqués (impossibilité de mettre entre parenthèses la division mondiale du travail, et la contradiction entre le développement des forces productives et l'existence de frontières nationales) seraient encore plus importants pour les pays capitalistes développés, actuellement, si la révolution prolétarienne y triomphait.

Nous avons vu que l'impérialisme se caractérise par une interdépendance et une interpénétration des capitaux accrues *entre pays capitalistes développés,* et une exacerbation de la contradiction entre forces productives et Etats nationaux. Pour cette raison précisément, un pays capitaliste développé n'a aucune chance de construire le socialisme dans le cadre de ses frontières nationales : les forces productives y étoufferaient rapidement.

Si on ajoute les difficultés et contradictions accrues connues par les Etats ouvriers bureaucratisés, on voit à quel point est fondé le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe, qui implique la révolution sociale dans les pays capitalistes européens et la révolution politique dans les Etats ouvriers bureaucratisés.

On retrouve là l'idée que l'internationalisme n'est pas un principe abstrait, mais l'expression politique du développement mondial des forces productives et de l'élan mondial de la lutte des classes.

9. Les interventions de l'État

INTRODUCTION

1. Contrairement à ce qu'affirment les idéologues bourgeois et les réformistes de toutes catégories, *l'Etat n'est pas un instrument neutre.* C'est avec le développement du mode de production capitaliste que l'Etat essaiera d'apparaître pour le contraire de ce qu'il est. Il sera nécessaire à la bourgeoisie de présenter l'Etat comme un instrument neutre au-dessus des classes. Cette apparence de neutralité est la condition indispensable pour que l'Etat soit le lieu où les conflits de classes puissent être dévoyés, momentanément résolus, au profit de la bourgeoisie (*cf.* les événements de mai-juin 1968 en France).

Les réformistes de tous genres ont également intérêt à présenter l'Etat de cette manière. Pour eux, l'Etat est neutre en tant que tel. Seule l'utilisation de l'Etat n'est pas neutre. Dès lors, la perspective stratégique est claire : il s'agit pour la classe ouvrière non pas de détruire l'Etat bourgeois, mais de s'en emparer.

En fait, l'absence de neutralité de l'Etat se manifeste aussi bien sur le plan *idéologique et politique* que sur le plan *économique.*

Sur les plans *idéologique et politique,* deux points fondamentaux sont à noter :

A. L'Etat est l'instrument privilégié utilisé par la bourgeoisie pour maintenir la division de la société en deux classes, et donc le maintien du salariat. Notons d'ailleurs que la constitution de l'Etat bourgeois étant fonction de l'utilisation que la bourgeoisie veut en faire, il apparaît clairement que nous n'avons pas là un instrument neutre, utilisable par la classe ouvrière comme par la bourgeoisie. L'Etat est donc inséré dans le mouvement général de la lutte de classes, en même temps qu'il en est la sanction juridique. Si, à un moment donné, la classe ouvrière a su établir un rapport de forces qui lui est favorable, l'Etat

pourra le sanctionner juridiquement par un certain nombre de lois sociales. Cette sanction sera d'ailleurs un moyen pour préserver et permettre de reproduire ce qui est fondamental : le système d'exploitation. En effet, elle sera l'un des éléments qui permettront de donner l'illusion à la classe ouvrière que l'Etat — relativement autonome — est un instrument neutre.

B. De façon plus générale, pourquoi peut-on parler d'une *relative autonomie de l'Etat* ? La bourgeoisie — comme toute classe dominante — présente ses propres intérêts comme l'intérêt général de la société. Pour y parvenir, elle est donc obligée de masquer l'existence de ses propres intérêts derrière l'intérêt général. Elle ne peut réussir qu'en se situant au niveau idéologique, car c'est précisément l'idéologie qui masque la nature profonde des rapports sociaux. C'est en ce sens qu'on peut parler de l'autonomie relative de l'Etat.

En même temps, l'Etat étant l'instrument de la classe bourgeoise prise dans son ensemble, il s'ensuit qu'il est le lieu où s'arbitrent les conflits entre les différentes couches de la bourgeoisie, et qu'il peut être amené à *imposer* à une partie de la classe des solutions conformes à l'intérêt politique de l'ensemble de la classe. En d'autres termes, nous savons que la domination politique de la bourgeoisie est fondée — en dernière instance — sur l'accumulation *progressive* du capital, laquelle implique l'élimination d'une partie de la bourgeoisie. Mais la classe bourgeoise reçoit sa légitimité politique des élections — qu'elle a créées — et donc a besoin de l'appui politique des couches qu'elle se devrait d'éliminer. L'Etat, en composant, peut résoudre *provisoirement* cette contradiction.

2. Il est possible, à partir de là, de préciser la nature des *interventions économiques de l'Etat bourgeois.*

Dès la formation du capitalisme, la bourgeoisie naissante essaie d'utiliser l'Etat afin de consolider sa position de classe. Cette utilisation a pris plusieurs formes qui vont des fournitures de guerre (ex. Le Creusot, les textiles, etc.), création de manufactures d'Etat, protectionnisme, législation « sanguinaire » contre les paysans, jusqu'au financement et à la réalisation d'expéditions coloniales, manifestation du caractère *immédiatement mondial* de l'accumulation du capital.

Par la suite, l'Etat est toujours intervenu, sous des formes diverses.

Mais c'est surtout *après la crise des années 1930, et depuis la Seconde Guerre mondiale,* que les interventions économiques de l'Etat bourgeois vont prendre une *ampleur inégalée* et des *formes qualitatives nouvelles.*

Ces interventions expliquent l'atténuation de certaines contradictions dans le fonctionnement du capitalisme dans les pays capitalistes avancés, à partir de la Seconde Guerre mondiale.

Le capitalisme ne changeait ni de nature (il ne peut se caractériser que par l'exploitation de la force de travail par le capital) ni de logique (les contradictions qui le régissent : chômage, impérialisme, crises, se manifestaient toujours), mais le poids spécifique de chacune de ces contradictions était différent : les crises et le chômage étaient de moindre ampleur qu'avant la Seconde Guerre mondiale, comme nous l'avons vu dans les chapitres précédents.

Par ailleurs, de nouvelles formes de contradictions allaient apparaître : existence d'une inflation *permanente,* même durant les périodes de récession, crise du système monétaire international, etc. Ces contradictions allaient s'aggraver à partir des années 1960. Le renouveau et la remontée des luttes ouvrières en Europe occidentale même (non seulement dans des pays comme la France ou l'Italie, mais aussi dans des pays comme l'Allemagne ou la Suède où elles avaient été extrêmement faibles depuis 1945) témoignent de l'aggravation des contradictions dans le fonctionnement du capitalisme, en même temps qu'elles viennent encore les exacerber.

Nous allons, dans ce chapitre, présenter un simple aperçu, le plus souvent descriptif :

1. des interventions économiques de l'Etat bourgeois ;

2. des nouvelles formes prises par les contradictions et de leur exacerbation [1].

---

1. Nous réservons pour un autre ouvrage une analyse approfondie du fonctionnement du capitalisme depuis la Seconde Guerre mondiale. Nous nous contenterons ici de *décrire l'essentiel.*

Pour une première critique, cependant, de la conception stalinienne du capitalisme monopoliste d'Etat (critique du contenu et non pas de l'expression, qui vaut celle de néo-capitalisme), cf. les nᵒˢ 6 et 7-8 de *Critiques de l'économie politique.*

Section I. — Le rôle des interventions de l'Etat a partir de la Seconde Guerre mondiale

1. Depuis une quarantaine d'années, la part des dépenses publiques dans la dépense globale a été croissante : elle est extrêmement importante, représente 20 à 30 % de la dépense globale, dans tous les pays capitalistes avancés, et y joue un rôle décisif. Aux Etats-Unis, par exemple, les dépenses gouvernementales, qui représentaient seulement 7,4 % du produit national en 1903, et 9,8 en 1929, à la veille de la grande crise, augmentent jusqu'à 20 % du produit national en 1939, et 30 % de nos jours !

Au sein des dépenses publiques, *on notera le rôle décisif des dépenses militaires, maintenues à un niveau considérable de façon permanente, ce qui est un phénomène sans précédent dans l'histoire du capitalisme* (environ 10 % de la dépense nationale aux U.S.A.). Ces dépenses sont, bien sûr, la source de très importantes commandes aux secteurs clés de l'industrie (électronique, aéronautique...). Si l'on prend l'exemple des Etats-Unis, on peut noter l'importance du rôle des dépenses militaires : en 1939, le chômage représente 17 % de la population active, et le niveau de la production est encore inférieur à celui atteint en 1929 à la veille de la crise. Pourtant, de 1933 à 1939, les dépenses gouvernementales civiles avaient considérablement augmenté (politique du New Deal). Seul l'accroissement considérable des dépenses militaires à partir de 1939 permettra de résorber une partie des chômeurs et de développer la production. Notons que ces dépenses militaires non seulement sont source de débouchés rémunérateurs, mais aussi que l'Etat bourgeois finance la plus grande part des achats des produits d'armement, en prélevant ses ressources sur le pouvoir d'achat des travailleurs (par l'impôt ou la hausse des prix).

Enfin, en dehors des dépenses publiques à proprement parler, il faut tenir compte également des interventions de l'Etat qui se font pas le biais des *entreprises nationalisées*. L'Etat a pris à sa charge des secteurs de base souvent non rentables[2]. Ces nationalisations se sont parfois faites sous

2. Quitte parfois à dénationaliser des entreprises qui avaient été nationalisées parce qu'elles n'étaient pas rentables, et qui le sont

la pression de la classe ouvrière : par exemple en France, en 1945. Mais l'Etat bourgeois n'étant pas détruit, les entreprises nationalisées ont été utilisées dans le sens des intérêts de la bourgeoisie, que l'Etat les utilise pour fournir aux monopoles privés de l'énergie ou des matières premières à bon marché, ou qu'il les rentabilise, c'est-à-dire mette en valeur le capital public.

Si l'on tient compte du secteur nationalisé, on peut dire que plus de 50 % des investissements, dans les pays capitalistes avancés, sont contrôlés par l'Etat bourgeois.

2. En même temps qu'elle devient systématique, l'intervention économique de l'Etat *s'organise* selon un plan et non plus à tâtons ; le capital monopoliste, *instruit par l'expérience,* se sert de l'Etat dans son intérêt général, avec l'intention, plus ou moins consciente, d'*éviter* les conséquences du caractère contradictoire de son accumulation, tant au niveau social avec le développement de la lutte des classes qu'il implique et la remise en question de sa dictature sur le travail par le prolétariat, qu'au niveau économique[3] avec l'exacerbation des crises de surproduction et les bouleversements (faillites, profits incertains) que ces dernières impliquent.

L'Etat a ainsi joué un rôle important dans le processus de transformation des structures industrielles.

Prenons par exemple le cas de la France. Le développement de l'industrie française a été *historiquement* caractérisé par un goût marqué pour le protectionnisme. Au XIXᵉ siècle, tandis que les entreprises allemandes et anglaises se trouvaient déjà fortement engagées dans le commerce international, la bourgeoisie française obtenait la mise en place de protections douanières difficilement franchissables, consacrées par la loi Méline de 1892. Du traité de commerce avec l'Angleterre, qui ne fut appliqué que de 1860 à 1870, jusqu'à l'ouverture du Marché commun, le 1ᵉʳ janvier 1959, la bourgeoisie française ne fut jamais « libre-échangiste ». Ainsi protégées, les entreprises purent subsister en n'évoluant qu'à un rythme moins rapide que leurs

---

devenues : exemples, en France, d'une partie des télécommunications, d'une partie du logement, etc.

3. Il va sans dire que ces deux niveaux ne sont en aucune façon indépendants l'un de l'autre.

homologues étrangers. Entre les deux guerres, elles étaient largement marginales et leur retard s'aggravait.

Durant les quinze années qui suivirent la fin de la Seconde Guerre mondiale, on put observer que toute reprise de l'expansion, en s'accompagnant d'un déficit extérieur élevé et d'une dégradation de la monnaie, aboutissait, pour la bourgeoisie, *à la nécessité* de mettre en œuvre une politique déflationniste. La cause en était claire : trop longtemps protégée de la concurrence extérieure, l'industrie française était composée d'unités de production de taille insuffisante et de faible compétitivité.

Durant la même période, une série de plans avait conduit à la rénovation des industries de base et tenté d'orienter l'économie vers les marchés mondiaux. Mais la structure même de la IVe République ne permettait guère d'aller loin en ce sens. Il revint au gaullisme de tenter d'impulser les transformations nécessaires pour permettre aux secteurs les plus dynamiques du capitalisme français de « rejoindre la tête du peloton » à l'échelle internationale. Le plan Pinay-Rueff fut le premier essai en ce sens. En écrasant les salaires, il devait permettre de dégager les profits nécessaires à une accélération de l'investissement ; en limitant le crédit, il contraignait les entreprises retardataires à la disparition ou à la concentration.

En matière commerciale, De Gaulle joua résolument la carte du Marché commun, face à un C.N.P.F. au début hostile, puis hésitant, puis favorable ; il ne s'opposa pas et même se montra favorable à une réduction des tarifs douaniers plus rapide que celle qui avait été prévue par le traité de Rome. De même en ce qui concerne le Kennedy Round, il accepta une réduction de 20 % du tarif extérieur commun à la C.E.E.

Les conséquences ne se feront pas attendre, et *le processus de concentration s'accélérera. L'Etat lui-même y contribuera par un grand nombre d'interventions directes,* notamment avec la mise en œuvre du Ve plan.

Le Ve plan, puis le VIe plan, de manière encore plus nette, préconisaient la constitution ou le renforcement dans chaque secteur d'un petit nombre d'entreprises ou de groupes de taille internationale. En 1966, était créé un Comité de développement industriel, chargé de préparer les mesures permettant de réduire les obstacles aux « restructurations » et d'étudier les grandes opérations auxquelles l'Etat est particulièrement intéressé. Au vu de ses travaux, l'Etat

apporte son aide aux secteurs qu'il juge prioritaires. *Cette aide peut être directe* : facilités financières exceptionnelles ; ou *indirecte* : contrats de recherche, passation de commandes publiques.

En 1966, également, était lancée la convention Etat-sidérurgie. Aux termes de cet accord, l'Etat participait pour un montant de 2,7 milliards de francs à un prêt de 4,5 milliards à la sidérurgie. Les conséquences immédiates en furent la fusion Usinor-Lorraine-Escaut et les accords Sidelor-Wendel.

De même, en 1967, était mis en place le « plan-calcul ». Dans le cadre de ce plan et avec l'aide de l'Etat, la S.E.A., filiale du groupe Schneider, et la G.A.E., filiale commune de la C.G.E. et de C.F.S., fusionnaient pour donner naissance à la Compagnie internationale de l'informatique.

L'Etat intervint également de manière plus directe *par l'intermédiaire du secteur nationalisé* : accords Renault-Peugeot dans l'automobile, Charbonnages de France-Auby et Potasses d'Alsace-Office de l'azote dans la chimie, réorganisation des entreprises nationalisées de construction aéronautique, etc.

Ainsi, on assiste de plus en plus à une intervention de l'Etat favorisant les politiques de « groupe » plutôt que les politiques de « produit ». En clair, cela signifie que le processus de concentration voulu par le grand capital et avec la bénédiction de l'Etat s'oriente vers une concentration conglomérale (plusieurs produits). Ce type de concentration donne aux capitalistes une « force de frappe » financière supérieure.

Enfin, les *réformes fiscales visant à alléger la fiscalité* des sociétés et à favoriser les regroupements se sont multipliées : amortissements dégressifs, diminution des droits d'enregistrement frappant le capital lors de ses mutations, régime des sociétés immobilières d'investissement, prorogation de l'autorisation de déduire un dividende de 5 % en rémunération des émissions nouvelles et augmentation du capital, etc.

Cependant, une partie de ces prélèvements a également servi à subventionner des activités retardataires. Voici un bel exemple de l'autonomie relative de l'Etat dont nous avons parlé. Mais il apparaît aujourd'hui que *le secteur le plus dynamique* du capitalisme français *commence à s'opposer vivement* à ces transferts qui aboutissaient à pénaliser les productions les plus rentables. D'où une tendance à

cesser de vouloir à tout prix sauver tous les secteurs d'activité et à laisser plus librement jouer le mécanisme de la spécialisation internationale, tendance confirmée par les orientations du VI[e] plan.

Parallèlement, des efforts ont été mis en œuvre pour *débudgétiser* une partie des investissements publics aboutissant à retirer *toute signification* aux services publics (*cf.* S.N.C.F., E.D.F., etc.), et conduisant à une augmentation substantielle du prix de ceux-ci (problème de la rentabilité capitaliste).

Les efforts du grand capital et les interventions de l'Etat ont, en définitive, abouti à un *développement très important de la concentration, mais qui se révèle encore insuffisant,* par rapport aux autres pays capitalistes développés.

L'Etat favorise donc les concentrations du capital, mais cela n'est pas toujours aisé. L'Etat, représentant du grand capital, a du mal à être son serviteur fidèle. Outre le fait, comme nous l'avons vu, qu'il doit s'assurer une base sociale, notamment au prix de concessions multiples à l'égard de la petite bourgeoisie (commerçants, etc.) et des travailleurs atteints par la mise en place d'une telle politique, l'Etat a du mal à reconnaître ses amis. Ce qui compose en effet le grand capital est en perpétuel mouvement. Les secteurs qui hier étaient les plus dynamiques ne le sont plus aujourd'hui, ce qui ne signifie pas nécessairement que leurs moyens de pression sur l'appareil d'Etat soient amoindris d'autant. De même, prévoir ceux qui, aujourd'hui minoritaires, seront demain les plus dynamiques dans le concert international n'est guère aisé, d'autant que leurs moyens de pression sur l'appareil d'Etat peuvent être insuffisants pour contrecarrer l'inertie que représente le capital traditionnel. Adopter une politique économique les favorisant soulève ainsi des difficultés, des clivages au niveau politique dans les rangs mêmes de la bourgeoisie.

Les difficultés sont d'autant plus aiguisées que le cadre national d'une politique économique favorisant le grand capital entre de plus en plus en contradiction avec le caractère de plus en plus international de leur intervention, alors même que l'existence de l'Etat national est toujours nécessaire pour « tenir » les classes ouvrières des différents pays.

Section II. — Les nouvelles formes prises par les contradictions et leur exacerbation

Nous avons déjà étudié dans les chapitres précédents, plus précisément dans les chapitres sur l'accumulation du capital, le chômage, les crises et l'impérialisme, *l'essentiel des nouvelles formes prises par les contradictions dans le fonctionnement du capitalisme contemporain* : qu'il s'agisse, par exemple, des formes nouvelles prises par le processus d'accumulation et des contradictions qui s'y développent, ou de la contradiction croissante entre le développement des forces productives et les frontières nationales, ou de l'accroissement sensible du chômage depuis les années 1965, ou encore des formes nouvelles prises par l'impérialisme, etc.

Nous n'étudierons ici que les expressions, sur le plan monétaire, des formes nouvelles que prennent la tendance à accumuler et les interventions de l'État dans le cadre du capitalisme de monopole contemporain :

1. l'existence d'une inflation permanente ;
2. la crise du système monétaire international.

1. *L'existence d'une inflation permanente*

Il convient de distinguer ici ce qu'on peut appeler l'inflation « rampante » et l'inflation « courante ».

Au niveau des *apparences les plus immédiates,* on a commencé à parler d' « inflation rampante » aux Etats-Unis, à propos des hausses des prix qui se sont développées à partir de 1952, et qui apparaissaient comme des hausses de prix lentes, « rampantes », par opposition aux hausses de prix très fortes de la période d'immédiat après-guerre ou de 1950-1951 (guerre de Corée).

Le sentiment plus ou moins confus qu'il existait dans la réalité même « quelque chose d'inhabituel » a été renforcé, aux Etats-Unis, par la continuation de la hausse des prix, durant la période de récession de 1957-1958, phénomène qui a paru, au premier abord, incompréhensible. Cette prise de conscience, plus ou moins confuse, de l'apparition de phénomènes nouveaux (hausse des prix lente, continuant en période de récession), qui s'est faite

d'abord aux Etats-Unis, s'est ensuite généralisée dans tous les pays capitalistes développés.

Autrement dit, ce qui préoccupait les experts bourgeois, et qui les préoccupe toujours de nos jours, c'est l'existence d'une hausse des prix *permanente,* phénomène *nouveau* dans l'histoire du capitalisme.

Si l'on veut maintenant aller *sous les apparences les plus immédiates, mais sans aller encore à l'essentiel,* on dira que la hausse des prix qui caractérise l'inflation rampante se distingue de celle qui caractérise l'inflation courante, d'une *double façon* :

— L'inflation rampante se manifeste par une hausse des prix *non générale* et *non cumulative,* alors que l'inflation se caractérise par une hausse des prix *générale* et *cumulative.*

En cas d'*inflation rampante,* donc, la hausse des prix le plus souvent n'est pas générale. Certains secteurs connaissent des tensions déflationnistes, c'est-à-dire des baisses de prix, même si, au total, les tensions inflationnistes sont plus nombreuses ou plus importantes.

Par ailleurs, la hausse des prix n'est pas cumulative, c'est-à-dire qu'elle ne s'entretient pas elle-même, qu'elle ne continue pas à se développer lorsque la cause initiale de son existence a disparu.

L'inflation rampante se caractérise par l'existence d'un déséquilibre, mais qui ne s'agrandit pas de lui-même, qui ne dégénère pas en processus cumulatif.

En cas d'*inflation courante,* au contraire, comme pendant la guerre de Corée, ou comme en France en 1956-1958, la hausse des prix est générale : les prix augmentent dans tous les secteurs. Surtout, la hausse des prix est cumulative. En cas d'inflation, la hausse des prix progresse par elle-même, par la force acquise.

— Contrairement à l'inflation courante, l'inflation rampante se caractérise par *une hausse des prix permanente dans le long terme.*

L'inflation rampante apparaît comme *une tendance de longue période de hausse des prix.* Dans la courte période, ou bien il y a la manifestation de cette tendance, ou bien l'inflation courante en tant que processus cumulatif de hausse des prix se déclenche.

Enfin, si l'on veut aller *à l'essentiel,* on dira que les processus inflationnistes expriment, dans la sphère de la circulation, les deux contradictions qui, dans la sphère de la production, déterminent la lutte des classes et la concur-

rence intercapitaliste, dans le capitalisme contemporain. Plus précisément, on essaiera de montrer comment

— l'inflation rampante est l'expression monétaire des nécessités de l'accumulation, dans le cadre du capitalisme de monopole contemporain ;

— l'inflation courante exprime l'exacerbation de la lutte des classes, et comment son internationalisation reflète la concurrence intercapitaliste entre les bourgeoisies nationales.

A. *L'inflation rampante*

Avant même d'expliquer ce qu'est ce phénomène, il nous faut présenter et critiquer l'explication qu'en donnent les économistes bourgeois : la « théorie » de l'inflation par les coûts salariaux qui, comme par hasard, fait peser la responsabilité de l'inflation sur les travailleurs.

a) *L'explication bourgeoise : l'inflation par les coûts salariaux*

Si l'on se situe dans le cadre des périodes d'inflation courante, avec hausse cumulative très forte des prix (par exemple, dans les pays capitalistes développés, durant les années 1945-1948, ou durant la guerre de Corée en 1950-1951), la plupart des économistes bourgeois admettent eux-mêmes que la responsabilité de la hausse n'incombe pas aux salariés. Il leur serait difficile, il est vrai, de soutenir le contraire, étant donné que l'on constate, durant ces périodes, une baisse des salaires réels (les salaires nominaux augmentent moins vite que les prix). Si l'on se situe, au contraire, dans le cadre de périodes d'inflation rampante, l'attitude de ces mêmes économistes bourgeois change. Voyons leur raisonnement.

Si les prix augmentent, nous explique-t-on, c'est parce que les coûts salariaux supportés par les capitalistes augmentent ; si les coûts salariaux augmentent, c'est parce que, nous dit-on, les taux de salaires nominaux augmentent plus vite que la productivité. Les économistes bourgeois tirent comme conséquence de cette analyse, ce qui n'est pas fait pour déplaire aux gouvernements bourgeois, que l'inflation rampante est « *la manifestation d'une puissance excessive des travailleurs* », et que, « à moins que des mesures soient prises *pour affaiblir le pouvoir des syndicats*, le problème de l'inflation rampante continuera à se poser » !

En définitive, l'existence de syndicats qui exercent une pression continue sur les profits, par l'obtention de hausses de salaires supérieures à celle de la productivité, joue un rôle décisif dans l'existence de l'inflation rampante, et explique, en grande partie, ajoute-t-on, que la hausse des prix soit ininterrompue, y compris durant les périodes de récession.

Enfin, on ajoute que « les syndicats ouvriers ne pourraient forcer les prix à s'élever si la politique monétaire ne fléchissait ». On veut dire par là que l'économie a besoin de liquidités supplémentaires pour financer les hausses de coûts et de prix. Si la politique monétaire est large, parce qu'on ne veut pas arrêter le processus de hausse des prix, par crainte de provoquer un chômage trop massif, elle permettra à l'inflation rampante de se développer, mais sans en être *directement* responsable. Les travailleurs sont les vrais responsables, et la politique monétaire s'ajuste aux changements de salaires.

Puisque l'inflation rampante est due à la poussée des coûts salariaux, elle-même due à l'action organisée des travailleurs, nos économistes bourgeois vont proposer la *mise en œuvre d'une politique anti-inflationniste s'en prenant aux travailleurs.* Plus précisément, ils proposent, pour éliminer l'inflation rampante, le principe suivant : à l'échelle nationale, la hausse des taux de salaires horaires nominaux moyens doit être égale à la hausse de la productivité moyenne pour l'ensemble de l'économie. La réalisation d'une telle condition signifierait la fin de l'inflation rampante.

Rien d'étonnant à ce qu'il y ait là la *doctrine officielle,* depuis plusieurs années, *de tous les gouvernements occidentaux.*

Pour parvenir à une hausse des salaires nominaux égale ou inférieure à une hausse de la productivité, on a proposé, selon les pays capitalistes, divers moyens qui, tous, se ramènent à des mesures directement répressives à l'encontre des travailleurs, ou à des mesures visant à « intégrer » la classe ouvrière :

— *mesures directement répressives* : on propose de s'en prendre directement aux droits des syndicats et des travaillurs. On propose donc d'appliquer aux syndicats la loi anti-trust (aux Etats-Unis), de limiter le droit de grève, en interdisant notamment certaines formes de grève ou en imposant des préavis, de restreindre les droits syndicaux, etc. ;

— *mesures visant à intégrer la classe ouvrière* : on propose alors la mise en œuvre d'une politique restrictive des salaires, en essayant d'obtenir, au nom de « l'intérêt national », l'accord des syndicats. En France, la tentative de mettre en œuvre des contrats de progrès est le dernier avatar de cette politique.

En conclusion, le schéma dont nous disposons est, en définitive, très simple et particulièrement facile à comprendre pour la bourgeoisie. L'inflation rampante et, en même temps, son caractère permanent sont dus au fait que les travailleurs organisés « poussent » sans cesse les salaires au-delà des progrès de la productivité. Dès lors, pour éliminer l'inflation rampante, il faut mettre en œuvre une politique s'en prenant directement à la source du mal : *une politique qui, par un moyen ou un autre, attaquera les travailleurs.*

La critique doit porter sur un *point essentiel* : l'absence de prise en considération du rôle des monopoles. On rend les salaires responsables de l'inflation rampante, mais on ne dit rien des profits.

Les gouvernements et les économistes bourgeois « oublient », et ce n'est pas un hasard, en défendant la théorie de l'inflation par les coûts salariaux, un élément important qui ruine leur argumentation.

Admettons que l'action des travailleurs organisés leur permette, à un moment donné, d'obtenir une hausse des salaires nominaux supérieure à celle de la productivité. Nos brillants économistes et nos hommes politiques distingués oublient de dire que si, dans ces conditions, les prix augmentent, *ce sera parce que les titulaires de profit auront réagi pour maintenir ou accroître leur part dans le produit global :* c'est précisément par l'intermédiaire de la hausse des prix qu'ils auront pu le faire.

Prenons un exemple très simple. Eliminons, pour simplifier la démonstration, l'emploi, en le supposant constant : dès lors, il sera possible de comparer indifféremment l'accroissement de la production et celui de la masse salariale, ou l'accroissement de la productivité et celui des rémunérations horaires. Soit, par conséquent, une production de 1 000, se partageant en 800 de salaires et 200 de profits. Supposons une augmentation de 10 % de la production qui passe donc à 1 100, et supposons que les 100 de produit supplémentaire aillent aux salariés, qui voient donc leurs salaires augmenter de 12,5 % (de 800 à 900).

les profits restant stables (200), ainsi que les prix. Si, dans ces circonstances, les prix augmentent, c'est parce que les capitalistes auront réagi pour augmenter leurs profits et maintenir (ou augmenter) leur part dans la production. Autrement dit, le taux de croissance des salaires nominaux pourrait être supérieur à celui de la productivité, *sans hausse de prix,* si les profits n'augmentaient pas : *une redistribution des revenus au bénéfice des salariés* pourrait être une alternative à la hausse des prix.

Certes, nous répliquera-t-on, dans le système capitaliste, la part des profits ne saurait diminuer sans compromettre gravement le processus d'accumulation du capital, et donc le développement de la production. Cela est vrai. Mais cela nous montre tout simplement que si les capitalistes, face à des hausses de salaires, augmentent leurs prix pour maintenir ou le plus souvent accroître leurs profits, ce n'est pas parce qu'ils sont « méchants » : *c'est une loi inéluctable du système capitaliste.* Si les salaires nominaux augmentent, les capitalistes se doivent d'en reprendre tout ou partie par la hausse des prix.

De fait, un certain nombre d'études, menées par des économistes bourgeois eux-mêmes, et notamment des études statistiques, nous montrent très clairement que, dans la réalité, *les capitalistes ont augmenté leurs prix de façon telle que non seulement la part des profits dans le revenu national n'a pas diminué, depuis vingt ans, mais qu'elle a augmenté*[4]. Si les prix augmentent, c'est bien parce que les capitalistes agissent de façon telle que la part des profits se maintienne, ou même, comme nous l'avons vu, s'accroisse. Bien plus, il faut préciser que la responsabilité essentielle dans l'existence de cette hausse permanente des prix est dans la pratique des monopoles, plus précisément *dans le processus d'accumulation monopolistique du capital.*

b) *L'inflation rampante exprime les nécessités de l'accumulation, dans le cadre du capitalisme de monopole contemporain*

L'inflation rampante n'est que l'expression, au niveau monétaire, des *formes nouvelles que prennent à la fois la*

4. Nous en avons donné des exemples dans le chapitre 2 sur l'extorsion de la plus-value.

tendance à accumuler et les contradictions dans le procès d'accumulation, dans le capitalisme contemporain.

Les monopoles

Dans les chapitres 1 et 3 que nous avons consacrés aux problèmes de la valeur et de la tendance à accumuler, l'essentiel de ce qui nous intéresse ici, pour comprendre le rôle des monopoles dans l'existence d'une inflation rampante permanente, a été présenté.

On peut alors le résumer et le récapituler de façon synthétique :

❶ les monopoles s'approprient des *surprofits*, car ils ont, dans une certaine mesure et du fait de leur contrôle relatif sur le marché, lié à leur capacité de susciter des obstacles à la venue de concurrents dans la branche, la possibilité de fixer, et de façon assez durable, des prix de vente supérieurs aux prix de production. De fait, de nombreuses études statistiques montrent, d'une part, que les taux de profit sont supérieurs dans les secteurs les plus monopolisés et, d'autre part, qu'en général, depuis 1950, les prix dans les secteurs les plus monopolisés ont davantage augmenté que les prix dans les autres secteurs ;

❷ le type de concurrence à laquelle se livrent les monopoles provoque des hausses spécifiques de coûts, dues :
— aux pratiques de différenciation des produits, qui suscitent des coûts élevés d'emballage, d'études de marché et surtout de publicité [5] ;
— à l'existence d'un taux d'accumulation élevé, qui suscite des charges financières accrues, notamment d'importants coûts d'amortissement ;
— à l'existence d'importantes capacités de production oisives ;

❸ les monopoles, nous venons de le rappeler, peuvent, dans une certaine mesure, et pour un certain temps, vendre

5. Ainsi, par exemple, aux Etats-Unis, on constate que de 1947 à 1957 les coûts salariaux des travailleurs productifs dans l'industrie ont augmenté de 17 %, tandis que les autres coûts (à l'exclusion de la hausse du coût des matières premières), ajoutés aux profits, ont augmenté d'environ 50 %. Sur ces 50 %, une bonne part était due à la hausse de ces coûts liés à l'existence de marchés de monopole.

leurs marchandises à des prix supérieurs aux prix de production.

Théoriquement, les petites entreprises non monopolistes devraient vendre leurs marchandises à des prix d'autant inférieurs. Mais il n'en est pas ainsi dans la réalité. Si la masse extrêmement importante de surprofits de monopoles avait été entièrement prélevée sur le profit moyen des petites entreprises non monopolistes, celles-ci auraient déjà totalement disparu. Si, malgré la centralisation du capital, il subsiste encore de petites entreprises non monopolistes, c'est grâce, en partie, à un mécanisme qui, à partir de la politique de prix des monopoles, va susciter une hausse du niveau général des prix. Trois cas sont à envisager, pour étudier ce mécanisme.

1er cas : Un marché de biens de production ou de biens de consommation est approvisionné à la fois par un monopole et de petites entreprises non monopolistes. Si une telle structure existe, c'est qu'elle convient au monopole, et lui permet notamment un transfert de valeur à son profit. Mais ce transfert même est une menace pour les petites entreprises, et donc pour la structure jugée souhaitable par le monopole. Dans ces conditions, le monopole *suscitera une augmentation du prix de vente, dans tout le secteur,* qui aura pour effet non seulement d'augmenter son surprofit, mais aussi de préserver le taux de profit des petites entreprises non monopolistes. De nombreuses études ont mis en lumière ce phénomène et cette uniformité dans les hausses de prix.

2e cas : Un marché de biens de consommation est dominé par un monopole, qui achète un certain nombre de produits intermédiaires à des petites entreprises non monopolistes, spécialisées et mécanisées. Le monopole va, dans ces conditions :

— imposer son prix d'achat aux petites entreprises, et donc susciter un transfert de valeur à son profit ;

— imposer son prix de vente aux consommateurs : plus précisément, *il va augmenter son prix de vente,* et cette augmentation il l'utilisera, pour partie, pour augmenter au détriment des travailleurs son surprofit davantage que le simple transfert de valeur ne le lui aurait permis ; et pour partie, pour augmenter le prix d'achat des produits intermédiaires et préserver ainsi, s'il juge que c'est son intérêt, le

taux de profit des petites entreprises. Il y aura donc, en définitive, une hausse du niveau général des prix.

3e cas : Un marché de biens de production est dominé par un monopole. On sait, de fait, que c'est dans le secteur des biens de production que l'on trouve les monopoles les plus puissants. Les petites entreprises non monopolistes qui achètent, dès lors, aux monopoles, les machines et matières premières dont elles ont besoin tenteront, en augmentant leurs prix, de reporter sur les consommateurs les majorations de coûts qu'elles subissent, du fait des prix de monopole. Par conséquent, dans ce cas également, il y aura une hausse du niveau général des prix.

Ainsi, les monopoles, par leur politique de prix destinée à accroître leur taux de profit, facilitent le plus souvent la transmission des hausses de prix dans tous les secteurs et dans toutes les entreprises, et provoquent donc, à ce titre, la hausse du niveau général des prix :

- les monopoles manifestent une très forte rigidité à la baisse de leurs prix. Nous avons montré que la concurrence, dans le cadre du capitalisme de monopole, ne se faisait plus essentiellement par les prix, mais par la marque, et par ailleurs que, dans la mesure où elle se faisait encore par les prix, il ne s'agissait plus tant d'abaisser les prix de certaines marchandises de manière absolue que de les augmenter moins vite que le niveau général des prix. Cette résistance à la baisse des prix se manifeste aussi bien face à des hausses de productivité que face à une demande en baisse [6] ;
- les obstacles créés par les monopoles à la venue d'autres concurrents sont *provisoires dans le temps*. Ils sont perpétuellement remis en cause. C'est pourquoi, comme nous l'avions montré, la mobilité du capital n'est que limitée, mais ne disparaît pas. Cette mobilité explique la tendance à la formation d'un taux de profit moyen et la constitution des prix de production.

---

6. On constate que, souvent, durant les périodes de récession, les prix dans les industries monopolisées non seulement ne baissent pas, mais ont tendance à monter. Ce phénomène peut être notamment illustré par le comportement des industries de l'acier et de l'automobile aux Etats-Unis. Dans l'industrie de l'acier, malgré une baisse de la production due à une baisse de la demande en 1949, 1953-1954 et 1958, les prix continuent à monter. De même, dans l'industrie automobile, en 1957-1958, la demande de nouvelles voitures diminue de 20 % et les prix augmentent de 4 %.

L'introduction des monopoles rend *plus durables* les surprofits, mais ne permet pas cependant de les éterniser. Ils proviennent d'un rapport de forces imposé par tel monopole sur tel autre, mais les rapports de forces changent. En ce sens, le monopole ne peut ni fixer n'importe quel prix ni le fixer de manière éternelle. Son prix dépend des conditions techniques de la production ; il dépend, en définitive, du prix de production, même si c'est apparemment de façon assez lâche.

Les monopoles, avions-nous dit, sont incapables de faire monter le prix de toutes les marchandises aussi vite que le niveau général des prix.

Ils subissent la loi de la valeur, même s'ils arrivent à s'en détacher temporairement et apparemment ; leurs prix suivent les prix de production, à une vitesse qui dépend du caractère plus ou moins stable de la position qu'a le monopole face à ses concurrents actuels ou potentiels. On en déduit donc que, dans l'expression « *les* monopoles », il ne s'agit pas toujours des mêmes monopoles, parce que les rapports de forces changent [7].

L'ensemble de ces phénomènes que nous avions étudiés dans des chapitres précédents, et que nous venons de rappeler, expliquent *le rôle des monopoles dans l'existence d'une inflation rampante permanente.* Sous leur action, le niveau général des prix, qui n'est, rappelons-le, qu'une moyenne statistique, augmente sans cesse, car ils tendent à la fois à augmenter leurs prix et à résister à toute baisse. Cette hausse cependant, si l'on se situe dans le cadre même des secteurs monopolisés, n'est ni générale ni *a fortiori* égale dans tous les secteurs.

Les prix de monopole qui entraînent vers le haut le niveau général des prix ne sont pas les mêmes (mêmes secteurs, mêmes entreprises) dans le temps : au fur et à mesure qu'évoluent la puissance et le degré de contrôle des marchés des monopoles, les secteurs et entreprises monopolisés, plus particulièrement responsables de la hausse du niveau général des prix durant une certaine période, changent eux-mêmes.

Ainsi retrouve-t-on ici l'une des caractéristiques apparentes de l'inflation rampante : l'existence d'une hausse du niveau général des prix, sans pour autant que *tous* les prix augmentent en même temps ou parallèlement, et sans

7. Pour plus de précisions, cf. le chapitre 3.

pour autant que les prix de monopole responsables de la hausse du niveau général des prix *soient toujours les mêmes.*

L'Etat bourgeois

Admettons que, dans un premier temps, le marché, c'est-à-dire le niveau de la demande, permette aux monopoles, désireux d'accroître leurs taux de profit, d'augmenter leurs prix. N'oublions pas, en effet, que la réalisation des marchandises à des prix plus élevés implique l'existence d'un marché suffisant. Encore faut-il qu'il existe des *liquidités suffisantes* pour financer ces hausses. Tôt ou tard, le système bancaire sera plus largement sollicité, et les crédits à l'économie devront augmenter.

Il ne s'agit pas de prétendre que l'inflation rampante a pour cause première l'accroissement des liquidités. Il s'agit simplement d'affirmer que la politique monétaire et financière de l'Etat joue un rôle qui, tout en étant second, n'en est pas moins indispensable.

Notons que ce rôle de financement des hausses de profit, de demande et de prix a lui-même été facilité par les profondes transformations qu'ont connues les institutions monétaires dans les pays capitalistes développés et le système des paiements internationaux.

Jusqu'à présent, nous avons supposé que le marché était suffisant, et qu'il fallait simplement une politique monétaire abondante. Mais le capitalisme de monopole connaît des difficultés croissantes de réalisation des marchandises, nous l'avons vu au chapitre 3.

Pour veiller à ce que la demande globale soit toujours soutenue, l'Etat peut intervenir activement, notamment par les dépenses publiques et les investissements qu'il contrôle. Cette intervention active :

— crée des conditions favorables à l'action des monopoles en faveur de la naissance et de la transmission de tensions inflationnistes ;

— joue un rôle important dans l'allongement des phases d'expansion, qui a été l'une des caractéristiques des fluctuations dans les pays capitalistes développés depuis 1945. Du fait de cet allongement, des révisions qualitatives en hausse des dépenses privées ont davantage le temps de se produire. Dès lors surviendront des différences, entrete-

nues par les monopoles, entre la structure de la demande et celle de l'offre : ces différences seront elles-mêmes génératrices de taux de profit plus élevés, par l'intermédiaire de hausses de prix ;

— sera d'autant plus inflationniste que les dépenses de l'Etat se font, à titre principal, dans des secteurs improductifs : dépenses militaires notamment.

Enfin, notons que l'action des monopoles en faveur d'une rigidité à la baisse des prix ne réussirait que partiellement sans l'intervention de l'Etat.

Durant, en effet, certaines périodes de dépression, entre les deux guerres, l'existence des monopoles a pu freiner la baisse des prix, mais ne l'a pas empêchée. Ainsi, par exemple, aux Etats-Unis, durant la dépression 1929-1933, les prix ont moins baissé, toutes choses égales par ailleurs, que durant la dépression 1890-1897, dans les industries où le taux de concentration avait sensiblement augmenté (industrie de l'acier, industrie lainière, etc.). Par conséquent, l'action des monopoles en faveur de la rigidité à la baisse des prix s'est exercée, mais le niveau de chômage atteint fut tel que *les prix, même les plus rigides,* baissèrent.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, et probablement pour un temps seulement, les crises ont perdu de leur ampleur. Les monopoles ont, dès lors, plus de liberté pour empêcher les prix de baisser.

L'existence d'une supériorité, plus ou moins durable comme nous l'avons vu, des prix de certains monopoles sur la valeur s'explique par les interventions de l'Etat (dépenses militaires notamment) qui, nous le savons, ont joué un rôle décisif dans l'atténuation de l'ampleur des crises. Cette atténuation a laissé une marge de manœuvre beaucoup plus grande à la bourgeoisie pour augmenter ses prix.

A ce titre, la *permanence* même de l'inflation rampante est la manifestation de l'existence de crises de surproduction insuffisamment fortes pour sanctionner pleinement le gaspillage de temps de travail social.

L'inflation rampante *permanente* est le reflet de l'absence de crise *profonde,* elle-même liée à l'importance croissante des dépenses publiques, plus particulièrement militaires.

B. *L'inflation courante*

a) *L'exacerbation de la lutte des classes explique l'inflation courante*

La hausse des prix qui accompagne l'inflation rampante permet de réduire le pouvoir d'achat des travailleurs. Tant que les luttes de la classe ouvrière sont maintenues par les directions bureaucratiques dans les limites du respect des « équilibres nationaux », elles sanctionnent cette perte de pouvoir d'achat. Mais, au-delà d'un certain seuil, les travailleurs vont réagir à la diminution, absolue ou relative, de leur pouvoir d'achat. Ils vont revendiquer de fortes augmentations de salaires, incluant non seulement la perte passée du pouvoir d'achat, mais aussi celle pouvant résulter de hausses de prix futures. Dans une telle situation, les directions syndicales, pour conserver leur crédibilité, seront obligées d'animer certaines luttes, même décidées en dehors d'elles, et quitte à les freiner par la suite. Il en résulte que, dans les périodes où les travailleurs sont conscients de la réduction *relative* ou *absolue* de leur niveau de vie, les syndicats lancent des luttes de maintien de ce niveau de vie. Il s'établit alors une spirale, qui lie les salaires et les profits, et non les prix comme l'affirme la théorie bourgeoise de l'inflation par les coûts. Les salariés cherchent à défendre leur niveau de vie relatif entamé par la hausse des prix non cumulative décidée antérieurement par les capitalistes. Ceux-ci cherchent à maintenir et à accroître leurs profits réels.

Les prix jouent un rôle dans cette spirale : ils ne sont pas seulement une résultante au sens algébrique. Mais ce rôle n'est pas celui que lui assigne la théorie bourgeoise. Pour augmenter leurs profits réels, les capitalistes accroissent leurs prix. Cela provoque une réduction des salaires réels. Il s'ensuit des revendications d'augmentation des salaires nominaux qui, si elles sont satisfaites, pèsent sur les coûts et ramènent le profit réel à son niveau antérieur. D'où nouvelle hausse des prix *décrétée par les capitalistes.*

Les prix sont en même temps le moyen et le résultat de la lutte entre salaires et profits. C'est ce qui assure leur augmentation cumulative. On peut donc affirmer qu'il y a spirale entre les éléments composant le prix et non entre lui et un de ces éléments. Ainsi, on met en valeur *le véri-*

table moteur de l'inflation courante : l'exacerbation de la lutte des classes menée au niveau économique[8].

Plus précisément, souvent on lie le passage de l'inflation rampante à l'inflation courante, à une augmentation particulièrement forte des dépenses d'armement, comme par exemple en 1950-1951 (guerre de Corée) et en 1956-1957 (crise de Suez). Cela n'est pas faux, mais insuffisant.

La hausse des prix des matières premières, relais à l'internationalisation du processus, ne vient pas tant des dépenses d'armement et de transport accrues que du maintien dans les économies capitalistes des dépenses d'accumulation aux fins civiles, auxquelles s'ajoutent celles destinées à satisfaire aux besoins militaires. Dans l'ensemble des pays impérialistes, les conditions de la lutte de classes sont telles que les travailleurs luttent durement pour le maintien de leur niveau de vie. Cela a deux conséquences liées : une hausse des prix se cumule rapidement et le niveau de la consommation ouvrière est peu compressible. La production aux fins civiles est donc rigide à la baisse. Toute production militaire s'y rajoute. Si cette dernière doit croître rapidement, il est nécessaire de procéder à une *accumulation du capital additionnelle rapide,* donc d'accroître les prix. Dans le même ordre d'idée, on notera que le déficit budgétaire croissant ne fait qu'exprimer la participation de l'Etat bourgeois à cette accumulation, directement par ses investissements, indirectement par des subventions aux capitalistes.

Notons enfin comment, face à une telle situation, va réagir l'Etat bourgeois. Il peut d'abord réussir à briser les luttes, par l'intégration et/ou la répression : les augmentations de salaires seront en définitive faibles et les monopoles pourront les incorporer facilement dans leurs prix. Si, par contre, l'Etat ne réussit pas à ramener les luttes dans le cadre du respect des « grands équilibres nationaux », et si les augmentations de salaires sont effectivement impor-

---

8. Notons que, dans de telles circonstances, la spirale salaires-profits aura elle-même deux conséquences :

1. un accroissement des revenus nominaux qui, face à une offre de marchandises ne pouvant instantanément augmenter, suscitera un *excédent de la demande sur l'offre ;*

2. un accroissement de la *quantité de monnaie en circulation,* les entreprises demandant de la monnaie supplémentaire pour financer leurs hausses de coûts et de prix.

tantes et qu'une incorporation proportionnelle dans les prix est jugée dangereuse (susceptible de déclencher le processus d'inflation courante), il mettra en œuvre une politique monétaire et financière restrictive qui provoquera une *récession économique* et le *développement du chômage.*

L'expérience montre que, lorsqu'il y a eu, dans les pays occidentaux, depuis 1945, risque de passage ou passage de l'inflation rampante à l'inflation courante, une politique monétaire et financière restrictive a été mise en œuvre, qui a suscité le développement du chômage, en même temps qu'elle comportait des mesures de blocage, direct ou indirect, des salaires nominaux : ce sont les fameux plans de stabilisation.

b) *La concurrence intercapitaliste internationalise l'inflation courante*[9]

Il existe deux types d'inflation internationale. Le premier type, l'inflation internationale rampante, n'est que le résultat des inflations rampantes nationales qui affectent l'ensemble des économies capitalistes développées. Son étude a été faite dans le cadre de l'inflation rampante.

Le deuxième type d'inflation internationale auquel nous nous référons est l'inflation internationale courante, qui n'est pas permanente et qui se manifeste à certains moments précis. Cette inflation internationale n'est pas la somme d'inflations nationales courantes. Elle vient de l'existence du système productif mondial et de l'accumulation au sein de ce système. Elle naît *en un point* de ce système et se généralise à l'ensemble, selon des modalités qui tiennent leur spécificité de l'existence d'Etats nationaux et de la concurrence entre les diverses bourgeoisies nationales.

Plus précisément, la transmission de l'inflation courante représente l'essai par une bourgeoisie nationale d'exploiter ses difficultés, essai qui dépend de la place de la bourgeoisie dans la hiérarchie du processus productif mondial.

L'inflation internationale transmise ne peut avoir son origine que dans une *économie dominante* dans le système productif mondial, puisque les bourgeoisies des autres pays ne peuvent éviter de lui acheter ses marchandises et ses

9. Nous présenterons ici un rapide aperçu du problème, renvoyant le lecteur, pour plus de précisions, au livre de J.-L. DALLEMAGNE, *L'Inflation capitaliste,* Maspero, 1972, 2ᵉ partie.

capitaux ; elles ne peuvent donc s'opposer à la transmission des perturbations et des tensions qui affectent l'économie dominante.

Prenons le cas des Etats-Unis : la bourgeoisie américaine, pour maintenir sa domination, doit accumuler relativement aux autres bourgeoisies, l'existence et la survie d'une économie dominante étant liées à cette accumulation du capital. Mais, dans certaines circonstances (exacerbation de la lutte des classes, ou fort accroissement de dépenses militaires conjointement à un niveau élevé des luttes de classes), le *rythme* d'accumulation est tel que l'inflation rampante dégénère en inflation courante. L'inflation courante est une menace pour les marchés de la bourgeoisie américaine. Or, pour être dominante, il lui est nécessaire de préserver ses marchés. Il lui est donc *nécessaire d'exporter son inflation,* pour maintenir sa compétitivité externe, et en tant qu'économie dominante, elle a précisément les moyens d'exporter son inflation [10].

En principe donc, le processus d'inflation internationale protège la domination relative de l'économie d'origine, qui peut accroître son rythme d'accumulation sans perdre ses marchés extérieurs.

Mais l'inflation courante peut gêner considérablement une économie dominante si celle-ci, comme les Etats-Unis à l'heure actuelle, connaît un déclin *relatif.* Non totalement internationalisée, ou plus forte aux Etats-Unis, elle devient grave pour la domination américaine.

C'est ce déclin relatif et l'exacerbation de la concurrence entre les diverses bourgeoisies nationales depuis quelques années que nous allons retrouver au cœur de la crise du système monétaire international.

2. *La crise du système monétaire international*

La crise du système monétaire international actuel n'est que l'expression du caractère toujours renaissant de la suraccumulation, et l'expression des limites des interventions de l'Etat pour lutter contre cette suraccumulation.

A cette contradiction fondamentale, qui est à la base de la compréhension de la crise du système monétaire

---

10. Nous ne traiterons pas ici des modalités précises d'exportation de l'inflation. Cf. le livre cité de J.-L. Dallemagne.

international, il faut ajouter également les effets du *développement inégal des capitaux.*

Précisons ce dernier point. Pour faciliter le commerce international, une monnaie est, bien entendu, nécessaire : mais il ne peut exister une monnaie internationale, comme il existe une monnaie nationale, car chaque Etat capitaliste s'arroge le droit de battre sa propre monnaie.

Donc, chaque capitaliste va essayer d'avoir la ou les monnaies dont il a besoin pour acheter machines, matières premières, etc., nécessaires à sa production. Mais, et c'est là qu'intervient le *développement inégal,* les économies capitalistes sont, comme on le sait, inégales entre elles : elles sont plus ou moins compétitives, certaines sont seules à produire tel ou tel type de marchandise incorporant les techniques les plus perfectionnées, etc.

Les marchandises de ces économies dominantes sont plus demandées, et il s'ensuit que leurs monnaies sont relativement plus désirées. Ce sont des *monnaies fortes,* ou *monnaies de réserve,* qui servent de moyens de paiement internationaux, et qui constituent l'essentiel des réserves de change des diverses banques centrales des pays capitalistes. Ce rôle a été joué par la livre sterling au XIXe siècle et jusqu'en 1939, puis par le dollar, conjointement avec la livre de 1920 à 1939, puis seul. L'or n'en conservait pas moins un rôle appréciable, dans la mesure où, aucune économie n'étant éternellement dominante, les détenteurs de monnaie dominante exigeaient la garantie de pouvoir passer d'une monnaie à une autre, ce qui nécessitait l'existence d'un étalon commun : l'or.

Ce système, où les monnaies de réserve, qui servent aux paiements internationaux, sont à la fois l'or et la (ou les) monnaie dominante, en l'occurrence, depuis 1945, le dollar seul, elle-même convertible en or, a été appelé *Gold Exchange Standard.* Ce système a l'immense avantage pour le pays dont la monnaie sert de réserve, en l'occurrence les Etats-Unis, *parce que leur économie est elle-même dominante au sein du processus productif mondial,* de faire payer par les autres économies capitalistes les investissements qu'ils y réalisent.

Supposons, en effet, que les Etats-Unis investissent en France, y achètent ou y construisent des entreprises. Ils payent avec des dollars qui arrivent dans les caisses de la Banque de France. Celle-ci, pour ne pas garder de l'argent qui ne lui rapporte rien, prêtera ses dollars au sys-

tème bancaire américain, et touchera, moyennant quoi, un intérêt. Ces dollars, retournés aux Etats-Unis, pourront être réinvestis en France. Ainsi, en définitive, s'aperçoit-on que les investissements américains en France, et de façon plus générale dans tous les autres pays capitalistes, *sont payés par ces autres pays capitalistes mêmes.* Ce privilège encore une fois ne tombe pas du ciel. Il provient de la position dominante des Etats-Unis au sein de l'économie mondiale. Mais, et c'est là que va apparaître le problème, l'économie américaine connaît depuis quelques années un *déclin relatif,* notamment par rapport aux économies allemande et japonaise. Elle devient à son tour victime du *développement inégal,* victime de l'aide même qu'elle a apportée en 1945 aux bourgeoisies allemande et japonaise, pour des raisons à la fois politiques (craintes de révolutions sociales) et économiques (développement de ses débouchés).

Parallèlement à ce déclin relatif, marqué par la concurrence de plus en plus vive que subissent les marchandises américaines, *la monnaie dominante, le dollar, commence à être contestée.* Les Banques centrales détenant des dollars prévoient que, parallèlement au déclin relatif de l'économie américaine, le dollar sera tôt ou tard dévalué, et elles commencent donc à spéculer contre le dollar, essayant à tout prix d'acheter des marks et des yens japonais. C'est cette spéculation qui précipitera (et non pas créera) l'éclatement spectaculaire de la crise, et qui poussera Nixon, le 15 août 1971, à prendre toute une série de mesures de protection du dollar, notamment la suspension de la convertibilité du dollar en or. Sans insister davantage ici sur les événements qui ont suivi (dévaluations de décembre 1971 et de février 1973), c'est-à-dire, en fait, sur *la poursuite de la crise,* notons simplement que l'enjeu est le suivant : qui pourra bénéficier des privilèges d'émettre une monnaie internationale (et dans quelle proportion), *et espérer ainsi reporter, pour partie, sur les autres bourgeoisies ses propres difficultés accrues ?*

La crise du système monétaire international résulte des contradictions du capitalisme, et à son tour les aggrave.

Dans ces conditions, et en liaison avec l'exacerbation des contradictions et de l'exploitation capitalistes, les luttes ouvrières ne peuvent manquer de se développer, confirmant un renouveau qui s'est déjà largement manifesté, ces dernières années, dans tous les pays capitalistes avancés.

Conclusion

Il était de mode, il y a quelques années, de prédire au système capitaliste une longue vie. Il était courant d'entendre certains clamer la disparition de toute potentialité révolutionnaire.

Il était fréquent de lire que les ouvriers ne pouvaient plus descendre dans la rue, édifier des barricades, et qu'il fallait, de ce fait, préconiser des « réformes de structure », proposer des « contre-plans » à la gabegie capitaliste.

Que ces considérations pourtant récentes semblent bien vieilles aujourd'hui ! Combien a été cruelle la désillusion de certains de ces prédicateurs ! Combien a été révélatrice la leçon de choses pour ceux qui n'y croyaient plus ! Combien a été enthousiasmante la montée des luttes ouvrières pour ceux qui, rejetés, moqués dans le passé, n'ont cessé de penser que tout était possible !

Mais rien n'est acquis. Aujourd'hui encore se révèle la nécessité de rester imperméable à l'idéologie dominante, de s'insérer dans les contradictions pour les amener à leur terme, bref de *s'organiser* pour abattre un système qui n'a qu'une seule énergie : celle de ne pouvoir mourir seul, par ses propres crises, sans qu'on ne l'y pousse.

On comprend dès lors que ce livre n'a pas, ne peut avoir pour objet l'étude du système capitaliste en soi, pour soi. Le marxisme n'est pas une « théorie » que l'on discute dans les salons feutrés ou au Café du commerce. *Le marxisme est une arme de combat,* un *guide pour l'action.*

En ce sens, *l'arme de la critique ne saurait remplacer la critique des armes.*

Table

CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

revue trimestrielle

N° 1.	L'inflation
N° 2.	La crise du système monétaire international
N° 3.	La formation du sous-développement
N° 4-5.	Sur l'impérialisme
N° 6.	La construction du socialisme
N° 7-8.	La nature des pays de l'Est
N° 9.	Sur la méthode
N° 10.	Travail et emploi
N° 11-12.	Crises de surproduction. — Travail et emploi (II). — Sur le Chili. — Un texte inédit de Karl Marx (*à paraître*)

LIVRES
« CRITIQUES DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE »

Jean-Luc Dallemagne, *La politique économique bourgeoise*, 1972.

Jean-Luc Dallemagne, *L'inflation capitaliste*, 1972.

Pierre Salama, *Le procès de « sous-développement »*, 1972.

N. Boukharine, E. Préobrajensky, L. Trotsky, *Le débat soviétique sur la loi de la valeur*, 1972.

N. Boukharine, L. Kamenev, E. Préobrajensky, L. Trotsky, *La question paysanne en U.R.S.S. (1924-1929)*, 1973.